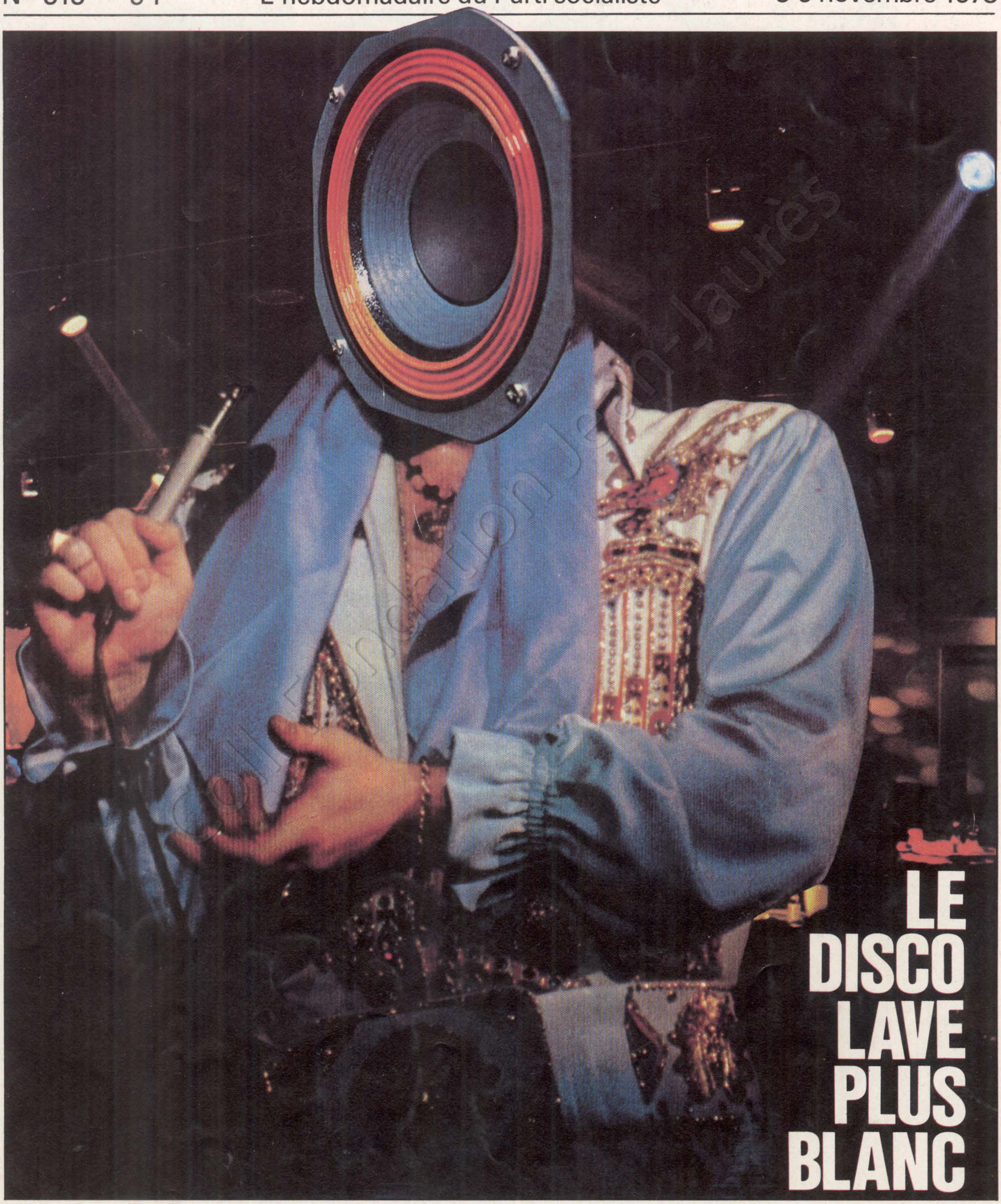
# l'unité

N° 313 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 3-9 novembre 1978

# LE DISCO LAVE PLUS BLANC

## *Amateurs de beaux livres, voici l'affaire de votre vie ! ...*



# *les* Zola *ROUGON-MACQUART de*

**10 jours d'examen GRATUIT chez vous**



***Luxueusement reliés en chevrain bleu marine avec étiquettes bordeaux***

Acceptez en

# CADEAU

"La Fortune des Rougon",
premier volume relié et illustré de notre collection
"LES ROUGON–MACQUART"

**Il y a là toute la société... le vice et la violence, la passion et la beauté, la misère et l'hypocrisie, l'ambition et le luxe arrogant, et l'argent ! ...**

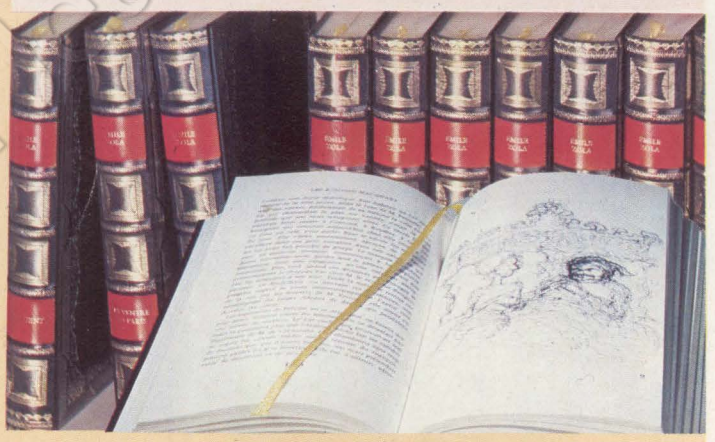
**Découvrez les personnages inoubliables du plus puissant romancier de notre XIXe siècle**

Faites la connaissance de Tante Dide, l'aïeule névrosée qui, après s'être mariée avec son domestique - Rougon - a pris pour amant un ivrogne du nom de Macquart. Faites la connaissance de Coupeau et de sa femme Gervaise ; de leur fille Nana devenue une courtisane avide et cynique ; d'Octave Mouret ; du bon docteur Pascal ; d'Etienne Lantier le socialiste ; de la famille Maheu... et des centaines de personnages, pétris d'amour, d'angoisse, de vice et d'espoir, qui peuplent cette prodigieuse "histoire d'une famille sous le second Empire".



**"Une chose de beauté est une joie pour toujours"** *(John Keats)*

Les 20 volumes de cette luxueuse collection des ROUGON-MACQUART sont merveilleusement reliés en chevrain bleu, et les illustrations nerveuses et fouillées qui visualisent certains passages du texte sont du célèbre TIM. Ce sont des livres qui méritent qu'on en prenne soin. De beaux volumes que vous serez heureux, plus tard, de transmettre à vos enfants. Ces volumes qui ne coûtent que 39,60 F l'un, constituent vraiment l'affaire de votre vie.



**Pour vous présenter notre édition reliée des Rougon-Macquart, nous vous offrons le premier volume en cadeau**

Pour le renouveau des très beaux livres reliés, nous avons choisi ce monument de la littérature, que tout français désire posséder dans une belle édition. Pour vous présenter cette collection, nous avons décidé de vous offrir en cadeau le premier volume : "La Fortune des Rougon". Et, afin de vous permettre de mieux juger, nous joindrons à cet envoi le deuxième volume des "Rougon-Macquart" : "La Curée".

Pour recevoir ces deux livres, postez le bon d'examen gratuit ci-contre aujourd'hui même. Si vous n'êtes pas satisfait, vous nous les retournerez dans les dix jours, et vous ne devrez rien. Autrement, vous garderez "La Fortune des Rougon" en cadeau et vous réglerez pour "La Curée" le prix de 39,60 F (+5,20 F de frais d'envoi). Nous vous enverrons alors à l'examen les autres volumes de la collection des Rougon-Macquart. Ils vous seront facturés à raison d'un livre par mois au prix actuel. Voici une chance de devenir l'heureux possesseur de très beaux livres. Sachez saisir cette chance dès aujourd'hui.

**Voici les titres de l'édition complète des Rougon-Macquart :**

*La Fortune des Rougon ● La Curée ● Le Ventre de Paris ● La Conquête de Plassans ● La Faute de l'Abbé Mouret ● Son Excellence Eugène Rougon ● L'Assommoir ● Une Page d'amour ● Nana ● Pot-Bouille ● Au Bonheur des Dames ● La Joie de vivre ● Germinal ● L'Œuvre ● La Terre ● Le Rêve ● La Bête humaine ● L'Argent ● La Débâcle ● Le Docteur Pascal.*

**Une édition luxueuse**

*Reliure chevrain bleu marine ✸ Etiquettes bordeaux ✸ Motifs dorés ✸ Signet doré ✸ Tranchefile ✸ Format 12 x 20 cm.*

## BON D'EXAMEN GRATUIT

**à retourner au : Cercle du Bibliophile, 27028 Evreux Cedex**

**Offre garantie jusqu'au 15.12.78**

*Envoyez-moi pour un examen gratuit "La Fortune des Rougon" et "La Curée", premiers volumes de la collection des Rougon-Macquart d'Emile Zola. Si, après dix jours, je ne désire pas garder ces livres, je vous les retournerai et je ne vous devrai rien.*

*Mais, si je désire conserver ces deux livres de la collection des Rougon-Macquart d'Emile Zola, je garderai le premier volume en cadeau et je ne paierai pour le deuxième que le prix spécial de 39,60 F (+ 5,20 F de frais d'envoi).*

*Vous m'enverrez alors à l'examen les 18 autres volumes de la collection des Rougon-Macquart qui me seront facturés ● à raison d'un livre par mois (+ 2,50 F de frais d'envoi par volume) et ceci au prix en vigueur à ce jour.*

M
Mme
Mlle Nom Prénom

Numéro Rue ou lieu-dit

Commune

*Code postal* localité du bureau de poste

SIGNATURE OBLIGATOIRE
Signature d'un des parents pour les moins de 18 ans

9-0086/911/1043

● Tout volume non réglé reste la propriété du Cercle du Bibliophile et pourra être retourné jusqu'à réception de sa facture.

Offre limitée à la France, la Suisse et la Belgique.

FRANCE : Cercle du Bibliophile, 27028 Evreux Cédex. SUISSE : Rencontre, 33, ch. d'Entre-Bois, 1018 Lausanne. BELGIQUE : Rencontre, Boîte Postale 8, 7500 Tournai.

# sommaire


4 **Monde**

*Iran : la résistance s'organise, par Jean-Loup Revérier*

6 **France**

*Armée : un « méprisable déserteur », par Antoine Sanguinetti*

8 **Les entretiens de « l'Unité »**

*La campagne européenne du P.s.*
*Jack Lang : « Nous devons accuser, interpeller, proposer », propos recueillis par Jean-Loup Revérier*

11 *Notre enquête sur la troisième voie*
*IV. Alliance historique ou compromis historique, par Claude Estier*

14 **Social**

*Les marins contre les nouveaux négriers, par Michèle Kespi et Christine Cottin*

21 *Les vraies questions de la rentrée scolaire, par Louis Mexandeau*

22 *Nos lecteurs ont la parole*

23 **Cinéma**

*Les Dalton abattent le dragon Disney, par Serge Richard*

24 **Spectacles**

*Qui a peur de Mama Béa ?, par Jean-Paul Liégeois*

26 **Document**

*Le Disco lave plus blanc, par Francis Pisani*

31 *Au risque de vous plaire*



*PHOTOS ET DESSINS*

*A.f.p. (pages 14, 15), Barrigue (page 15), Demoulin (page 27), Pascal Lebrun (pages 6, 9, 10, 13, 24, 26), Pym (pages 1, 16, 19), Schatzberg (page 30), Solo (pages 7, 17, 23, 29, 31), Sygma (pages 4, 5, 11, 12, 13, 29).*


• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

***Moins de trois semaines après le lancement de notre campagne et en dépit des perturbations enregistrées ces derniers jours dans le courrier, nous avons franchi mardi dernier le seuil de 1 500 abonnés nouveaux. L'intérêt suscité par notre enquête sur la « troisième voie » laisse, d'autre part, bien augurer de la suite. Mais ce n'est qu'un début. Il faut maintenant aller beaucoup plus loin, avec la participation directe de chacun de nos lecteurs et abonnés actuels. En s'abonnant ou en se réabonnant d'ici au 1er décembre (même par anticipation, si leur abonnement en cours est valable au-delà de cette date), en faisant un ou plusieurs abonnés autour d'eux, ils contribueront de la manière la plus efficace à assurer la vie et le développement de ce journal, plus que jamais nécessaire au Parti socialiste. Ils bénéficieront, en même temps, du cadeau que nous leur avons spécialement réservé.***

***Toute personne souscrivant avant le 1er décembre un abonnement ou un réabonnement d'un an (180 F) recevra gratuitement l'un ou l'autre de deux ouvrages particulièrement chers à tout lecteur de « l'Unité » :***

***— Soit le livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion) ;***

***— Soit celui de Jean-Paul Liégeois : « Gens de liberté » (Denoël), recueil d'une série de trente et un entretiens réalisés pour « l'Unité ».***

***Il suffit à chacun de remplir le bulletin ci-dessous, en cochant les mentions retenues.***

***Nous comptons sur votre réponse rapide à notre appel. Et, d'avance, nous vous en remercions.***

## Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Avec mon abonnement d'un an, je désire recevoir

☐ le livre de François Mitterrand




☐ le livre de Jean-Paul Liégeois




Date

Signature

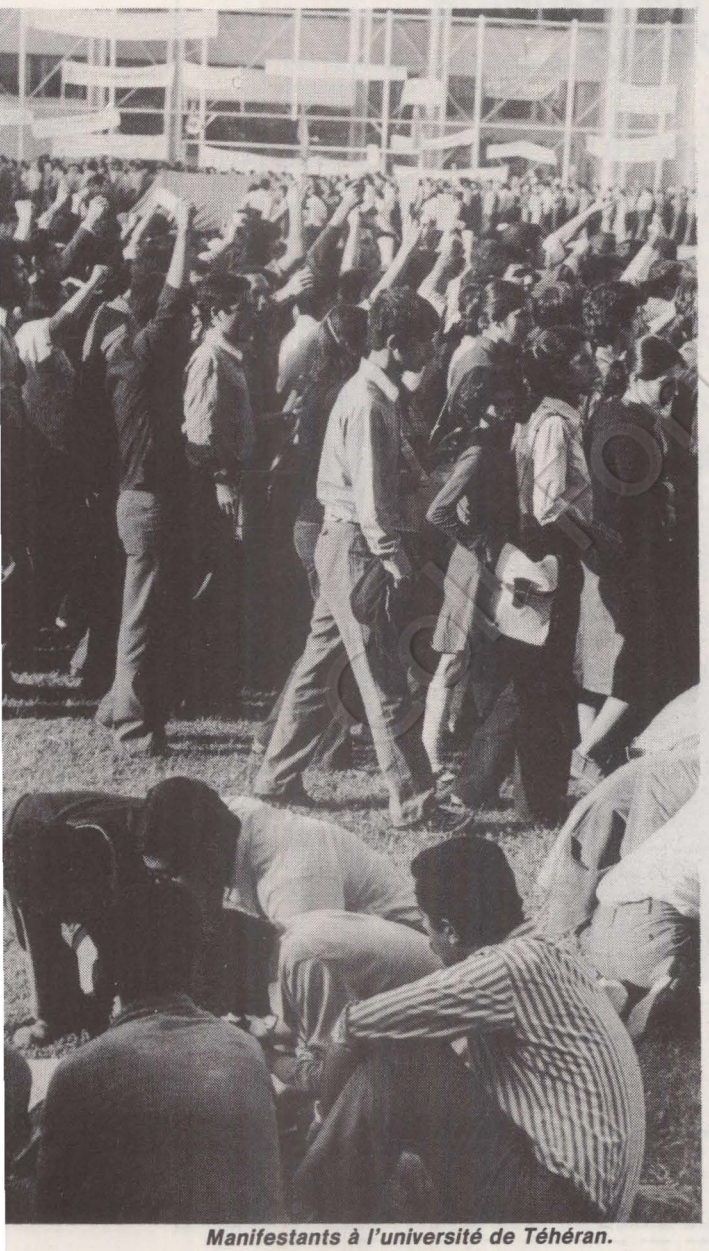
# Iran: la résistance s'organise

L'aggravation de la situation en Iran, désormais considérée tant par des opposants que par des partisans du régime comme préinsurrectionnelle, témoigne de l'échec de la politique menée par le chah depuis deux mois. La formation du nouveau gouvernement dirigé par Charif-Emami, les promesses de libéralisation bientôt suivies par une tentative de reprise en main qui s'est soldée par les milliers de morts du « vendredi noir » — le 8 septembre dernier — et le règne de la loi martiale pour six mois sur les principales villes du pays n'ont pas suffi à faire taire le mécontentement d'un peuple qui n'en peut mais.

Témoin la dégradation chaque jour plus prononcée du climat social pendant le mois d'octobre. La grève déclenchée le 1er octobre par les ouvriers et techniciens de la première raffinerie du monde — celle d'Abadan, qui traite 600 000 barils par jour — avait provoqué, dans le golfe Persique, un bel embouteillage de supertankers qui attendaient de pouvoir remplir leurs soutes. Dans la mesure où le régime tire l'essentiel de ses revenus du pétrole, le gouvernement a cédé au bout de trois semaines, accordant aux salariés pourtant privilégiés de la National Iranian Oil Company 25 % d'augmentation en deux temps. Ce qui ne les a pas empêché de reprendre leur mouvement une semaine plus tard.

De nombreux autres secteurs connaissent une perturbation tantôt sérieuse, parfois totale de leurs activités. En particulier, la grève des postes et celle des banques, publiques ou privées, gênent considérablement l'activité économique déjà ralentie par la multiplication des débrayages ouvriers dans l'industrie. Le blocage des exportations et surtout celui des importations, vitales dans ce pays qui importe une part essentielle de son alimentation, deviennent alarmants.

Enfin, les multiples grèves des commerçants des bazars et la paralysie de l'université, due à l'action des étudiants et des enseignants, achèvent de démontrer l'étendue de l'hostilité contre le régime dont la démission de deux des principaux ministres souligne davantage encore la fragilité.



*Manifestants à l'université de Téhéran.*



*Prisonnières libérées accueillies par leurs familles.*

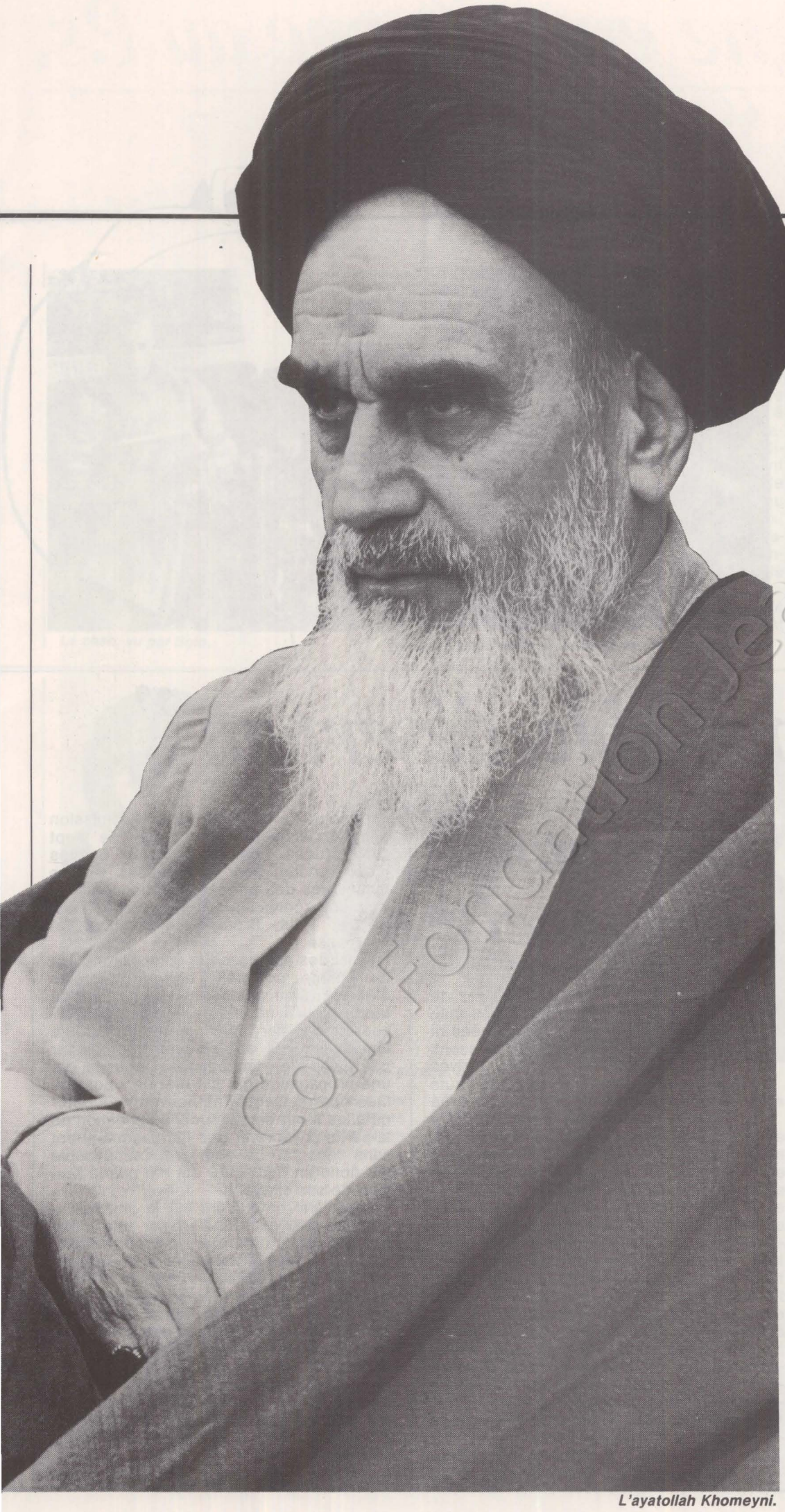
## De tardives concessions

Après avoir publiquement annoncé des mesures de libéralisation, et notamment des élections libres au printemps prochain, le chah a donné des ordres... pour que la corruption soit combattue, y compris dans son entourage ! Pour prouver sa bonne foi, il a écarté quelques-uns de ses plus proches et plus anciens collaborateurs. Après un contrôle de la presse plus serré que jamais, la censure officielle a été abolie à la fin d'octobre. Un millier de prisonniers politiques — opposants sans grande envergure — ont été libérés le 26 octobre, jour de l'anniversaire du chah. Enfin, trente-quatre officiers supérieurs de la Savak, parmi les plus connus pour leur sauvagerie et les tortures qu'ils pratiquaient, viennent d'être limogés, sous prétexte d'une réorganisation des services.

Face à toutes ces concessions, comment réagit l'opposition ? Pour le plus grand leader chiite, l'ayatollah Khomeyni, qui a quitté son exil irakien de Nadjaf, d'où il menait la lutte contre le chah, pour s'installer, le 6 octobre, dans la banlieue parisienne, rien n'est possible avec Mohamad-Reza Pahlavi ni avec aucun membre de sa dynastie. Son « non au

## Une inflation de 30 %

Nul ne doit s'y tromper. Par-delà l'expression d'un malaise social qu'expliquent la corruption, les bas salaires, le chômage, les inégalités vertigineuses, le coût insensé du logement pour qui n'« habite » pas les bidonvilles, la cherté de la nourriture et une inflation qui, cette année encore, atteindra les 30 % — réduisant ainsi à néant les relèvements de salaires —, l'agitation de l'ensemble des secteurs socio-économiques a une signification politique.



*L'ayatollah Khomeyni.*

chah » est clair, catégorique et sans appel.

Plusieurs dirigeants de l'opposition politique sont venus le voir dans sa nouvelle retraite pour harmoniser les stratégies des deux grandes forces dressées contre le régime.

Après Mehdi Bazargan, président du Mouvement pour la liberté de l'Iran, venu à Paris voici une dizaine de jours, Khomeyni a reçu, le dimanche 29 octobre, Karim Sandjabi, président du Front national et ex-ministre du gouvernement Mossadegh, et les leaders du Bazar de Téhéran.

## *Mettre fin au néo-colonialisme*

Le lendemain après-midi, au cours d'une entrevue avec Lionel Jospin, secrétaire national du P.s. chargé des relations avec le tiers monde, Sandjabi a déclaré : « Nous sommes conscients de tout ce que le P.s. a fait pour nous dans le contexte difficile que traversent notre peuple et notre pays. La cause de l'Iran n'est pas qu'humanitaire. Notre position géographique, au bord du golfe Persique et compte tenu de nos 2 500 kilomètres de frontières communes avec l'U.r.s.s., fait qu'un bouleversement en Iran pourrait suffire à déclencher un conflit mondial. Nous entendons maintenir, dans la vigilance, des relations amicales avec notre voisin du Nord. Nous sommes aussi conscients tant de notre importance pour l'Occident que de la sienne pour nous. Mais le comportement de certains pays occidentaux envers nous dans le passé, comme celui de la Grande-Bretagne, évoque de mauvais souvenirs. C'est pourquoi nous pensons que la politique néo-colonialiste actuelle, qui consiste à mettre et à soutenir à la tête de pays tels que le nôtre des hommes détestés du peuple, doit absolument être abandonnée. »

Karim Sandjabi a ensuite rappelé les trois caractéristiques de son parti. « Je peux résumer notre plate-forme en trois mots. Nous sommes d'abord nationalistes, non pas dans un sens chauvin ou agressif, mais plutôt dans un esprit défensif lié à notre amour de l'indépendance, de la patrie et de la liberté. Nous sommes profondément démocrates, non pas seulement pour conquérir le pouvoir, mais parce que la démocratie représente notre idéal en toute circonstance. Enfin, nous sommes socialistes et, dans la mesure où ce terme recouvre plusieurs acceptions, je dirai que nous voulons construire un socialisme aux couleurs de l'Iran. »

De sa rencontre la veille avec Khomeyni, Sandjabi a parlé avec précaution, →

dans la mesure où, semble-t-il, les conversations devraient se poursuivre dans les jours à venir. J'ai malgré tout le sentiment que certaines des réserves exprimées par Sandjabi lors de l'entretien qu'il m'avait accordé à Téhéran, au mois d'août, ont disparu. Cela paraît marquer un rapprochement des positions des religieux et du Front national. Le renforcement du rôle de Khomeyni depuis septembre n'y est sans doute pas étranger.

## Le chah s'agrippe à son trône

« Comme front politique, nous a déclaré Sandjabi, nous luttons pour l'établissement d'un gouvernement démocratique et des élections libres pour désigner les représentants du pays. Cela ne me paraît pas très éloigné de la conception de



*Lionel Jospin, Karim Sandjabi et Jean-Loup Revérier.*

# Un "méprisable déserteur"

## par Antoine Sanguinetti

MERCREDI 18 octobre a été jugé devant le tribunal des forces armées de Metz, pour « désertion à l'intérieur en temps de paix », le sergent de l'armée de l'air Jean-René Quinard, engagé de sept ans. Après deux tentatives avortées de résiliation en cours de lien, menées par la voie hiérarchique puis en dehors d'elle, il a quitté son corps au bout de six ans et neuf mois de service, soit trois mois seulement avant l'expiration de son temps. Le cas est intéressant, parce qu'il permet de poser des questions. Nous en retiendrons quatre : définition de la désertion ; valeur réelle d'un lien souscrit par un mineur ; ruptures de liens en général ; privilèges de « non-droit » des armées en temps de paix.

Le qualificatif de déserteur est infamant : il stigmatise en temps de guerre celui qui se refuse à la solidarité du combat et du danger, contre l'ennemi de la communauté nationale. On peut concevoir qu'il couvre encore en temps de paix, à un niveau moindre, le refus d'accomplir les obligations du service national en tant qu'impôt de solidarité requis de chaque citoyen pour la sûreté de la même communauté. Mais on voit mal que l'on puisse l'étendre à ce qui n'est que dénonciation d'un contrat de travail passé par un employeur français, l'armée, avec un citoyen.

Nous avons tous connu des cas d'hommes qui eurent largement, dans une France occupée par l'ennemi, l'âge de participer à sa défense et sa libération, et qui ont pourtant traversé des années de tourmente sans un jour de services militaires homologués, ni dans les armées ni dans la Résistance. Nous connaissons tous des cas de brillants officiers, arrivés au faîte de leur carrière et aux plus hauts postes de la hiérarchie, qui ont traversé vingt années de conflits divers sans y avoir pratiquement participé, ayant toujours eu la « malchance » d'être mutés à un état-major ou ailleurs, chaque fois que des opérations s'annonçaient.

Il s'agissait dans les deux cas, strictosensu, de désertions et des plus graves : en temps de guerre et devant l'ennemi. Ils n'en sont pas moins couverts d'honneurs, tandis que Jean-René Quinard, qui a accompli plus de six fois le temps requis des citoyens de son âge sous les drapeaux, traînera tout le reste de sa vie une épithète infamante pour avoir voulu, comme tout un chacun en a le droit en France, résilier un contrat de travail. La question valait la peine d'être posée. Et encore, la réalité même du contrat est-elle contestable dans ce cas. C'est en effet à quinze ans que Quinard fut amené par ses parents à l'Ecole technique de l'armée de l'air de Saintes, où l'admission entraîne engagement d'office de sept ans, études comprises. Mais Saintes n'est qu'une des nombreuses écoles techniques des armées, fonctionnant suivant des règles analogues, avec Nîmes, Issoire, Tulle, Brest, Saint-Mandrier, et j'en passe.

Ainsi des adolescents, contre leur prise en charge complète et deux années d'études, sont vendus, au sens propre du terme, pour cinq ans de leur vie, aux forces armées par leurs parents ou tuteurs légaux. Ceux-ci, au demeurant, tentés par des avantages immédiats et abusés par une propagande qui fait état de « possibilités » de résiliation, ne peuvent se douter qu'elles n'entraînent aucune obligation de la partie adverse et que l'engagement est sans recours. Le seul vrai responsable est donc en fait l'Etat, qui n'a pas le respect de ses citoyens.

Il est vrai qu'aujourd'hui la situation a quelque peu évolué. Car, par une initiative à laquelle il convient de rendre hommage, un chef d'état-major a décidé, en mai 1977, dans la faible mesure de ses pouvoirs, que tout jeune Français ainsi piégé dans son armée pourrait demander sa résiliation dans le mois de sa majorité, mais seulement ce mois-là. Et nous avons appris récemment, par un communiqué de presse du ministre de la Défense, que, depuis janvier dernier, cette disposition est étendue aux trois armées. Dont acte ! Ainsi le cas Quinard a-t-il rendu service !

On peut cependant se demander si les



*Le chah, vu par Solo.*

l'ayatollah Khomeyni. En un sens, dans notre pays qui compte plus de 90 % de musulmans chiites, un gouvernement représentatif du peuple ne peut qu'être un gouvernement islamique. La religion a toujours joué un grand rôle dans notre pays lorsqu'il lui fut donné d'exprimer l'opinion du peuple. C'est à cela qu'elle doit son importance actuelle, et non à une quelconque autorité religieuse. Chacun sait, chez nous, que lorsque les religieux s'éloignent du peuple ils ne sont plus suivis. Mais j'insiste sur le fait que le peuple iranien ne veut pas revenir au passé, ni créer un système moyenâgeux, comme tente de le faire croire la propagande du chah et de ceux qui, à l'étranger, ont des intérêts communs avec le régime actuel. Quant aux récentes concessions du régime, Sandjabi considère qu'elles interviennent trop tard et ne sont pas de nature à modifier sa position.

Face à une opposition qui le rejette unanimement, le chah s'agrippe à son trône tout en avouant, à qui veut l'entendre, qu'il ne sait plus que faire. En dehors des soutiens américain, chinois, israélien, saoudien, anglais, allemand, etc., dont il est assuré, son seul appui indéfectible en Iran est celui de l'armée, envers laquelle Khomeyni multiplie les appels alors même que circulent des rumeurs de coup d'Etat militaire.

Le peuple, lui, continue à manifester à travers tout le pays, au prix de nouvelles victimes chaque jour. Quant aux riches Iraniens, après avoir déjà sorti un milliard de dollars en trois semaines au mois de septembre, ils passent actuellement cinquante millions de dollars à l'étranger chaque jour. Personne ne règne plus en Iran, surtout par la confiance...

JEAN-LOUP REVERIER



*Antoine Sanguinetti, Jean-René Quinard et le général Bécam.*

jeunes élèves concernés seront bien mis au courant de leur droit ; et quelles seront les pressions morales ou matérielles qu'ils subiront pour les y faire renoncer. On doit se demander jusqu'à quel point l'engagement d'un mineur a valeur légale, et si la morale n'exigerait pas plutôt de ne faire signer l'intéressé, pour la première fois, qu'au sortir de l'école et, en tout cas, après sa majorité.

On peut se demander enfin s'il entre bien dans le rôle des armées de dispenser ainsi à des jeunes gens d'âge scolaire un enseignement qui est plutôt du ressort de l'Education nationale et de son budget. Mais, là, nous abordons de plain-pied le problème du « non-droit » dans l'institution militaire en France : privilèges exorbitants d'avoir ses propres écoles, collèges ou prytanées, pour former des jeunes dans un sens différent de l'ensemble national — et sa propre justice pour trancher les litiges dans un sens différent du droit commun.

Car enfin, au-delà du problème de l'âge où se signe un engagement dans les armées, se pose celui de l'éventuelle résiliation de ce qui n'est en temps de paix qu'un contrat de travail entre une administration et un citoyen. Or, il existe en France, en l'occurrence, une réglementation administrative dont on ne voit pas au nom de quoi les armées devaient en être affranchies, en temps de paix et hors des obligations légales du service national. Cette réglementation prévoit des recours et modalités de rupture, toujours possible, ainsi que les dédits ou pénalisations correspondants. Elle n'envisage évidemment en aucun cas des peines de prison, et encore moins de porter le conflit devant une juridiction d'exception, assujettie de surcroît à l'une des parties, comme l'est le tribunal militaire.

Il y a deux semaines à peine, le 14 octobre, un ancien légionnaire, déserteur depuis quinze ans, fut arrêté par les gendarmes et remis à « ses autorités ». Les journaux rendirent compte une semaine plus tard qu'il était décédé le 18, au soir du procès Quinard, des suites des coups reçus. C'est le tribunal des armées qui est saisi de cette affaire de tuerie d'un homme en temps de paix, sur notre territoire, et l'on n'en entendra sans doute jamais plus parler. Le retour au droit commun empêcherait de telles pratiques qui déshonorent notre pays. Il aurait épargné bien des drames, provoqués par des déserteurs de la Légion, piégés en Corse et traqués comme des bêtes. Il éviterait à de jeunes Français de devoir recourir aux pratiques humiliantes de la psychiatrie, comme seul moyen de recouvrer la liberté.

En un temps où l'efficacité résulte de plus en plus, en défense comme dans toute autre activité, de l'adhésion de l'individu à sa tâche, il n'est pas de l'intérêt bien compris des armées de conserver contre leur gré des jeunes hommes qui n'en ont plus la vocation. Ce sont ceux-là, avec tous ceux qui ont été déçus de perdre leur temps à la caserne, qui nourrissent l'antimilitarisme, et un antimilitarisme motivé.

Toutes ces pratiques sont nuisibles et coupent la nation de son armée. Elles continueront cependant d'être imposées, souvent contre l'avis des militaires, par des autorités politiques convaincues de défendre l'institution mais manquant étrangement de notions de conduite des hommes. Tandis que ceux qui récusent ces mœurs dépassées et aspirent à des forces armées plus efficaces, qui bénéficieraient du consensus populaire, sont mis au pilori. Ce sont pourtant bien eux qui sont les « bons citoyens » de ce pays.

# La campagne européenne du P.S.

# Jack Lang: "Nous devons accuser, interpeller, proposer..."

***MARDI et mercredi prochains à Lille, le Parti socialiste organise deux journées de manifestations qui marqueront le lancement de la campagne du Parti pour les élections à l'Assemblée européenne du 10 juin 1979. Jack Lang, qui est chargé auprès du premier secrétaire de l'organisation de cette campagne, révèle pour « l'Unité » ce qu'en seront les points forts.***

***L'UNITE. — Les 7 et 8 novembre, le Parti socialiste lancera à Lille sa campagne pour l'élection de l'Assemblée européenne. Quelles formes prendront ces manifestations et quelle en sera la signification ?***

JACK LANG. — La campagne du P.s. sera effectivement lancée à Lille, en présence des leaders des huit autres partis socialistes de la Communauté et de ceux des trois pays candidats à l'entrée dans la C.e.e.

A la journée du 7 novembre seront associés les maires socialistes de grandes villes européennes, ainsi que les présidents socialistes de régions, de provinces, de comtés ou de länder sur deux thèmes : les expériences municipales socialistes et les régions face à la crise économique.

Pourquoi les villes et les régions ? Parce que l'Europe institutionnelle des technocrates laisse au mieux indifférent, lorsqu'elle ne suscite pas l'irritation. L'opinion ne peut bien percevoir l'Europe qu'à travers des réalités quotidiennes. En ce sens, les villes et les régions sont plus proches du citoyen que la lointaine Europe de Bruxelles.

Une bonne partie de notre campagne va donc s'appuyer sur les réalités locales et régionales pour montrer l'originalité des solutions mises en œuvre par le P.s., là où il a un peu de pouvoir.

***— Comment et par qui a été conçue et préparée cette campagne du P.s. ?***

— La campagne européenne posait, par rapport à l'organigramme du P.s., des problèmes particuliers qui appelaient des solutions originales, spécifiques et provisoires. D'où la mise sur pied d'une instance de rassemblement et de concertation, la Commission Europe. Présidée par Gérard Jaquet, elle est à la fois composée de représentants des différents secteurs concernés et représentative des divers courants (1).

Cette commission a une fonction importante de coordination et d'impulsion politique.

Il fallait aussi assurer à cette campagne une dynamique et une cohérence de chaque instant en la plaçant sous la direction d'un responsable. C'est ainsi que j'ai été désigné comme délégué national aux élections européennes.

***— Venons-en à cette campagne. Quels en seront les grands axes ? Vous parliez tout à l'heure de mettre l'accent sur les régions et les villes...***

— Il faut faire descendre l'Europe de son piédestal et l'exprimer à travers les réalités telles que chacun les ressent dans sa province ou dans sa ville. Cela suppose la mobilisation de tout le parti, à commencer par les élus locaux et régionaux. Notre campagne ne sera pas imposée d'en haut avec quelques mots d'ordre.

***— Pourriez-vous donner des exemples d'actions prévues ?***

— Un peu à l'image de ce que nous avons fait à Montpellier à l'occasion du rapport Sutra, il a été décidé d'élaborer, dans chaque région, un plan de développement régional socialiste conçu dans la perspective de la construction européenne : plans socialistes pour le Limousin, pour la Bretagne, pour le Languedoc... face à l'Europe. D'ici à juin 1979, ces plans seront promulgués à l'occasion de manifestations dont les formes varieront, au fur et à mesure de leur adoption. Autre exemple : nous allons lancer dans les prochains jours un concours international d'œuvres d'art faisant appel à l'imagination populaire (affiches, sculptures, poèmes, chants, etc.), ouvert à tous. Un jury international sera constitué, probablement présidé par Mélina Mercouri et composé de créateurs des différents pays, comme Luigi Comencini...

Naturellement, les autres partis socialistes nous apporteront leur soutien, et nous ferons connaître ce concours par la presse internationale. Il est souhaitable qu'en France les sections et les fédérations le répercutent auprès des organes d'information locaux et régionaux, et qu'elles essaient de susciter des œuvres tant d'amateurs que de professionnels confirmés.

Les plus belles de ces œuvres seront sélectionnées, exposées, présentées de façon itinérante à travers le territoire. Certaines d'entre elles seront reproduites.

***— Quoi d'autre ?***

— Nous essaierons de susciter, au niveau des villes et des écoles, des jumelages. Sur le thème : « Les enfants de France parlent à ceux d'autres pays », nous voulons provoquer des échanges de lettres et de dessins, des rencontres, etc. Nous mettrons aussi l'accent sur les réalisations municipales socialistes. Ainsi, le lancement de la campagne à Lille permettra, à travers des articles de presse, une brochure et un film, de montrer l'importance du travail accompli aux plans social, économique, culturel, en matière d'urbanisme et de transport par la municipalité et par le conseil régional, tous deux dirigés par Pierre Mauroy.

Dans chaque grande ville socialiste, nous nous efforcerons de populariser l'action des hommes et des militants qui œuvrent pour changer la vie là où ils se trouvent.

Nous organiserons, en particulier, des « rencontres européennes pour un nouvel art de vivre » où seront présentées des expériences sociales originales. Par exemple, Alain Bombard prépare à Brest et à Portsall une rencontre internationale sur la protection du littoral ; Igor Barrère prépare un festival-colloque à Chartres autour d'une politique européenne de la télévision ; à Grenoble se dérouleront des assises sur la santé ; Charles Hernu, à Villeurbanne, organisera des assises européennes sur la vie associative ; à Montauban aura lieu une manifestation sur le thème « Villes moyennes, villes humaines » ; Christiane Mora met au point un colloque très important dans la région Rhône-Alpes sur « l'Energie en l'an 2000 », etc.

***— Par-delà ces importantes manifestations locales et régionales, quel sera l'objectif de la campagne du P.s. ?***

— Il faut faire comprendre à l'opinion l'importance de l'enjeu. Les institutions européennes sont très mal connues par la majorité des Français, qui les ressentent comme étrangères à leur vie quotidienne et au destin du pays. Elles leur paraissent abstraites, lointaines, complexes, et n'intéressent encore qu'une minorité de gens...

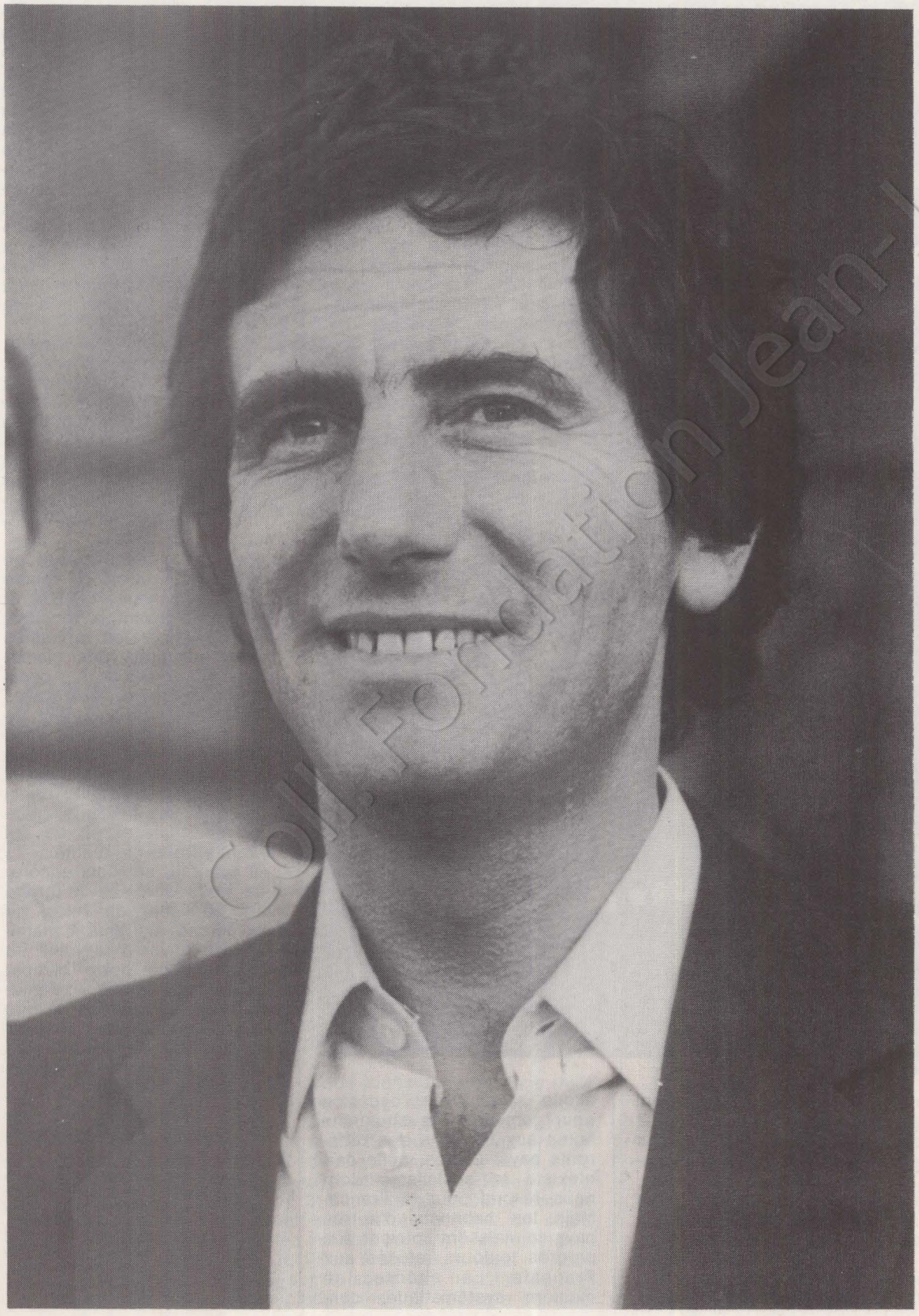
Cela dit, on rencontre sentimentalement chez beaucoup un certain sens international, un désir de nouer des relations avec d'autres peuples. Il existe, au fond, une générosité profonde qui porte les Français à tendre la main aux citoyens d'autres pays. Donc, l'indifférence bien réelle coexiste avec une sympathie tout aussi réelle.

***— Comment réussir dans ces conditions à passionner l'opinion ?***

— Il faut précisément montrer que l'élection de juin prochain est partie prenante de la vie nationale et du destin politique, social, humain, culturel du peuple français.

L'objectif est de donner à l'Europe abstraite une chair, un sens, une âme. L'Europe actuelle au service du capital

# Notre enquête sur la troisième voie



et de l'impérialisme américain que nous dénonçons a été détournée de sa vocation par des gouvernements et des hommes comme Giscard d'Estaing, Chirac et Barre.

Sans doute ces élections ne suffiront-elles pas à transformer complètement le visage et la nature d'une Europe que nous combattons. Mais elles seront l'occasion d'exprimer une nouvelle volonté politique. Nous saisirons cette occasion d'ouvrir le dossier des capitulations du gouvernement français, d'inventorier ses abandons avec précision, secteur par secteur.

***— En quoi consistera cet inventaire ?***

— Un groupe de travail a œuvré avec le plus grand sérieux pour nous permettre de dresser un acte d'accusation simple, clair et précis dans chaque domaine. Cela va de la monnaie à la technologie, en passant par l'agriculture méditerranéenne, la protection de l'environnement, l'emprise des multinationales et le reste.

Ces dossiers noirs de la dénationalisation de notre économie montreront à quel point les intérêts français ont été mal défendus par les gouvernements successifs de la Ve République face aux pressions américaines. François Mitterrand a commencé la semaine dernière, dans « l'Unité », à propos du « marché du siècle ». Nous poursuivrons avec d'autres exemples, comme les accords monétaires de la Jamaïque.

Nous mettrons aussi en cause le gouvernement pour les cas où il n'a pas soutenu quelques efforts, limités, mais positifs, d'autres nations communautaires. Par exemple, le récent blocage par le gouvernement français d'une esquisse de politique communautaire en faveur de l'emploi des jeunes.

Face au gouvernement capitulard et résigné d'une droite vichyste, nous proposerons de construire une Europe autonome, responsable de

→

# La campagne européenne du P.S. Jack Lang : "Nous devons accuser, interpeller, proposer..."

son destin, qui ne soit ni soumise au dollar ni celle du Goulag.

***— Quelle image du socialisme français sera mise en avant au cours de la campagne ?***

— Nous voulons forger non seulement l'image d'un parti critique et dénonciateur, mais aussi celle d'un P.s. bâtisseur, tourné vers l'avenir, imaginatif et inventif. Le socialisme français doit alors apparaître dans toute sa richesse et dans toute sa variété.

Ainsi, le premier secrétaire du P.s. a demandé à quelques-uns des plus grands esprits français de rédiger des rapports sur des sujets d'avenir. Par exemple, il a demandé au professeur Senez, professeur de microbiologie à Marseille et président de l'Association nationale de microbiologie, de lui adresser un rapport — que nous publierons — sur l'indépendance agro-alimentaire de l'Europe. Cet homme a mis au point, d'abord expérimentalement et maintenant de façon quasi industrielle, un système permettant la fabrication de protéines à partir de micro-organismes du pétrole. Une telle donnée peut radicalement changer notre relation aux Etats-Unis, qui détiennent à l'égard du continent européen, entre autres, l'arme de la nourriture. En effet, nous importons chaque année pour deux milliards de francs de protéines pour le bétail, soit l'équivalent du bénéfice des exportations françaises d'automobiles.

Il existe ainsi une multitude de sujets sur lesquels nous solliciterons la réflexion et les propositions, soit de techniciens, d'inventeurs ou de savants, soit de socialistes de différents pays qui étudieront des plans communs pour une nouvelle aérospatiale, pour telle ou telle réalisation économique, culturelle ou autre.

De la sorte, nous ne nous contenterons pas de mettre le gouvernement en accusation, mais nous l'interpellerons dans le même temps sur différents sujets à propos desquels nous avancerons nos propres propositions en le mettant au défi d'agir, comme cela a déjà été fait avec le rapport Sutra. Dans cet esprit, des viticulteurs socialistes français et italiens travaillent en ce moment à l'élaboration d'un projet d'Office européen des vins. S'ils aboutissent, on peut imaginer que les présidents des groupes parlementaires socialistes des deux pays signeront un protocole officialisant la proposition de créer un tel office. Ils le soumettront ensuite à chacun des deux parlements, et nous mettrons le gouvernement français au défi de le faire accepter par les institutions de Bruxelles.

Ce n'est pas tout. Nous allons saisir cette occasion pour comparer les situations faites aux citoyens des différents pays. Certes, nulle part n'existe le socialisme dont nous rêvons pour la France. Mais les habitants d'autres pays connaissent souvent des progrès toujours refusés aux Français. Là encore, de manière systématique, concrète et précise, nous montrerons, notamment dans « l'Unité », comment vivent les différents peuples d'Europe. Sur bien des plans, qu'il s'agisse des inégalités, de la fiscalité, de la protection sociale, des revenus, de la protection de l'environnement, du respect de la démocratie, de la liberté de la presse, de l'accès à la radio et à la télévision ou de la coexistence entre l'opposition et la majorité, la France paraît aujourd'hui fortement à la traîne.

Pour autant, j'y insiste, nous ne proposerons pas aux Français — ainsi que le fait Giscard d'Estaing — le modèle allemand ni tout autre modèle importé. Notre ambition est différente, et nous n'entendons pas conformer notre nation aux seules exigences du marché international.

Face au poujadisme et au nationalisme étroit où tombe l'antieuropéanisme du P.c. et du R.p.r., devant la tentative d'européaniser les difficultés et les solutions des giscardiens qui voient là une occasion d'absoudre les graves erreurs du gouvernement, le P.s. mènera une campagne digne, ouverte et vivante. Elle témoignera de sa richesse et de ses projets comme de la qualité de ses militants, hommes en chair et en os qui savent affronter la réalité.

Il apparaît, une fois encore, que nous sommes le grand parti bâtisseur du futur, lié aux forces les plus dynamiques du pays. A la veille du lancement de notre campagne, je suis donc extrêmement confiant, fort de ce que nous puissions nous appuyer sur des hommes parmi les plus grands créateurs et les plus savants d'Europe.

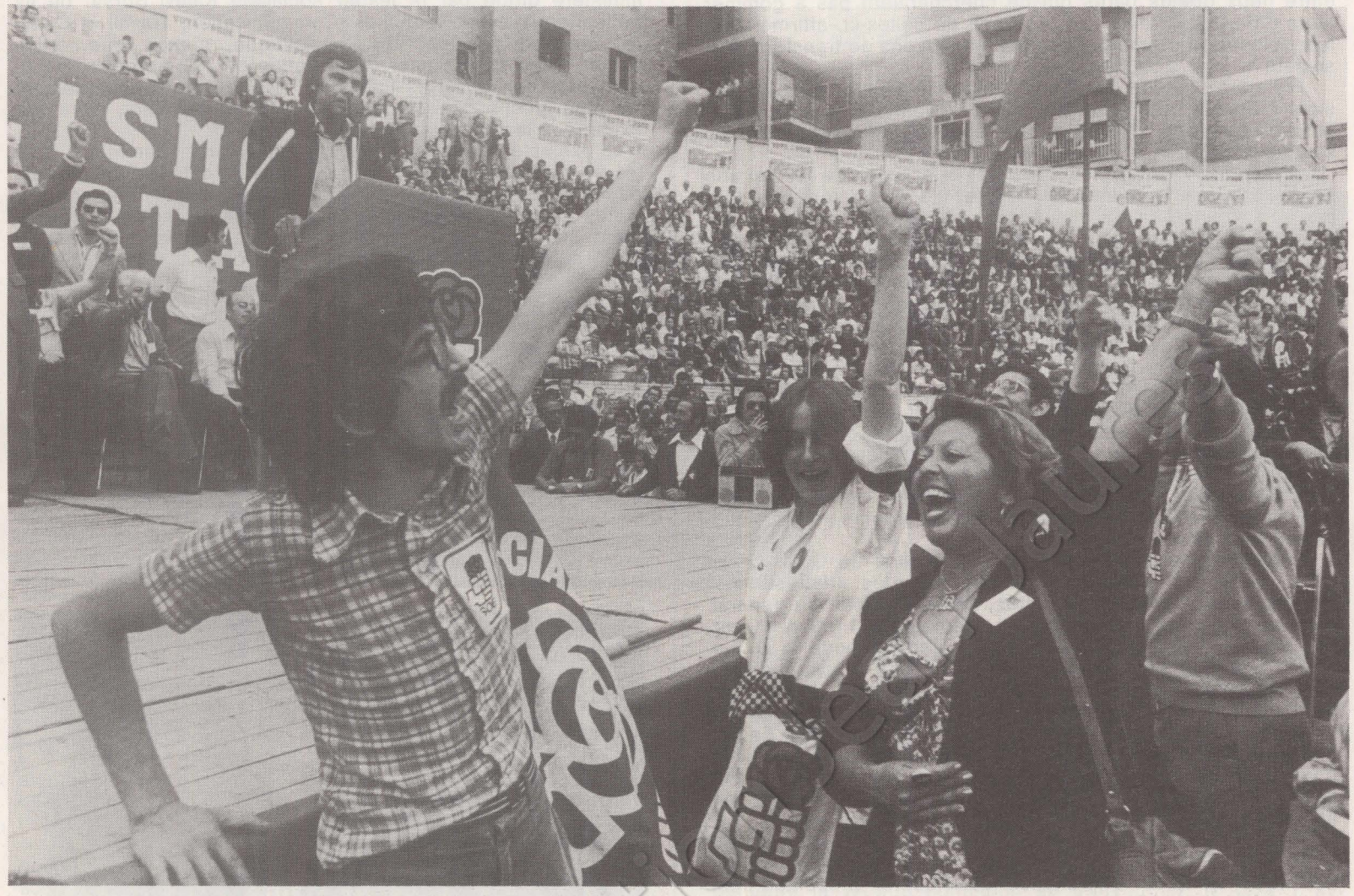
Propos recueillis par
JEAN-LOUP REVERIER



*François Mitterrand, Jack Lang et Jean-Louis Barrault*

*(1) La commission Jaquet regroupe des responsables de secteur (Yvette Roudy, Robert Pontillon, Jean Poperen, Jean-Pierre Cot, Jacques Delors), des courants (Lionel Jospin, Michel Rocard, Didier Motchane) et des experts (Jacques Attali, Gérard Fuchs, Pierre Uri, Daniel Mayer, Charles Josselin).*

# Notre enquête sur la troisième voie



# IV. Alliance historique ou compromis historique ? par Claude Estier

NOUS voici à mi-chemin de la grande enquête que nous avons entreprise il y a trois semaines pour tenter de définir, entre les blocages auxquels se heurte la social-démocratie là où elle est au pouvoir et l'impasse où se trouvent aujourd'hui les régimes « socialistes » des pays de l'Est, les jalons d'une troisième voie vers le socialisme qui concilierait les réformes de structures permettant d'arracher l'économie à la domination capitaliste et de sauvegarder la démocratie pluraliste, garante elle-même des libertés individuelles et collectives.

Pour lancer ce débat capital, nous avons apporté, dans trois numéros consécutifs, des éléments de réflexion dont nous savons qu'ils ont trouvé un large écho chez nos lecteurs et chez tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir de la gauche en France et en Europe : le débat italien sur le léninisme et la réflexion de Jean Elleinstein sur l'« alliance historique » entre socialistes et communistes (n° 310) ; l'analyse d'Olof Palme et de Carl Lidbom sur les problèmes qui se posent, au stade actuel, aux sociaux-démocrates suédois (n° 311) ; les témoignages de trois « réprouvés » de l'Est, Frantisek Kriegel, Rudolf Bahro et Vladimir Boukovski, sur la façon dont les libertés élémentaires sont foulées aux pieds dans les sociétés de type soviétique (n° 312). En même temps que ces témoignages, nous avons, sur les mêmes thèmes, publié les commentaires d'Edgard Pisani, Didier Motchane, Gilles Martinet. D'autres réflexions émanant de socialistes ou de non-socialistes viendront alimenter la discussion à partir de la semaine prochaine.

Auparavant, il nous semble utile de nous arrêter un instant sur quelques questions essentielles qui surgissent à travers les textes que nous avons déjà publiés.

Partant de l'idée que le socialisme auquel nous aspirons pour la France ne peut prendre pour « modèle » ni les expériences sociales-démocrates des pays de l'Europe du Centre et du Nord — en dépit de toutes leurs réalisations sociales, dont la mise en œuvre représenterait déjà un immense progrès par rapport à la situation française d'aujourd'hui — ni les régimes communistes de l'Europe orientale — même s'il ne convient pas d'en rejeter tout en bloc —, on n'échappe pas à une grande question initiale. A savoir que les transformations attendues ne peuvent être que le fait d'une alliance au pouvoir de l'ensemble des forces populaires, de tous les courants du mouvement ouvrier, donc des formations politiques qui les représentent — c'est-à-dire, dans notre pays, et plus généralement dans ceux de l'Europe du Sud, des partis socialistes et communistes. →

C'est ce qui conduit Jean Elleinstein à mettre en avant cette idée d'une « alliance historique » qui ne soit pas seulement fondée sur un programme commun du type de celui de 1972, mais qui puisse être conçue comme une coopération à long terme entre deux grands partis qui ne chercheraient pas à gommer leurs différences, mais qui, en dépit de celles-ci, affirmeraient leur volonté de prendre ensemble les moyens de transformer la société.

Première série de questions : une telle alliance est-elle possible ? Chacun des deux partenaires éventuels y est-il prêt ? Trouve-t-on dans l'Histoire des éléments de référence ou s'agit-il d'une idée entièrement nouvelle ?

Commençons par l'Histoire. Après la scission de 1920 et une suite d'affrontements violents dont les traces ne sont peut-être pas encore entièrement effacées, il a fallu quinze ans pour réunir, face à la montée du fascisme, les forces du mouvement ouvrier. Le Front populaire l'a emporté aux élections de 1936 sur un programme qui n'était pas révolutionnaire, mais qui prévoyait — et qui a accompli — d'importantes réformes sociales. Partie prenante de ce Front, le Parti communiste a refusé de participer au gouvernement de Léon Blum. On a su, depuis, que l'ordre était venu de Moscou, alors que Maurice Thorez était personnellement favorable à cette participation. La guerre d'Espagne puis les accords de Munich ont créé rapidement un fossé entre le P.c.f. et la S.f.i.o., et il est vraisemblable qu'un gouvernement où ils auraient été présents ensemble n'y aurait pas survécu. Mais il reste que la première et la seule fois où les communistes français ont eu la possibilité de se trouver au pouvoir avec les socialistes, dans un gouvernement de gauche, ils ne l'ont pas voulu.

Après la Libération, c'est avec le général de Gaulle et le M.r.p. qu'ils ont participé à la direction des affaires de la France, et ils y sont même restés, après le départ du général, dans un ministère présidé par le « démocrate-chrétien » Georges Bidault. Il est juste de dire qu'à cette époque la S.f.i.o. n'était pas non plus disposée au tête-à-tête gouvernemental avec les communistes. On est entré ensuite dans une période de glaciation dont la première « sortie » a été la candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1965. Encore plusieurs années de hauts et de bas, puis, après la naissance d'un nouveau Parti socialiste ayant choisi l'alliance à gauche, ce fut la signature d'un Programme commun de gouvernement liant socialistes, communistes et radicaux de gauche.

Après une progression continue, mesurée à chaque scrutin entre 1973 et 1977, tout indique que la gauche ainsi réunie était devenue majoritaire. Une chance historique se présentait donc pour le Parti communiste de prendre sa place dans un gouvernement de gauche, afin de mettre en œuvre un véritable programme de transformations économiques et sociales dont il était l'un des signataires. Il fait alors soudain machine arrière, refuse cette victoire pratiquement acquise et préfère laisser au pouvoir la droite de Giscard d'Estaing, de Barre et de Chirac. Aujourd'hui encore, c'est moins à celle-ci qu'au Parti socialiste qu'il réserve ses coups les plus durs.

C'est donc peu de dire que la direction du P.c.f. n'est pas prête actuellement à envisager cette fameuse « alliance historique » qu'Elleinstein définit comme la condition de la marche vers une « troisième voie ». D'ailleurs, quand on interroge Georges Marchais — la question lui a encore été posée dimanche dernier au Club de la presse d'Europe 1 —, il répond qu'il n'y a pas de troisième voie, qu'il n'y a que la voie capitaliste et la voie socialiste, étant entendu, refrain connu, que son parti est, lui, pour un « socialisme aux couleurs de la France » — ce qui est une belle expression, mais pour le moins imprécise. D'autant qu'aussitôt après le secrétaire général du P.c.f. repart en guerre contre la social-démocratie, accablée de tous les péchés, comme s'il avait oublié le temps pas si lointain — il y a quatre ou cinq ans — où il cherchait lui-même désespérément le dialogue avec des sociaux-démocrates en se rendant, par exemple, à Londres pour y rencontrer des représentants du Labour Party ou en Suède, accompagné de Jean Kanapa, pour y rejoindre Olof Palme jusque sur son lieu de vacances !

Pas de références historiques ou présentes, donc, en France, pour étayer cette « troisième voie », qui constitue bien une recherche originale. En existe-t-il ailleurs dont nous pourrions nous inspirer ?

Communistes et socialistes ne sont aujourd'hui ensemble au pouvoir que dans deux pays d'Europe : l'Islande et la Finlande. Dans les deux cas, ils n'y sont pas seuls, mais avec des centristes. L'exemple de la Finlande est sans doute le plus intéressant, car les rapports de forces entre socialistes et communistes ne sont pas très éloignés de ce qu'ils sont en France.

Le P.c. finlandais est, en effet, l'un des plus importants de l'Europe non communiste. Il atteint régulièrement un pourcentage de suffrages compris entre 17 et 20 %. Aux dernières élections, il a ainsi obtenu 40 députés sur 200, tandis que le Parti socialiste, le premier du pays, recueillait un peu plus de 25 % et 54 sièges. Pas de majorité de gauche, donc ; mais, lorsque le problème s'est posé de constituer un gouvernement avec les centristes, le P.c. s'est coupé en deux : 27 de ses députés, baptisés « eurocommunistes », ont accepté de participer au ministère dirigé par le leader socialiste Kalevi Sorsa, où ils détiennent trois portefeuilles (Communication, Travail et Culture), tandis que la minorité, prosoviétique, refusait cette participation. Sans se réclamer de la notion de « compromis historique », les communistes finlandais, pourtant géographiquement les plus proches de l'U.r.s.s., ont été les premiers, dans leur majorité, à la mettre en pratique.

L'exemple vaut-il, à plusieurs milliers de kilomètres, pour les pays de l'Europe du Sud ? Laissons de côté le Portugal, où, au lendemain de la révolution des œillets d'avril 1974, communistes et socialistes se sont trouvés dans un même gouvernement, mais sous la direction de militaires. Le cas est particulier et, depuis, la situation politique à Lisbonne a évolué de telle sorte que l'on imagine mal une collaboration gouvernementale entre les amis de Mario Soares et ceux d'Alvaro Cunhal. Tout au plus peut-on noter que lorsque le premier, en désaccord avec le président de la République, a quitté le pouvoir, il y a quelques mois, le P.c.p., qui n'avait cessé de combattre la coalition ministérielle socialo-centriste, lui a reproché de manquer de... « souplesse » !

Prenons l'Espagne. L'évolution démocratique de ce pays depuis la disparition de Franco a permis au Parti communiste de reprendre place dans la vie publique espagnole et d'y jouer un rôle important — tant, directement, sur le plan politique que sur le plan syndical, par l'intermédiaire des Commissions ouvrières. Le P.c.e. passe pour être le plus « eurocommuniste » des P.c. occidentaux. Il a, en tout cas, depuis longtemps des démêlés avec l'Union soviétique. Or, il semble aujourd'hui



*Felipe Gonzalez, Jose Raventos et le Premier ministre Adolfo Suarez.*

s'attacher moins à développer des rapports de coopération avec le P.s.o.e. qu'à assurer de sa bonne volonté le gouvernement « centriste » d'Adolfo Suarez.

Felipe Gonzalez, que j'ai interrogé récemment à ce sujet, ne se fait guère d'illusions. Alors que lui-même et la plupart des dirigeants socialistes souhaitent que le prochain référendum qui va permettre aux Espagnols de se doter d'une Constitution démocratique soit suivi de nouvelles élections législatives — qui marqueraient probablement une sensible progression du P.s.o.e. —, Gonzalez sait que le P.c.e. n'est guère favorable à une telle consultation anticipée et qu'il préfère maintenir le gouvernement actuel en place pendant trois ans encore avec le soutien d'une large union nationale englobant tous les partis à l'exception des nostalgiques du franquisme.

« Il faudrait pour cela, dit Gonzalez, que nous acceptions nous aussi une telle formule. Mais nous excluons toute entente de ce genre. Certes, le P.c.e. pourrait avoir un accord tacite avec le gouvernement pour lui apporter son soutien parlementaire ; mais, si nous sommes contre, un tel accord serait difficile à faire admettre, étant donné les problèmes qui vont se



*Militants du P.c.e., à Madrid.*



*Santiago Carrillo.*

poser et les choix qu'ils impliquent : politique industrielle, programme énergétique, avenir de l'industrie navale, réforme de l'administration, etc. D'ailleurs, Santiago Carrillo est déjà contesté par de nombreux militants de son parti, qui lui reprochent de ne pas être assez critique à l'égard du Pouvoir.

« Qu'est-ce qui motive cette prudence ?

— Le raisonnement de Carrillo est qu'il faut encore plusieurs années pour que le P.c.e. retrouve une totale « respectabilité », aux yeux des couches moyennes de la bourgeoisie, où l'époque de la guerre civile a laissé des traces profondes. Nous croyons, au contraire, que c'est maintenant qu'il faut bousculer le pouvoir en place. Sans doute un gouvernement socialiste-communiste est-il impensable aujourd'hui en Espagne, mais une formule serait possible après de nouvelles élections qui feraient de nous le premier parti du pays : un gouvernement dirigé par le P.s.o.e., attirant les éléments les plus progressistes du bloc gouvernemental actuel et bénéficiant du soutien parlementaire du P.c.e. Celui-ci pourrait obtenir certaines positions du pouvoir, non pas au sein du gouvernement, mais, par exemple, au niveau de l'administration. »

Felipe Gonzalez est convaincu qu'il n'y a pas présentement en Espagne d'autre choix qu'entre cette hypothèse et le maintien du pouvoir actuel que le P.c.e., répète-t-il, préfère en fait. Tout montre que les communistes espagnols, en dépit de leurs sérieuses divergences avec leurs camarades français, sur l'élargissement du Marché commun notamment, ne souhaitent pas davantage qu'eux être les alliés d'un Parti socialiste dominant largement la gauche. Ils ne sont pas très éloignés, en définitive, de la thèse du « compromis historique » dont les communistes italiens, dans un rapport de forces pourtant inverse, se sont faits les champions depuis cinq ans.

C'est au lendemain du putsch de Pinochet au Chili et tirant la leçon de l'échec de l'Unité populaire conduite par Salvador Allende qu'Enrico Berlinguer a avancé l'idée qu'il ne suffisait pas à la gauche de disposer d'une majorité relative, ou même de 51 % des suffrages, pour mettre en œuvre un programme de transformations économiques et sociales ; la résistance des forces conservatrices ne pourrait être surmontée qu'à partir d'un consensus populaire beaucoup plus large, englobant, en particulier, la partie de la classe ouvrière qui, en Italie, apporte ses voix à la Démocratie chrétienne.

Depuis cette époque, le P.c.i. s'est avancé hardiment dans cette voie du compromis historique, qui lui permet aujourd'hui d'appartenir à la majorité gouvernementale, mais sans participer effectivement au pouvoir, ce qui n'est pas sans provoquer des remous parmi ses militants. Pourtant, en dépit de certaines inquiétudes, qu'il sent monter autour de lui, Berlinguer demeure sur la même position et continue à soutenir que l'alternative de gauche n'est pas en Italie une solution stable ni réaliste dans la mesure où l'on ne peut y faire l'impasse sur la question catholique.

« Nous sommes convaincus, dit-il, que notre pays a besoin de grandes transformations sociales, économiques, politiques, d'un profond renouvellement de ses structures, de sa morale publique, de son organisation sociale. Il n'est pas possible d'entreprendre et de mener à bien ces transformations sans l'accord des grandes forces sociales (classe ouvrière, bourgeoisie productive, paysannerie, jeunes, femmes) et politiques (communistes, socialistes, catholiques, laïques). Cette corresponsabilité historique ne doit pas nécessairement conduire toutes ces forces à participer à la majorité et au gouvernement. Des formules diverses de majorité et de gouvernement peuvent être envisagées à tel ou tel moment. A condition que soit maintenue la responsabilité commune, la solidarité nationale, l'effort de compréhension réciproque, à condition surtout que demeure la volonté commune de transformer le pays. C'est cela, le « compromis historique ». Et j'affirme que ceux qui s'y opposent dissimulent, plus ou moins consciemment, un préjugé anticommuniste et un désir que le processus de transformation ne soit pas aussi radical que nous le jugeons nous-mêmes nécessaire. »

Enrico Berlinguer a-t-il tenu ce langage à Georges Marchais lorsqu'il l'a rencontré récemment à Paris ? Lui a-t-il dit que l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la politique du compromis historique — dont beaucoup de communistes italiens craignent qu'elle ne soit en définitive plus profitable à la Démocratie chrétienne qu'au P.c.i. — est due pour une large part à l'échec de la gauche en France en mars dernier ? En Italie comme en Espagne, en effet, les forces de gauche attendaient beaucoup de la dynamique nouvelle qu'aurait entraînée l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste-communiste à Paris. Tout est à recommencer aujourd'hui, et c'est pour chacun ce que parce qu'elle est la seule à être potentiellement majoritemps des épreuves ».

Mais, compte tenu des spécificités et des pesanteurs italiennes et espagnoles, c'est encore la gauche française, ne serait-ce que parce qu'elle est la seule à être potentiellement majoritaire, qui se trouve la mieux placée pour découvrir une voie originale. Une telle affirmation peut, certes, sembler paradoxale, compte tenu des rapports actuels entre le P.s. et le P.c.f. Mais chacun sait aussi que l'union n'est pas morte, qu'elle reste une aspiration profonde des masses et que le climat pourrait rapidement changer si la direction du Parti communiste mettait fin à ce procès permanent qu'elle développe contre les socialistes et dont les militants communistes sont de plus en plus nombreux — quoi qu'en dise Georges Marchais — à mettre en cause l'efficacité.

En dépit des apparences, les questions que nous posons dans notre enquête sont donc d'une brûlante actualité. Qui peut dire aujourd'hui que l'hiver que traverse la gauche française ne sera pas suivi d'un nouveau printemps ? Le calendrier nous rappelle précisément que le printemps de 1979 verra se réunir successivement, en avril et en mai, les congrès du Parti socialiste et du Parti communiste. Et si le dialogue reprenait à cette occasion !

CLAUDE ESTIER

# Les marins contre les nouveaux négriers

*Leur salaire : entre 500 et 1 500 francs par mois. Leur journée : dix heures de travail, quelquefois plus.*
*Leur employeur : français.*
*Leur contrat de travail : parfaitement légal.*
*Ce ne sont ni des jeunes ni des femmes.*
*Ce sont donc des immigrés, tous du tiers monde, malais, indonésiens, pakistanais ou indiens en majorité*

TEL est le point de départ de la grève qui paralyse les ports français depuis le 21 octobre. Un mouvement comme la Marine marchande n'en a pas connu au cours des vingt-cinq dernières années.

Tout a commencé le 14 octobre. Ce jour-là, 58 marins du tiers monde doivent embarquer à Toulon et Marseille sur trois navires de la Nouvelle Compagnie des Paquebots (N.c.p.). Un premier contingent sur les 156 engagements de ce type prévus. Pour l'heure, 28 rejoignent le « Mermoz », dix l'« Azur » et 13 le « Massalia ».

Quelle est donc cette compagnie maritime qui s'offre le luxe d'embaucher des employés venus du tiers monde à des tarifs de négriers ? Une officine obscure faisant dans le trafic de main-d'œuvre ? Pas du tout ! La N.c.p., c'est l'ancienne compagnie Paquet, bien connue comme organisatrice de croisières. C'est toujours l'une des filiales du très puissant groupe des Chargeurs réunis. Depuis le début de l'année, la N.c.p. ne cesse de pleurer sur ses déficits : 10 millions en 1977, 15 prévus pour 1978. Les raisons de ce trou dans la caisse ? Selon la direction, on s'en doute, les charges salariales : un marin français — 3 500 francs par mois pour quarante-huit heures hebdomadaires de travail — coûte trop cher par rapport à ses homologues étrangers. En particulier, le personnel du service hôtelier à bord, prétendent les patrons de la N.c.p., représente un prix de revient trop élevé : 24 % sur l'« Azur » ou le « Massalia », 35 % sur le « Mermoz », contre 6,5 % en moyenne sur les navires norvégiens ou 18 % sur les embarcations britanniques ou panaméennes.

En mai 1978, la N.c.p. rencontrait les représentants syndicaux de ses 970 salariés pour leur faire part des difficultés. Pour s'en sortir, elle proposait trois solutions : l'exonération d'une partie de ses charges sociales ; le passage de ses navires sous pavillon de complaisance ; l'embauche de personnel étranger dans le service hôtelier à la place du personnel français. Toutes les organisations syndicales de marins et d'officiers (C.g.t., C.f.d.t., C.g.c.) refusaient, bien entendu.

Syndicats et armateurs tombent néanmoins d'accord sur un point : rencontrer le ministre des Transports, Joël Le Theule, pour lui exposer la situation. Pour préparer cette rencontre, le P.-d.g. de la N.c.p. s'engage à fournir aux syndicats les documents justifiant les difficultés financières de la Compagnie. Ces documents ne sont jamais arrivés ; la rencontre tripartite n'a jamais eu lieu. Seule intervention du ministère dans cette affaire : préciser, en juillet, aux syndicats que rien ne s'oppose à l'embarquement de marins du tiers monde sur des navires français. Et de se référer à une autorisation ministérielle tombée à point dans le courant de l'été.

« Le plus fort, c'est qu'on veut nous faire passer pour des racistes », commente un gréviste du Port autonome de Marseille. Mais, comme l'explique un responsable C.g.t., « où sont les racistes ? Chez ceux qui demandent que les travailleurs étrangers bénéficient des mêmes droits que les salariés français ? Ou chez ceux qui trouvent normal de payer un Indonésien deux fois moins qu'un Français, et un Malais deux fois moins qu'un Indonésien ? »

« Il y a toujours eu des hommes de couleur sur les navires français, note Antoine Barbero, secrétaire fédéral des Transports C.f.d.t. Contrairement à d'autres pays, et c'est tout à l'honneur de la Marine marchande française, ces travailleurs de la mer, qu'ils soient comoriens, sénégalais ou somaliens de Djibouti, ont toujours eu le même statut que leurs camarades à peau blanche ».

Car tel est bien le scandale de l'embauche de ces travailleurs du tiers monde par une compagnie française : ne bénéficiant pas de contrat de travail français, ils ne sont pas couverts par la législation sociale française. Ils ne peuvent même pas prétendre au minimum prévu par le Bureau international du travail. Loués par une compagnie maritime internationale de main-d'œuvre, rémunérés en fonction des habitudes salariales du pays d'origine, ils signent des contrats menant à tous les abus.

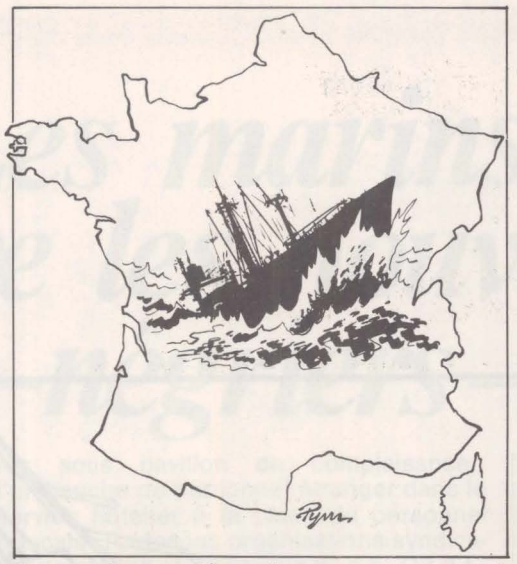
« Ce système, on le connaît ; car il est déjà adopté par des armateurs d'autres pays », dénoncent les syndicats, qui donnent des exemples. On a vu récemment un navire chypriote, appartenant à une entreprise de Brême, payer les Européens le double des Africains pour le même travail. On a vu des marins comptant trois ans et demi de présence ininterrompue à bord. Un quotidien anglais a publié l'an dernier un « modèle de contrat » que devait signer un marin philippin avant d'être embauché sur un bateau étranger. Cinq paragraphes, tous plus effarants les uns que les autres, dont l'un interdit l'affiliation à un syndicat, quel qu'il soit : « Toute affiliation à n'importe quel syndicat qu'on aurait obtenue de moi sera acquise seulement par une véritable coercition. Et je ne m'y engagerais que pour éviter un retard du bateau et, en dernier lieu, pour protéger les intérêts de mon armateur. » (Sic.)

Ces réalités, nul ne les ignore. Cela n'empêche pas la direction de la N.c.p. de se féliciter de sa bonne idée : « En employant 156 personnes étrangères, nous sauvons l'emploi de 600 marins français. » Dès le début de la grève, le chantage s'est fait plus précis. L'existence même des trois bateaux a été mise dans la balance. Si les équipages, soumis directement à ces

→



COUREUIL



pressions, ont continué le travail, l'ensemble des 28 000 marins français ne s'est pas laissé impressionner. Et cela malgré un chômage important dans la profession, où 1 500 marins et officiers sont sans emploi.

Dès le 13 octobre, des mouvements partiels ont averti les armateurs que, cette fois, l'affaire était grave. Ils n'en ont pas tenu compte. Le 21 octobre, tombait alors un mot d'ordre de grève nationale et illimitée. Partout, les choses se déroulent de la même façon. A peine un navire se présente-t-il dans un port, qu'il est accosté par les représentants des grévistes : assemblée générale des marins, vote. Entre le 21 et le 30 octobre, la majorité des bateaux français contactés se sont ralliés au mouvement. « Il s'agit d'un conflit d'un niveau élevé, dont l'issue est capitale pour les marins, affirme François Lagain, leader des marins C.g.t. Dans la profession, tout le monde le dit : à partir du moment où le précédent est créé, pourquoi l'embauche de personnel étranger sous-payé ne s'étendrait-elle pas à toutes les catégories de personnel navigant ? »

On mesure la gravité du problème à l'ampleur de la réaction. Que ce soit sur la mer du Nord, la Manche, l'océan Atlantique ou la Méditerranée, les ports offrent le même spectacle. Partout, des navires, en rade par dizaines, ont jeté l'ancre. Le long des pontons règne une étrange tranquillité : plus de chargement, les grues sont immobiles, sur les bateaux bloqués à quai les équipages commentent les nouvelles du jour et, souvent, s'abstiennent de descendre à terre pour éviter tout risque de provocation — les forces de l'ordre tiennent les ports sous bonne garde. Le lundi 30 octobre, on comptait 34 navires en rade et 14 navires bloqués à quai dans le bassin ouest de Marseille, vers Fos et Port-Saint-Louis.

## Alarmisme outrancier et pseudo-sérénité

Même spectacle à l'Ouest ou au Nord, à Brest ou à Dunkerque. Situation identique pour la Corse, avec des conséquences économiques décuplées par les problèmes de ravitaillement de l'île. Au douzième jour de la grève, l'approvisionnement de certains secteurs devenait critique. « La Corse subit un système de transports inadapté à ses besoins. La grève des marins le montre de façon frappante », dénonçait Xavier Carlotti, conseiller général socialiste de la Haute-Corse. En effet, la Société nationale Corse-Méditerranée, qui dispose du monopole des transports sur la Corse et reçoit chaque année 250 millions de subventions, n'en a pas moins son siège à Marseille. Pour Carlotti, le transfert de cette société en Corse permettrait aux habitants de l'île d'avoir enfin un droit de regard sur sa gestion — et un système de transport adapté à leurs besoins.

Conscients du problème particulier posé par la Corse, les grévistes ont pris la décision d'assurer gratuitement son ravitaillement.

Ailleurs, aussi, ils ont montré leur bonne volonté pour faire face aux conséquences, parfois inattendues, de leur mouvement. Ainsi, on les a vus apporter du foin et de l'eau à 77 chevaux bloqués à Marseille et s'occuper des 262 vaches du cargo hollandais « Angus-Express » immobilisé à Sète.

Si les dockers ont arrêté leur mouvement de grève le 23, celle-ci demeure quasi totale pour les marins du remorquage, du pilotage et du batelage (les services assurant la liaison des bateaux entre eux ou avec la terre).

Dans ce climat tendu, le gouvernement a oscillé entre un alarmisme outrancier et une pseudo-sérénité. Ce qui a donné lieu à des déclarations plus que contradictoires. Un jour, Joël Le Theule accuse les marins de mettre en péril l'économie française : la grève fait perdre au pays 600 millions de francs par jour. Le lendemain, le ministre explique à qui veut l'entendre que, finalement, la grève n'est pas tellement suivie : 400 bateaux sur environ 500 se trouvent en mer ou dans des ports étrangers. Et, sur les 103 navires actuellement en France, seuls 37 sont immobilisés par une grève illimitée et 13 par une grève temporaire.

Que la situation soit catastrophique ou non, le ministre n'a, en tout cas, pas l'intention de s'en mêler. Il s'est contenté de préciser que l'embauche de travailleurs étrangers par la N.c.p. était non seulement légale, mais « la seule chance de survie de cette compagnie et de l'activité de croisière en France ». Puis, oubliant l'autorisation ministérielle responsable de la situation, il a renvoyé dos à dos syndicats et armateurs, malgré leur demande commune d'une négociation tripartite.

L'épreuve de force est engagée. Seule concession des armateurs, ébranlés par la dureté de la grève : une « rencontre » lundi dernier avec les représentants syndicaux. Mais une rencontre seulement, et non une négociation — comme le demandaient les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. des marins. Dès le départ, c'était un hiatus qui semblait irréparable. « Nous sommes prêts à négocier à tout moment avec le Comité central des armateurs de France, a déclaré François Lagain. Mais nous ne pourrons en aucun cas accepter la discrimination de nationalité ou de race sur les navires français. »

C'est le seul préalable posé par les syndicats. Un préalable contre le racisme : qui pourrait le trouver excessif ? D'autant que les ouvertures du côté des syndicats ne manquent pas. La C.g.t. aurait fait savoir qu'elle était prête à étudier toutes les solutions de nature à alléger le prix de revient, y compris la rationalisation des effectifs à bord des paquebots. Les armateurs ne démordent pas de leur position : sans l'économie réalisée sur les salaires grâce aux travailleurs étrangers, ils coulent...

En fait, leur anxiété n'est qu'apparente. Dans un contexte de surcapacité de transport, pouvoir se débarrasser à l'occasion de quelques cargots et transporteurs de vrac ne serait pas pour leur déplaire. En envoyant les plus vieux à la ferraille : une bonne façon de soulager leur trésorerie. En revendant les autres à des sociétés fictives sous pavillon de complaisance. Bilan de l'opération : le montant de la vente rentre dans les caisses, évidemment. Et personne n'empêche ces sociétés fictives de donner en location ces mêmes bateaux aux armateurs, pour un prix dérisoire.

## La manne gouvernementale

Aujourd'hui, à la tête des compagnies de Marine marchande, l'heure est au désespoir. Les bénéfices ne sont plus ce qu'ils ont été... Ah ! l'année 1974 n'a pas fini de faire soupirer. Et pour cause : elle restera dans les annales comme l'année record du tonnage transporté. Dans leur concert de gémissements, les armateurs passent singulièrement sous silence le redressement indiscutable en train de s'opérer...

Comme ils « oublient » de rappeler la manne gouvernementale qui se déverse chaque année dans leurs caisses. La commission Transports du Parti socialiste avait chiffré à 800 millions de francs les subventions allouées chaque année aux compagnies de transports maritimes. Des aides pouvant représenter jusqu'à 30 % du prix des navires, sans aucun contrôle sur l'utilisation des sommes. Il est de notoriété publique, note la commission, qu'« avec cet argent, des bateaux français se font réparer dans des chantiers navals étrangers ; cette aide, destinée officiellement à assurer la compétitivité et la présence des compagnies françaises dans le monde, vise en fait un autre but : réduire le coût d'acheminement des exportations et des importations d'une vingtaine de grandes firmes ».

Il faut, en tout cas, que les intérêts en jeu soient énormes pour susciter un tel acharnement de la part des armateurs. Un bateau immobilisé leur coûte entre 20 et 30 000 francs chaque jour. C'est, dans leur arithmétique, une économie négligeable, comparée à celle qu'ils entendent réaliser en payant des marins au quart de leur valeur.

MICHELE KESPI
et CHRISTINE COTTIN

# changer la vie politique

## Les socialistes à Vancouver

Le 14e congrès de l'Internationale socialiste depuis l'après-guerre s'ouvre ce vendredi à Vancouver, au Canada, en présence des représentants des soixante-trois partis et organisations membres.

Le premier débat inscrit à l'ordre du jour portera sur l'économie mondiale, avec des rapports introductifs de François Mitterrand, Willy Claes (P.s. belge), Frank Cluskey (Labour Party) et Léopold Sédar Senghor (P.s. sénégalais).

Suivront des débats sur les relations Nord-Sud, sur la situation en Amérique latine, sur les firmes multinationales, sur l'Afrique du Sud (avec un rapport de Lionel Jospin), sur le désarmement, sur la situation en Asie du Sud-Est, et enfin sur les droits de l'homme.

En plus des partis membres, une cinquantaine d'organisations ont été invitées à envoyer des observateurs, parmi lesquelles Amnesty International, le F.l.n. algérien, le M.p.l.a. (Angola), le P.s. chilien, l'Union socialiste arabe d'Egypte, le Front national d'Iran, l'Istiqlal et l'U.s.f.p. du Maroc, le Frelimo (Mozambique), le Front Polisario, etc.

Le congrès aura à renouveler le bureau de l'I.s., qui restera présidé par Willy Brandt. Les candidatures reçues pour les postes de vice-présidents sont celles de : Ichio Asukata (Japon), Gonzalo Barrios (Venezuela), Ed Broadbent (Canada), Felipe Gonzalez (P.s.o.e.), Bruno Kreisky (Autriche), Michael Manley (Jamaïque), Ian Mikardo (Labour), François Mitterrand, Shimon Peres (Israël), Pier Romita (Italie), Mario Soares (Portugal), Reiulf Steen (Norvège).

Ajoutons que François Mitterrand profitera de son séjour au Canada pour rencontrer René Lévesque à Québec et Pierre-Eliott Trudeau à Montréal.

## NAZISME PAS MORT!

***Faut-il protester, s'indigner ou simplement hausser les épaules ? Est-il nécessaire d'ouvrir un débat sur la question de savoir si « l'Express » devait ou non publier les propos tenus à l'un de ses collaborateurs par l'ancien commissaire aux Questions juives, Darquier dit de Pellepoix ?***

***C'est au moins, pour beaucoup, l'occasion d'apprendre qu'ayant échappé à l'exécution qui l'attendait à la Libération, l'homme qui fut directement responsable de l'arrestation, de la déportation et de la mort de dizaines de milliers de Juifs entre 1942 et 1944 finit tranquillement ses jours dans un village espagnol, sans qu'aucun gouvernement français, même depuis la disparition de Franco, n'ait jamais songé à demander son extradition.***

***Il n'y a pas à s'étonner que cet obsédé de l'antisémitisme nie en bloc sa propre responsabilité et l'existence même de chambres à gaz à Auschwitz ou ailleurs. Serge Klarsfeld souligne justement qu'il n'a jamais rencontré le moindre remords chez les criminels de guerre qu'il a pourchassés.***

***Il est plus inquiétant de voir se développer, à travers journaux, livres ou films, une certaine tendance à présenter les événements de l'époque hitlérienne comme s'il s'agissait de faits ordinaires, désormais « protégés » par la distance de l'Histoire.***

***Pour les crimes commis par les nazis et par leurs valets français, tel ce Darquier qui ressort aujourd'hui de l'ombre, il ne peut y avoir ni oubli ni pardon. Non seulement par respect élémentaire envers leurs millions de victimes, mais aussi parce que la « bête immonde » du fascisme n'est pas morte et qu'aujourd'hui encore elle torture, elle écrase, elle assassine sur tous les continents. On peut mettre les propos de Darquier au compte de la sénilité. Est-on bien sûr qu'il soit seul de son espèce ?***

***C. E.***

## Bonnet blanc et Bonnet d'âne

Faciliter la tâche des élus est, selon Christian Bonnet, l'un des trois grands objectifs de la réforme des collectivités locales telle qu'il la conçoit. Pour ce faire, il prévoit notamment « l'institution d'un crédit d'heures rémunérées pour les élus salariés d'une entreprise ».

On croit rêver quand on sait les difficultés de Jacques Auxiette, maire socialiste de La Roche-sur-Yon et censeur du lycée le plus important de la ville, qui avait bénéficié — dès son élection, en mars 1977 — de facilités déjà prévues par la loi et « susceptibles d'être accordées aux fonctionnaires qui occupent des fonctions électives », et à qui on les a retirées par un décret du 25 septembre. En refusant de renouveler son remplacement, pendant deux journées et demie par semaine, par un autre professeur.

Les discours sont sans doute pour aujourd'hui. Quant aux actes... A moins qu'il s'agisse d'une mesure sélective à l'égard d'un maire socialiste ; puisque, pour le maire R.p.r. de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, dans le même département, on a nommé un conseiller d'éducation qui le remplace en partie dans ses fonctions de principal du C.e.s.

## Marchais et la Fen

Au cours de son intervention, dimanche dernier, au Club de la presse d'Europe 1, Georges Marchais a affirmé que le Parti communiste ne considérait pas les organisations syndicales comme des « courroies de transmission », mais qu'il n'en était pas de même d'autres partis. Claude Estier lui ayant demandé s'il pensait au Parti socialiste et, dans ce cas, de quel syndicat il s'agissait, Georges Marchais a directement mis en cause la direction de la Fédération de l'Education nationale, qu'il a accusée tout simplement d'être une « courroie de transmission » du P.s.

Ce qui a provoqué de la part de la Fen une mise au point assez sèche. A noter d'ailleurs que « l'Humanité » de lundi, rendant compte sur six colonnes des déclarations de Marchais, a complètement « gommé » ces accusations.

## Campagne sur les immigrés

D'un côté, le secrétariat d'Etat chargé des Immigrés organise une « Semaine du dialogue Français-Immigrés ». De l'autre, le Pouvoir orchestre une campagne visant à faire un rapprochement entre la situation actuelle du chômage et la présence en France d'une importante population immigrée.

Et, comme la propagande ne suffit pas, on donne dans la répression : poursuites en justice des grévistes des foyers Sonacotra et agressions des résidents par la police, comme au foyer de Woippy (près de Metz), le 18 octobre. Bilan de l'action des forces de police à Woippy : une vingtaine de blessés, dont huit hospitalisés.

Et parce que la propagande et la violence pourraient encore ne pas suffire, on a démantelé l'Association pour →

# changer la vie sociale

→ l'enseignement des étrangers, qui s'occupait de l'alphabétisation des travailleurs immigrés ! C'est sans doute cela, le dialogue vu par Stoléru ? On comprendra que le P.s. ait demandé à ses militants de ne pas participer à la « Semaine du dialogue » et ait décidé de lancer lui-même sur la situation des immigrés une campagne dont Jean Le Garrec, délégué national, a fait adopter les modalités par le dernier bureau exécutif.

## La progression du P.s.

Deux élections cantonales ont confirmé, dimanche, la progression générale du P.s.

A Capdenac (Aveyron), Pierre Riols est élu avec 60 % des voix, après avoir fait passer le score du P.s. au premier tour de 28 % en 1976 à 45 %, avec une poussée particulièrement sensible dans les communes rurales. Il s'agit d'un siège gagné sur l'U.d.f.

A Neuves-Maisons, dans la région particulièrement touchée par la crise de la sidérurgie, Robert Bouillon recueille 41 % des voix au premier tour, contre 28 % précédemment. En raison de la forte proportion d'abstentions, il est seul à dépasser le pourcentage de 10 % des inscrits — et donc à rester en piste pour dimanche prochain.

## D.m.c. file un mauvais coton

Pendant que D.m.c. prend une participation de 19 % dans le capital de la société allemande K.b.c., il licencie en France près de sept cents travailleurs des tissages de Flers.

Et, dans le même temps, il répond à l'angoisse des travailleurs de ces tissages, venus manifester au siège à Paris, par l'envoi d'une escouade de C.r.s. armés et casqués.

La réponse de la direction a été claire. Aux questions posées par les travailleurs elle répond : « Pas question de revenir sur les 481 licenciements prévus à la fin de l'année ! » Ce qui laisse à l'évidence peser une lourde menace sur tous les emplois, au nombre de 807.

## Les « entretiens du jeudi »

Tous les jeudis à 19 heures, au siège du P.s., 7 bis, place du Palais-Bourbon :

**9 novembre :** avec Gilles Martinet et Jean-Paul Bachy.

**16 novembre :** avec Pierre Bérégovoy et Christian Goux.

**23 novembre :** avec Lionel Jospin et Roger Fajardie.

**30 novembre :** avec Jean-Pierre Chevènement et Daniel Percheron.

## Une « erreur » bien intéressante

L'ordinateur du ministère du Travail s'est trompé : les salaires ouvriers n'ont pas augmenté autant qu'on nous l'avait annoncé !

Le 29 août dernier, l'indice officiel triomphe : le taux horaire des salaires ouvriers a progressé de 5 %. Le taux est l'un des rares chiffres à ne pas être calculé par l'Insee. Le gouvernement peut donc se féliciter en toute tranquillité, jusqu'au 23 octobre, où les services de la statistique du ministère du Travail publient un communiqué légèrement embarrassé. Il y a erreur. Une erreur due à la « modification accidentelle des programmes du contrôle informatique ». Finalement, la hausse n'était que de 4,2 %. Un second communiqué du ministère du Travail est vite venu préciser que, même rectifiée, la hausse du salaire ouvrier reste « élevée » !

## Puk fuit ses responsabilités

Chez Ugine-Kuhlmann, à Pierre-Bénite, près de Lyon, la maîtrise a bon dos. Tout au moins, c'est ce que la direction aurait voulu faire croire.

Le 12 octobre dernier, toutes les communes voisines de Pierre-Bénite jusqu'à Oullins étaient atteintes par une fuite d'un gaz très toxique, l'acroléine, provenant de l'usine Ugine-Kuhlmann. Devant l'importance du danger pour la population, la municipalité de Pierre-Bénite demandait, quelques jours après l'accident, l'arrêt de la production d'acroléine. Pour se sortir de cette mauvaise passe, la direction d'Ugine-Kuhlmann n'avait plus qu'une chose à faire : accréditer la version de l'accident dû à une faute professionnelle. Sans même attendre les résultats de l'enquête, elle annonçait qu'un agent de maîtrise était le responsable de la fuite, et elle décidait de mettre à pied le coupable.

Mais les 1 500 travailleurs de Pierre-Bénite n'ont pas accepté ce verdict pour le moins hâtif. Le 19 octobre, à l'appel d'une intersyndicale, toute l'usine s'est mise en grève. Une semaine plus tard, le conflit durait toujours, aucune rencontre avec la direction n'ayant permis de débloquer la situation. L'intersyndicale a précisé que la sanction décidée par la direction était « en complète opposition avec les premiers résultats de l'enquête ».

## Alerte aux amphés !

Les amphétamines sont en passe d'envahir le marché de la drogue... La très sérieuse société française de thérapeutique et de pharmacodynamie tire la sonnette d'alarme devant la nouvelle épidémie... Elle y a même consacré sa séance de rentrée, le 23 octobre dernier. Ce sont les anorexigènes qui, sous prétexte de cure d'amaigrissement, font office de stupéfiants : 9 millions d'unités en ont été vendues en France l'année dernière.

Mais une simple ordonnance permet encore d'en acheter, alors qu'au Canada ils sont formellement interdits. Leur prescription aux obèses est d'ailleurs très contestable. Dans tous les cas, leur usage est dangereux : insomnies, troubles nerveux, angoisses, dépressions... A haute dose, les risques sont énormes. Comme drogue « douce », il y a mieux.

## L'arrière-pays ne veut pas mourir

« Nous sommes le dos au mur ; et c'est le mur du cimetière. » C'est le maire de Saint-Martin-d'Entraunes (Alpes-Maritimes) qui parle, au nom de tous ses villages qui meurent, arrière-pays où subsiste avec difficultés une maigre agriculture. Pour eux, la prise en charge des problèmes économiques, c'est vital. Rien d'étonnant à ce que ce thème ait été au centre des débats du colloque sur le pou-

## Halles : le ventre de Paris restera-t-il vide ?

Bofill exit. C'est la décision qu'a prise Chirac, le 26 octobre, en annulant le projet d'immeuble de l'architecte catalan qui devait s'édifier à l'angle des rues Turbigo et Rambuteau. Quelques mois plus tôt, le maire avait cependant donné un avis favorable au permis de construire. Un rebondissement de plus — sûrement pas le dernier — du mauvais roman noir des Halles commencé en août 1971 avec la destruction des pavillons de Baltard.

Depuis cette date, en effet, des décisions contradictoires et tapageuses se sont succédé. On est passé du projet pompidolien, marqué du sceau de la logique affairiste — construction d'un centre commercial international, d'un hôtel de luxe et d'un forum commercial —, à l'indécision giscardienne qui s'attaque à la partie « émergée » du projet — pas de centre de commerce international, appel à l'architecte catalan Ricardo Bofill —, mais semble oublier

voir municipal dans les petites et moyennes communes, organisé par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Christian Goux, maire socialiste de Bandol (Var), a donné le ton : « Demain, nous serons partie prenante de la gestion de nos communes. Pour cela, la décentralisation et la planification sont des conditions nécessaires. Mais il faut aussi qu'on nous en donne les moyens. »

Problème aigu dans les villes importantes, le maintien de l'activité économique devient quasi insoluble dans les villages. « Les industriels qui viennent parfois chez nous recherchent un sous-prolétariat à payer au S.m.i.c., et non pas à développer l'arrière-pays », note le maire de Puget-Théniers. Comme tous les élus de ces régions défavorisées, il constate que l'initiative privée est pratiquement inexistante. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux à se lancer dans la création d'ateliers ruraux. Ils se heurtent alors au scepticisme local, aux carcans réglementaires, aux problèmes administratifs. Les communes restent mal équipées pour devenir patrons. Elles se battent, avec le courage de la chèvre de M. Seguin, mais entrent en contradiction avec l'organisation libérale du système économique et la conception traditionnelle du rôle des communes. La réforme en préparation sur les collectivités locales a peu de chances d'apporter la moindre réponse à ces questions.

Car les maires peuvent s'interroger quant à la réalité du discours sur le sauvetage de l'arrière-pays. « Depuis le discours du président de la République à Valouise, nous avons reçu beaucoup de papier glacé, mais aucun des moyens financiers qui auraient dû suivre, explique Guido Fotré, maire socialiste de Saint-Martin-d'Entraunes. C'est normal, nos projets se heurtent au modèle, à l'environnement politique. »

En attendant, l'aube arrive, pauvre chevrette...

F. de G.

## L'impatient

« Impatient »... comme un malade qui veut guérir. C'est le nom du journal de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux. Le directeur de ce mensuel est le docteur Henri Pradal, auteur de plusieurs ouvrages de salut public (guide des médicaments les plus courants, etc.).

Le numéro d'octobre est essentiellement consacré à l'homéopathie, mais l'on y trouve aussi des informations sur les médiacaments contre-indiqués avec l'alcool, les champignons et un passionnant courrier des lecteurs.

A inscrire au palmarès de la démystification médicale. (Vente par abonnement. « L'Impatient », B.p. 8, 77 240 Cesson.)

## Comités de quartier : deux courants s'affrontent

Confusion chez les animateurs des comités de quartier. Réunis en carrefour à Lyon le 21 octobre dernier, une cinquantaine de délégations ont échangé plus que des informations : deux grands courants s'opposent. Les « institutionnalistes », qui souhaiteraient voir reconnaître dans les textes le droit à la participation. Et les autres, plus branchés sur les luttes, pour qui « la véritable concertation est obtenue lorsque nous créons un rapport de forces favorable ».

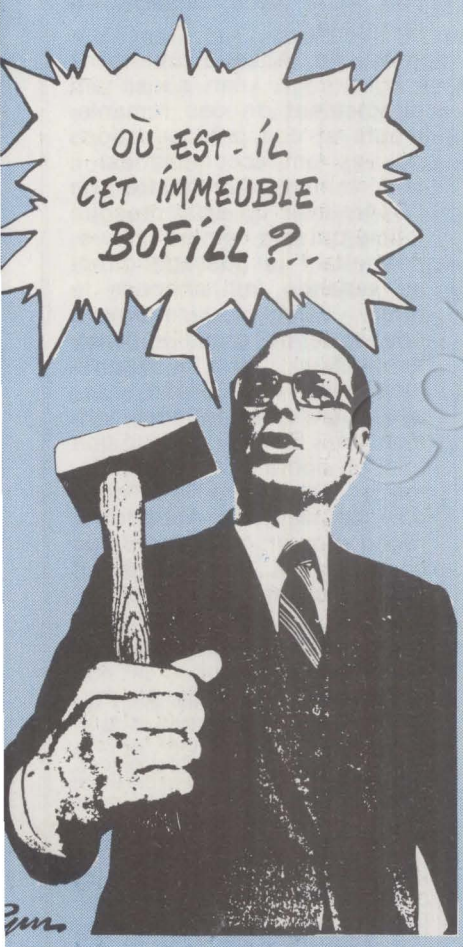
La démarche unitaire n'est pas pour demain.

## Culbuto

Elles sont trois : Chantal-Sarah, Françoise et Marie-Christine. Elles viennent de créer une association au nom provocateur : Culbuto.

Elles se donnent pour but de « développer la connaissance de la danse moderne et des arts plastiques », dans leur département des Hautes-Alpes. Elles organisent des cours et des ateliers dans les maisons de jeunes, les maisons de quartier et auprès de toutes les associations qui le souhaitent.

Pour tout contact : Marie-Christine Silvestre, 37, avenue d'Embrun, 05000 Gap.




les structures souterraines (R.a.t.p. et forum souterrain de 40 000 m² de surface commerciale) et donc leurs conséquences en surface.

Le 8 août dernier, un Conseil interministériel décidait que le grand auditorium prévu le long de la rue Lescot serait réalisé ailleurs, à La Villette probablement. Ce qui signifiait l'abandon des Halles au maire de Paris.

Mais, depuis 1971, le béton a quand même coulé et il y a quelques mois déjà que les Parisiens voient apparaître sur le site de hideuses verrues. Sous l'égide de la Semah (Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles), présidée par Christian de La Malène, premier adjoint au maire de la capitale et surnommé « Monsieur Béton ».

Devant cette perte de temps, ce gaspillage et face au secret, le groupe socialiste du Conseil de Paris avait présenté au maire, le 12 octobre, des propositions visant à sauver, à préserver l'avenir en créant un jardin le plus grand possible.

Le maire, en réponse, s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour trancher « définitivement », ouvrant ainsi un autre chapitre d'incertitude, mais dont la caractéristique est, une fois de plus, de donner raison aux promoteurs et aux banques en décidant, à la place de l'immeuble de la rue Pierre-Lescot, définitivement abandonné, la construction de petits bâtiments qui accueilleront notamment les 6 000 m² de surfaces commerciales inscrites au contrat passé avec le promoteur du forum souterrain.

Pas question de renoncer non plus au bâtiment prévu au sud du carreau : des négociations sont en cours avec un groupe hôtelier — hollandais, dit-on maintenant.

En outre, l'abandon de l'immeuble Bofill ne signifie pas que Chirac ait renoncé à toute construction à cet endroit, puisque la Régie immobilière de la Ville de Paris et la Semah ont été chargées d'élaborer rapidement un programme de même nature qui devrait comprendre des logements, des équipements et surtout des commerces...

Quant au fameux trou, on ne sait toujours pas ce qu'il contiendra !

Les Halles : un des plus fameux exemples de l'absence de décision de la part des pouvoirs politiques en matière d'urbanisme.

E. P.

# changer la vie culturelle

## L'Italie en Lorraine

Pour la troisième fois, le centre culturel de Villerupt, dans la partie de la Lorraine qui jouxte la frontière luxembourgeoise, organise un festival de cinéma : neuf jours durant (du 4 au 12 novembre), et dans quatre salles différentes, ce qui est remarquable pour une agglomératiion de quatorze mille habitants. Mais d'autres caractéristiques méritent d'être relevées : le caractère démocratique du festival, notamment, qui vise le public ouvrier, majoritaire (63 %) dans la ville ; et la composition de cette population, à 55 % d'origine transalpine (naturalisés ou non).

Ce qui devrait valoir un nouveau succès au festival, consacré au cinéma italien. On verra ainsi le premier long métrage de dessin animé venu de Rome, « Allegro non troppo » (Bozzetto), quatre films historiques, le fameux « Ecce Bombo » (Moretti) chroniqué en mai dernier par « l'Unité », enfin une dizaine des films essentiels de la comédie italienne. (Renseignements : 28 - 44-13-43.)

## Festival du one-man-show

Pendant tout le mois de novembre, le Théâtre des Quatre Cents Coups, à Paris (74, rue du Cardinal-Lemoine, 5e), accueille un Festival du one-man-show : Jean-Claude Monteils du 1er au 28 ; Jean-Marc Thibault du 8 au 28 ; Henry Courseaux du 1er au 14 ; et un one-woman-show : Florence Giorgetti dans « Poupelle girl » à partir du 15.

Monteils, c'est le farfelu. Thibault, c'est l'éclat de rire. Courseaux, c'est le clown de l'absurde. Giorgetti, c'est une Arletty grinçante et étourdissante. Si Jean-Marc Thibault fait figure d'ancêtre, les autres constituent plutôt la « relève » : ceux qui vont se lancer sur les traces de Rufus, de Bernard Haller et de Zouc.

## Halles pas mortes

Il y en a pour tous les goûts sur la scène française. Pour les amateurs d'une musique folk échappée de son domaine d'origine, la très hollywoodienne chanteuse Dolly Parton présentant son déjà célèbre « Heartbraker » (R.c.a. 1-2797) au théâtre Mogador le 13 novembre. Pour ceux du rock, les « Sultans » (Vertigo 6173-585), de la révélation anglaise Dice Straits, le groupe présenté dimanche par Antenne 2.

Le 5 novembre, voici à Paris le plus grand batteur du monde, Max Roach, dont Emarcy (6372-481) réédite les enregistrements avec le saxophoniste Sonny Rollins : Roach sera suivi, le 19 novembre, par le pianiste « free » Burton Greene et le quartette du ténor Frank Lowe dans le cadre du remarquable programme établi sous son chapiteau par le centre d'animation du forum des Halles. (Renseignements : 233-60-96.)

## Un chef pour Verdi

Un auditeur ignorant la biographie de Verdi, mais qui aurait été attentif à la version du « Simon Boccanegra » (1) que le chef Claudio Abbado vient de présenter à l'Opéra de Paris, n'aurait pas manqué de relever la signification singulière de cette œuvre (2). Le discours purement orchestral y occupe une place déterminante, les airs y sont rares, un seul rôle de femme, une dominante du langage presque parlé, avec, parmi les voix d'hommes, l'accent mis sur la basse et le baryton au détriment de l'habituel ténor italien (ce qui parfois provoque une certaine monotonie). Un canevas historique ayant la Gênes du XIVe siècle pour théâtre, mais qui est difficilement compréhensible, comme si, se situant au-dessus de la mêlée anecdotique, Verdi s'était attaché à n'illustrer que quelques grands principes d'art lyrique : la trahison politique, l'amour filial, la noblesse de cœur, le conflit traditionnel entre plébéiens et patriciens, l'unité italienne.

Il traite ces situations en soi dans un contexte généralement sombre, seulement éclairé par les voiles de la mer. Et si maintenant l'on passe de cette audition presque structurale à la genèse de l'œuvre dans la carrière de Verdi, on s'aperçoit qu'elle a connu plusieurs versions échelonnées depuis la période médiane de Verdi jusqu'à son extrême maturité, non sans avoir changé de librettiste.

Claudio Abbado interprète « Boccanegra » en s'inspirant directement de ces remaniements et des préoccupations qui les ont accompagnés. Il fait sonner l'Orchestre de l'Opéra avec un éclat presque intime qui m'a semblé unique, permettant le passage direct au parlando (qui annonce le futur « Falstaff »), retrouvant une sorte de grand leitmotiv de fond un peu à la Wagner (songeons à l'« Otello » qui allait suivre la dernière version de « Simon »). Pour une fois, un opéra m'a paru totalement dépendre du chef d'orchestre, et Abbado a régné avec un talent inouï, les chanteurs et le metteur en scène n'ayant plus qu'à obéir.

CLAUDE GLAYMAN

*(1) Prochaines représentations de « Simon Boccanegra » : les 3, 6, 9, 15, 18, 22, 25 et 28 novembre (à 19 h 30).*

*(2) Deux versions discographiques. L'une avec Tito Gobbi, Boris Christoff, Victoria de Los Angeles, etc. ; direction Gabriele Santini ; un coffret de trois disques EMI/VSM. L'autre dirigée par Claudio Abbado, avec notamment Nicolas Ghiaurov, Mirella Freni, José Carreras, Piero Cappuccilli, José Van Dam, etc. ; un coffret de trois disques Deutsche Grammophon.*

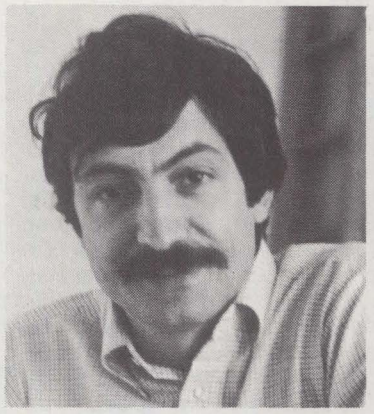
# LE ROMAN DE LA SEMAINE

## Un chant désespéré

***Bizarre. J'ai dit bizarre. Parce que « le Dos au lac » (Grasset), de Gérard-Humbert Goury, est un roman bizarre. Julien, le personnage central, est un héros étrange que rien ne rattache plus au monde : ni son boulot, ni sa famille (femme et enfant), ni les combats politiques qu'il a menés.***

***Etranges aussi, cette vieille Anglaise, ce prince italien et cette Clara, femme mystérieuse qui revient au galop de l'éblouissement érotique dans la mémoire de Julien. Fantomatiques, ce père diplomate qui s'est suicidé et cette mère engloutie vivante dans la folie. Vagues, ces lieux où le passé cogne à la vitre, où le présent se fêle, où le futur s'annonce insaisissable. Imprécise, incertaine même, cette mission secrète dont Julien est chargé. Partout la nostalgie, partout le flou des fondus enchaînés, où les visages, les dates, les odeurs et les sons se mêlent, se superposent, se confondent.***

***Réalisme, connais pas ! Gérard-Humbert Goury serait plutôt le dernier des romantiques : l'émotion surgit sous chaque phrase. Illusions perdues. Souvenirs en poussière. Vaine fraternité. Amours sans lendemain. « Nous ne savons plus pour quel monde nous nous battons », dit une phrase reprise plusieurs fois dans le livre. Le chant de Goury est désespéré. Mais les chants désespérés ne sont-ils pas les plus beaux ?***



***JEAN-PAUL LIEGEOIS***

# Les vraies questions de la rentrée scolaire,



## par Louis Mexandeau

*député du Calvados, délégué national du P.s. à l'Education nationale*

Qui donc M. Beullac voulait convaincre ? L'opinion ou lui-même ? Pendant plusieurs jours, des milliers de parents ou de maîtres ont pu se croire sujets d'une sorte de dédoublement : d'un côté, ils voyaient et subissaient les effets d'un processus de dégradation du service public d'éducation ; de l'autre côté, ils entendaient M. Beullac déclarer que, sauf dans quelques départements, la rentrée était sans problèmes. Mais, comme le mouvement existait dans des dizaines de départements, qu'il concernait les zones rurales comme les régions urbaines, qu'il prenait des formes diverses et presque toujours responsables il fallut trouver des boucs émissaires : le ministre y vit la main du Parti communiste ; quelques-uns avancèrent qu'il s'agissait d'une opération montée... par la presse.

Les acteurs du mouvement ou les lecteurs des gazettes sursautèrent, eux qui avaient le témoignage de l'engagement, souvent spontané, de syndicalistes ou de non-syndiqués, de responsables d'associations de parents d'élèves (la mobilisation des parents est un fait nouveau par son ampleur et sa détermination), de lycéens qu'on disait indifférents à leur condition, sinon au spectre du chômage.

Un autre fait notable est la présence et le rôle actif des élus socialistes. Les jeunes équipes municipales de 1977 — pour avoir beaucoup appris dans le domaine de la gestion — n'ont pas oublié, pour autant, leur passé militant. Assumant les responsabilités qui sont les leurs à l'égard de leurs populations, on les vit au premier rang dans l'Essonne, dans la Seine-Saint-Denis, dans le Calvados. Il s'agissait ici de protester contre la suppression de postes d'enseignants ou de documentalistes ou d'agents ; là de s'opposer à des transferts autoritaires afin de « bourrer » les effectifs ; là encore d'obtenir l'ouverture d'une classe maternelle.

### Le rôle actif des élus socialistes

Car la véritable cause de cette lame de fond réside dans l'aggravation de la situation de pénurie. Le budget de l'Education 1979 est l'un des plus mauvais, sinon le plus mauvais de la Ve République. Les crédits de fonctionnement sont en deçà du seuil tolérable. Dans la politique générale de « redéploiement », l'Education nationale, les universités sont, comme le sport et la culture, devenues des contre-priorités absolues.

Aussi le mouvement ne fait-il que commencer. Il est légitime, car il y va de la survie du service public. Il doit être unitaire au-delà des rivalités de catégories et de syndicats, car il faut savoir que si le gouvernement réussit dans l'offensive la plus grave qu'il ait lancée depuis Vichy contre l'Education nationale, à la sortie il n'y aura que des perdants.

C'est pourquoi les socialistes ont un rôle particulier, à la dimension de leur influence. Ils doivent imprimer au mouvement dynamisme, unité, responsabilité. Les responsables fédéraux du secteur éducatif réunis à Paris pendant le dernier week-end ont proposé qu'un des temps forts de l'action des socialistes se situe entre le 6 et le 16 novembre, au moment où seront discutés les budgets de l'Education, de la Jeunesse et des Sports, des Universités. La délégation nationale a été chargée, en relation avec le secrétariat à la Propagande et la délégation nationale au Sport, d'organiser cette décade d'action. La présence socialiste doit être multiforme : dans les conseils de parents de la F.c.p.e., dans les structures prévues par la loi, afin de leur donner un contenu et un rôle débordant les limites où le ministre voudrait les contenir, dans notre campagne d'action en veillant à l'association étroite entre membres du personnel, élèves, parents et élus.

C'est là la réponse la plus adéquate à la politique d'ensemble du Pouvoir et aux petites manœuvres du ministre. M. Beullac, fidèle à un mandat général fixé par son maître, et interprétant à tort l'ouverture de négociations avec les grands syndicats (procédure pourtant tout à fait normale) comme une amorce de ralliement, n'avait-il pas rêvé d'inventer certaines convergences avec le P.s. ?

### La Saint-Barthelemy de Mme Saunier-Séïté

C'est aussi la réplique appropriée à la stupéfiante déclaration de Valéry Giscard d'Estaing à l'Unesco, semblant croire qu'il suffit de reconnaître en paroles la dignité des maîtres pour que ceux-ci oublient les conditions indignes que les ministres du Président infligent à l'école publique et à l'Université.

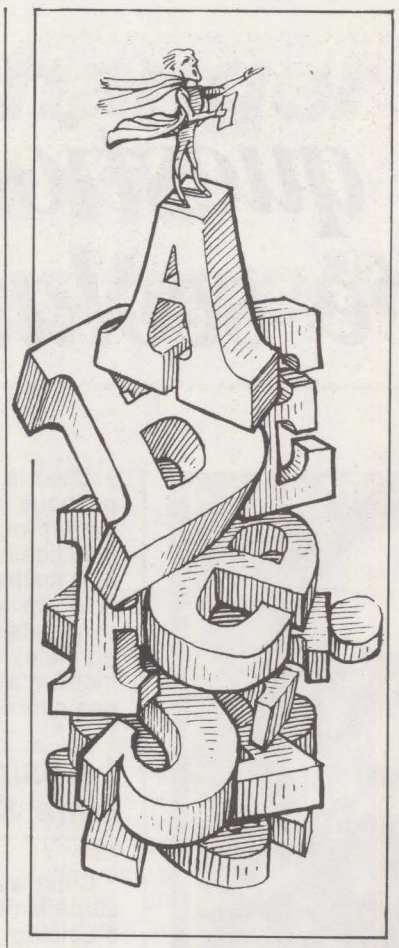
Utilisant volontiers un discours moderniste à la Fontanet, il reprenait à son compte, en les vidant de leur réalité, certaines formules empruntées à notre « plan socialiste », ce qui était une façon de reconnaître son influence dans l'opinion.

Cette entreprise a échoué. Elle appartient au passé. Le ministre est revenu aux méthodes autoritaires de son prédécesseur, parfois en les aggravant lorsqu'il s'agit, par exemple, d'empêcher les élus socialistes membres du personnel éducatif d'exercer correctement leur mandat de maire, de conseiller général, de président de district.

Au même moment, Mme Saunier-Seïté, plaçant la Saint-Barthélemy dans la nuit du 4 août, menace de licenciement des milliers de vacataires et d'assistants et, d'accord avec M. Beullac, veut déposséder l'Université de sa mission essentielle dans la formation des maîtres.

M. Legendre organise le sous-apprentissage sur le déclin de l'enseignement technique public ; M. Soisson s'attaque à un sport scolaire et universitaire déjà fort malmené. Cette politique forme bien un tout cohérent, réfléchi, qui s'inscrit dans les choix généraux de MM. Giscard et Barre. Il s'agit de faire rentrer la formation des jeunes dans le cycle de la marchandise, de la rendre « rentable », d'en assurer aux moindres frais l'adaptation à une nouvelle politique économique où le « redéploiement » signifie le naufrage de secteurs entiers de notre production et un insidieux asservissement culturel.

On comprend dès lors que, seul parmi les partis politiques à proposer un projet global et d'éducation nationale, le Parti socialiste soit au premier rang d'une lutte dont l'issue pèsera lourd sur le destin de la nation.



# nos lecteurs ont la parole

## Tout est à créer

La gauche a perdu les élections en mars dernier parce qu'elle n'a pas eu la volonté unitaire de réactualiser entièrement le Programme commun en surmontant ses difficultés. Mais aussi parce qu'elle n'a pas réussi à définir vers quelle voie le socialisme français allait s'orienter.

Devant ces deux importantes interrogations, une partie de l'électorat a refusé de porter au pouvoir les signataires de ce programme. L'échec de la gauche, c'est donc : la décision pernicieuse de Robert Fabre au mois de septembre 1977, le refus des socialistes, le harcèlement des communistes, puis la campagne anticommuniste de la presse conservatrice hostile à tout progrès social, les moyens totalitaires d'information et, enfin, l'esprit peu discipliné des Français et des Françaises « électoralement de mauvais citoyens ».

Malgré tout cela, un trait définitif doit être tiré sur ces erreurs. Maintenant, l'heure est à l'action et non aux polémiques inutiles. Les conditions d'une victoire d'une gauche unie reposent sur la réactualisation du Programme commun de gouvernement, et sur le projet de socialisme français.

Une réactualisation du Programme commun est nécessaire, d'une part, pour remanier les faits et les chiffres défraîchis et, d'autre part, pour proposer aux hommes et aux femmes de notre pays l'alternative qu'ils attendent. Celle de pouvoir changer de majorité, tout en se dotant d'un ensemble de mesures économiques et sociales jouant un rôle de garde-fou contre toute aventure sans lendemain.

Puis, définir le projet de société en répondant aux exigences d'un socialisme français refusant à la fois la voie soviétique, la social-démocratie et le compromis historique. A ce niveau, tout est à créer et à concevoir dans tous les domaines (social, culturel, éducatif, politique, économique...)

Ces deux principales conditions supposent que chaque parti de gauche soit animé d'une volonté commune pour réaliser cette grande œuvre. Tous ceux qui ont porté leurs espoirs en cette voie savent que cela est possible en 1981.

(M. B. D., étudiant
75011 Paris)

## Un vrai débat est-il possible ?

Dans « l'Unité » du 26 octobre, Louis Mermaz en appelle à un « débat rude et fraternel ». Espérons que, compte tenu des hautes responsabilités de notre camarade dans le Parti, ce ne sera pas qu'un vœu pieux et que nous pourrons voir l'ensemble des militants s'exprimer, et non plus seulement des chefs de file (historiques ou non) et leurs lieutenants.

Un voyage de mille pas commençant par un pas, comme dit le proverbe chinois, engageons donc ce processus immédiatement.

Sur le fond comme sur la méthode, nous ne sommes pas loin de partager, là encore, les vues de Louis Mermaz, mais tout dépend, ici aussi, de ce qui sous-tend les propos de notre camarade. Car, s'il a raison de condamner le sempiternel suivisme des uns et le risque de dérive droitière des autres, pour rappeler les perspectives claires d'Epinay, cela ne constitue pas pour autant une nouvelle ligne d'action adaptée à notre époque, dans le cadre de la ligne politique d'Epinay. Et le reproche qu'il formule par ailleurs à l'encontre du Ceres vaut, en ce cas, également pour lui.

Voici, par conséquent, un motif supplémentaire à l'ouverture d'un large débat démocratique dans le Parti : libérer les imaginations en faisant montre d'une démocratie interne dont on pourrait craindre, par bien des aspects, qu'elle ne soit en perte de vitesse, même si les reclassements dans le jeu des courants de pensée en favorisant le retour en force.

Pour notre part, donc, nous ne pourrons être entièrement d'accord avec Louis Mermaz (ou qui que ce soit) que lorsque, au-delà de la négation, il y aura affirmation de quelque chose de neuf, dans l'axe de ce qui a été arrêté en juin 1971 et qui constitue la charte fondamentale du Parti.

En clair, cela signifie, pour nous, que si la stratégie d'Union de la gauche a échoué, ce n'est pas qu'elle soit mauvaise (comme le susurrent certains à demi-mot) ou parce que le P.s. a presque toujours tort, et le P.c. presque toujours raison (comme le laissent entendre d'autres) : c'est parce que l'on a utilisé la méthode à l'envers, tout simplement.

Fonder l'Union de la gauche sur un programme de gouvernement, sans projet de société commun, avec, pour ambition prétendue, le renversement du capitalisme, était d'un illogisme parfait, quand bien même ce programme a-t-il été mobilisateur pour les masses. Cela ne pouvait que faire échouer celles-ci sur les rivages du désenchantement d'où nous aurons du mal à les retirer pendant les dix années à venir, tout comme ces militants qui ont ramé à perdre haleine, croyant qu'au bout de leur effort il y avait le socialisme.

Rester fidèle à la ligne d'Epinay, comme le réclame Louis Mermaz, cela veut donc dire, plus que jamais, rester fidèle à l'Union, mais en cartésiens, c'est-à-dire en hommes qui fixent d'abord le but, l'objectif, la destination (projet de société), et qui en déduisent ensuite les moyens, les étapes (programmes de gouvernement). Il faut approfondir la ligne d'Epinay, non l'écarter ou l'amender.

(PIERRE BERCIS
adjoint au maire
79200 Parthenay)

## La charte d'Amiens

Dans « l'Unité » n° 311 page 11 il est dit : « La Suède n'a pas eu sa charte d'Amiens. » Cela écrit entre tirets.

A croire que cette charte est une tare. Elle est, en fait, la seule formule permettant en France la coexistence au sein d'une même organisation syndicale de courants d'idées fort divers.

Elle n'interdit pas de bons rapports entre les principales composantes du mouvement ouvrier, c'est-à-dire le syndicat et le parti.

Mais, si ces rapports ne sont pas à l'évidence ce qu'ils devraient être, cela est dû :

— D'une part, à ce qu'une partie de la classe ouvrière inscrit son action syndicale, consciemment ou pas, dans le cadre de la 9e des 21 conditions dites « de Moscou » ; qu'une autre pencherait plutôt pour considérer que son action doit se substituer à celle des partis qui ne comprendraient rien aux aspirations des travailleurs ;

— D'autre part, à ce que les syndicalistes qui restent attachés aux principes de la charte d'Amiens sont regardés par beaucoup de gens du P.s. comme des attardés, suspects de collaboration de classe, envers lesquels une certaine méfiance doit être observée.

Il apparaît nécessaire de réfléchir sur ce climat, d'étudier le comportement des uns et des autres et ses conséquences, non seulement à court terme, mais surtout à moyen et long terme, sur l'avenir de la gauche en général, du P.s. en particulier.

Cet examen de la situation syndicale de ces quelques dernières années, réalisé avec un certain recul, permettrait de voir mieux quels sont les véritables amis du P.s.

Peut-être seraient-ce ceux que l'on néglige souvent ou que l'on brocarde volontiers.

(ROBERT CAPPE
02200 Soissons)

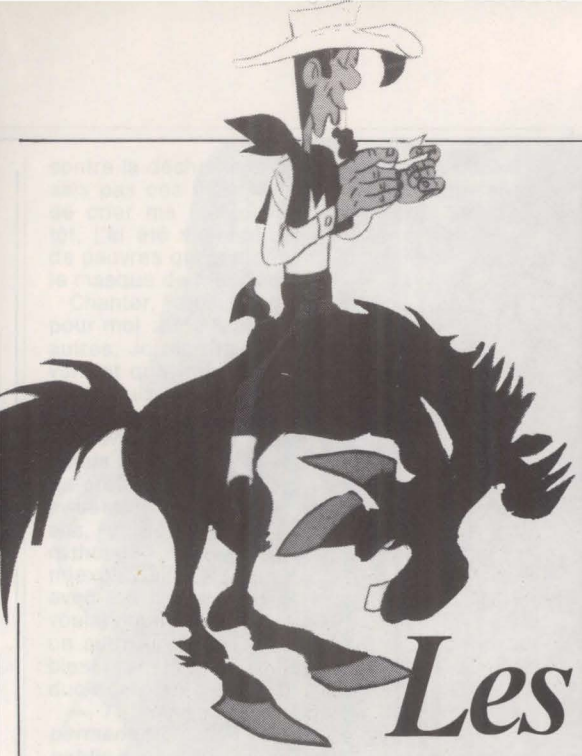
## Le débat sur la dénatalité

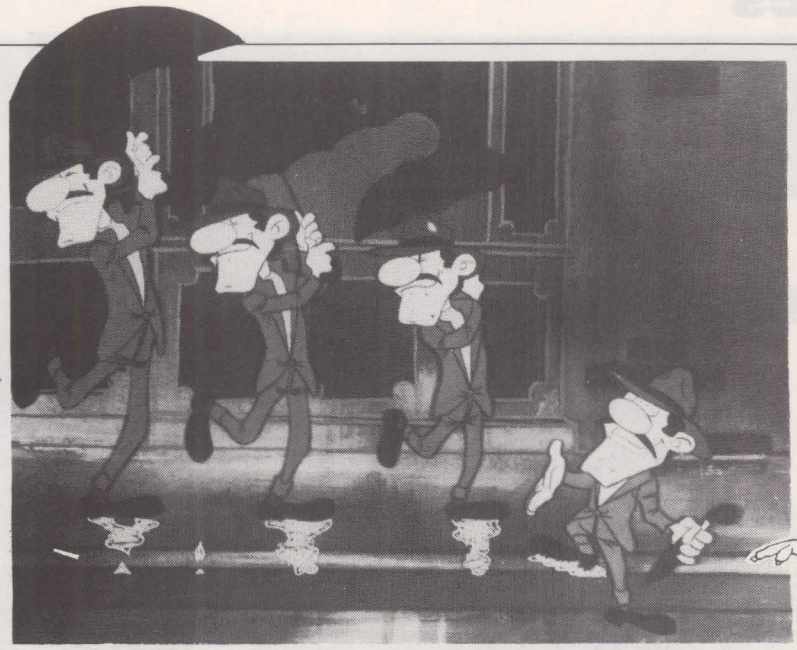
Pour ceux que ce débat sur la dénatalité a intéressés — nombreux, à en juger par les lettres qu'a reçues le journal —, signalons qu'une étude parue dans le dernier numéro de « Population », la revue de l'Ined, montre que la moitié des Françaises mariées qui, ayant eu un enfant en 1973, avaient exprimé l'intention auprès des enquêteurs d'en avoir d'autres dans les trois ans, ont soit abandonné, soit différé ce projet. Ce qui semble indiquer que le nombre effectif de naissances se situe pour l'instant très au-dessous de l'idéal exprimé.

Peut-être serez-vous sensibles à l'humour — involontaire — de l'interrogation qui clôt cette étude : « Celles qui souhaitaient un nouvel enfant et ne l'ont pas eu avaient-elles des raisons objectives de différer ou d'abandonner leur projet ? » Et le démographe de se pencher derechef sur le sort des Allemandes. Las ! ce n'est guère plus brillant : leur taux de fécondité est tombé à 0,66. Si elles continuent comme cela, l'Allemagne fédérale n'aura plus que 39 millions d'habitants en l'an 2030.

A se demander si les Allemandes ont, elles, des « raisons objectives » de ne pas procréer !

(VERONIQUE NEIERTZ
Paris)







# Les Dalton abattent le dragon Disney

*Pourtant, la société qui a produit « la Ballade des Dalton » vient de mettre la clef sous la porte. Le cinéma français d'animation n'a-t-il aucun avenir ?*

« I'M a poor lonesome cow boy », le refrain accompagne comme il se doit Lucky Luke lorsque s'achève « la Ballade des Dalton », le dessin animé de long métrage du dessinateur Morris, d'Henri Gruel et de René Goscinny.

Le fidèle cheval Jolly Jumper, le stupide chien Rantanplan, le blanchisseur Ming Li-foo, le sorcier Plume de Serpent, le juge Groovy, le prêcheur Sam Game, pas un ne manque à l'appel dans un dessin animé qui est enfin à la hauteur des ambitions de ses auteurs, ce qu'on ne pouvait pas dire précédemment des « Douze Travaux d'Astérix » (Goscinny-Uderzo), de la même société productrice Idéfix, tout empêtré qu'était encore ce film dans les problèmes techniques d'animation.

Véritable film d'animation, lui, « la Ballade des Dalton » a enfin trouvé en « celluloïd » le rythme voulu et atteint au point où la technique ne trahit plus l'invention. Ce n'est plus de la bande dessinée qui bouge, mais du vrai cinéma, ce cinéma à la légende duquel Goscinny adresse quelques clins d'œil affectueux.

Entre « la Ballade des Dalton » et « Peter et Elliott le dragon », de Don Chaffey, qui est sorti presque simultanément sur les écrans, il y a pourtant la distance qui sépare l'œuvre encore relativement artisanale et le produit élaboré à l'ordinateur pour un rendement maximal « tous publics » sur les cinq continents. Les studios Walt-Disney, puisque c'est d'eux qu'en fait il s'agit, ont usiné là un film incolore, inodore, sans saveur, dont seuls les enfants peu exigeants — si cela existe encore — se satisferont.

Le problème, c'est que le destin commercial de « Peter et Elliott le dragon » ne peut guère influer sur le chiffre d'affaires de l'usine Disney. En revanche, « la Ballade des Dalton », avec son budget de 12 millions et deux ans et demi de travail, n'a pas permis de sauver l'existence du studio Idéfix. Malgré un matériel ultra-moderne et des dizaines de techniciens, en effet, la société n'aura pas réussi à découvrir la potion magique et se rentabiliser avec seulement les deux longs métrages de Goscinny et quelques films publicitaires : très déficitaire, Idéfix a fermé ses portes quelques mois après la mort de Goscinny.

N'y aurait-il, en France, aucun avenir pour le dessin animé ? On ne le dirait pas, à considérer, en tout cas, le bouillonnement créatif agitant ce secteur du cinéma. Depuis que Topor et René Laloux avaient, avec « la Planète sauvage », réussi à trouver un « créneau » commercial avec une œuvre pourtant ambitieuse et sans concessions, toute une génération de jeunes artistes s'était jetée à corps perdu dans ce mode d'expression. De même, la vogue récente (en France) de la bande dessinée encourageait-elle bien des espoirs.

Beaucoup ne tardèrent pas à déchanter. Pour ne prendre qu'un exemple, même un dessinateur aussi coté que Picha dut constater que sortir un album de « B.d. » en librairie et faire passer auprès du grand public son « Tarzoon », ce n'est pas la même chose... Malgré quoi, aujourd'hui encore, plusieurs longs métrages sont terminés ou sur le point de l'être, cependant que de nombreux réalisateurs commencent à se mettre au travail. Ce même Picha forge son « Chaînon manquant », Piotr Kamler dresse son « Cirque », Robert Lapoujade met au point « les Mémoires de don Quichotte », Arcady travaille à un dessin animé de science-fiction, la courageuse société de production Pinksplash, dirigée par Paul Dopff, bâtit un nouveau projet, de même que Patrice Bokanovski ou Manuel Otero...

Même les anciens ont repris courage, en pensant aux enfants que leurs cadets ont un peu tendance à délaisser : l'« ancêtre » Jean Image termine un « Baron de Munchausen », et Paul Grimault, sur un scénario de Prévert, achève « le Roi et l'oiseau », dont « la Bergère et le ramoneur » n'était qu'une version abrégée.

On a même vu l'inespéré : la France rafler, grâce au dessin animé, les récompenses internationales que ne saurait lui apporter son cinéma. Arrivant après sa palme d'or à Cannes, un grand prix au festival spécialisé d'Ottawa est venu consacrer « la Traversée de l'Atlantique à la rame », de Jean-François Laguionie, ancien élève de Paul Grimault installé dans les Cévennes — une œuvre qu'on peut voir depuis la semaine dernière à Paris : vingt-cinq minutes d'invention et de talent sans esbroufe.

Mais voilà... Laguionie risque de rencontrer plus de difficultés à passer à la pointure au-dessus avec son projet de long métrage, « le Désert d'images ». Même le Laloux de « la Planète sauvage », pour convaincre les producteurs, a dû se soumettre comme un débutant au test d'un « film pilote » de huit minutes avant d'obtenir le feu vert pour travailler sur « les Hommes machines » !

Et la publicité, même si elle permet à quelques graphistes de gagner leur pain quotidien, ne constitue pas le vaste champ d'expérience qu'elle pourrait et devrait être pour les artistes en animation. Pour ne rien dire des nombreux directeurs de salle qui font volontiers sauter le film d'animation prévu, histoire de gagner une séance, alors que cette œuvre méprisée des commerçants du grand écran rapporte pourtant gros au cinéma-business : la coprogrammation d'un court métrage à « label qualité » fait, en effet, bénéficier le producteur du long métrage d'une détaxe de 1 % sur les entrées. Ces messieurs pourraient au moins avoir la reconnaissance du ventre...

SERGE RICHARD

*Goscinny-Morris-Gruel : « la Ballade des Dalton » ; Don Chaffey : « Peter et Elliott le dragon » ; Jean-François Laguionie : « la Traversée de l'Atlantique à la rame ».*



# Qui a peur de Mama Béa?

UNE étonnante petite bonne femme, polonaise par son père et italienne par sa mère, est en train de faire faire un grand pas en avant à la chanson d'expression française. Après Colette Magny et Catherine Ribeiro. Comme Bernard Lavilliers et Jacques Higelin : leur public et le sien se recoupent sensiblement. On parle d'elle comme de la « veuve noire du rock français ». Ce n'est qu'une expression commode, mais aussi un aveu : Mama Béa Tékielski (1) est difficilement classable dans les catégories habituelles. Elle n'appartient ni au show-biz ni à la rive gauche.

Elle aurait pu devenir un pur produit de la rive gauche. Elle a vraiment failli être cette « bonne chanteuse de variétés » : en 1969, elle s'est retrouvée en finale de « la Fine Fleur de la chanson française », à Bobino ; et, dans la foulée, elle a signé un contrat avec Gérard Meys, l'éditeur-producteur de Jean Ferrat... Mais Béatrice ne foula cette « voie royale » que quelques mois, quitta Paris, rencontra Yan More et en fit son compagnon, voyagea, vécut d'artisanat et ne chanta plus que pour elle... et pour lui. Béatrice avait vécu. Mama Béa commença à apprendre « son » métier, sans se préoccuper « du » métier...

Elle osa bientôt mettre sa voix et sa musique sur la même orbite que ses mots : à une très haute altitude. Ce qui fit d'elle, pour quelques années, une chanteuse marginale. Elle combla elle-même la marge, allant de concert en concert (plus de deux cents en 1976), de festival de rock en festival de jazz, touchant tous les publics possibles. Et tous de rester pantois devant la force de ses textes et les rugissements déchirants de sa voix. Comment un cri aussi immense pouvait-il monter d'un aussi petit ventre ?

Des mots dans une tempête de musique : « Je suis née de ce temps / Qui rêve d'Amérique / Quand l'Amérique a peur / De regarder son rêve. » Des mots qui apostrophent : « Et vous, apprendrez-vous jamais / A conjuguer au présent le verbe Soleil ? » Des mots pour chasser la peur et dire la colère. Des mots qui crient sur des notes qui hurlent. Dis-moi pourquoi tu cries, Béa : « Je crie parc'que j'ai au ventre une espérance qui se noie. » Qui a peur de son cri ?

***— Tu cries depuis toujours ? Depuis ta naissance ?***

— Au plus profond de moi, j'ai toujours eu envie de crier. Mais de là à oser crier sur une scène... Il m'a fallu longtemps pour comprendre que le cri peut passer par la musique et par le chant. Mon père était musicien, violoniste, mais son influence n'a pas été grande puisqu'il a quitté la maison alors que je n'avais que deux ans. J'ai commencé à chanter comme on le fait dans toutes les familles de prolos : en écoutant la radio. Dès huit ans, je contrefaisais Piaf. Après, j'ai imité Barbara. Mais c'est Brel qui a été décisif pour moi, vers mes treize-quatorze ans. A cette époque, il chantait « les Bourgeois » et « les Bigotes » ; je comprenais très bien la violence de ses mots. Je me suis prise à me dire : « Un jour, je gueulerai comme lui. » Il a vraiment canalisé l'envie que j'avais de chanter.

J'avais seize ans. J'étais bien décidée à chanter. Nous habitions Avignon. Ma mère m'a envoyée chez un professeur de chant, une dame qui avait déjà eu Mireille Mathieu comme élève. Elle m'a trouvé une voix claire et un bon registre. Elle a commencé à m'imposer des vocalises. Elle voulait faire de moi une chanteuse d'opéra. Je me suis enfuie. J'ai plongé tête première dans le monde de la rive gauche ; mais j'en suis également partie à toute allure : les poètes pontifiants m'emmerdaient. Surtout, ces gens-là nageaient dans la plus totale ringardise musicale ; ils ne se rendaient pas compte que leurs mélodies gnangnans sur leurs pianos tranquilles anesthésiaient complètement la virulence de leurs mots. Il me restait à travailler seule, à l'instinct.

J'ai essayé mes trucs dans mon coin. Et j'ai vite compris que la voix est un instrument incomparable : bien utilisée, maîtrisée, elle peut porter une émotion aussi forte que des dizaines de mots violents. J'ai tâtonné, travaillé dans ce sens, et c'est ainsi que j'ai découvert la trajectoire de mes cris.

J'ai toujours été mal dans ma peau, mal au milieu du monde qui m'entoure. Je continue à l'être. Mais, aujourd'hui, je sais le dire. J'ai très tôt eu envie de crier contre l'urbanisation,

contre la déshumanisation. Mais je ne connaissais pas ces mots-là. J'avais seulement envie de crier ma soif de vivre différemment. Très tôt, j'ai été violente, comme tous les gosses de pauvres qui camouflent leur sensibilité sous le masque de leur timidité.

Chanter, quand j'étais môme, c'était cela pour moi : une manière de m'affirmer face aux autres. Je me disais : « Comme ça, un jour ils verront que, même fauchée, même sans père, je ne suis pas insignifiante, que j'ai des choses à dire. Ils en prendront plein la gueule. » Si j'en avais eu les moyens, à cette époque j'en aurais mis plein la gueule à n'importe qui, mais de préférence à ceux qui nous humiliaient : ils avaient un costume et une cravate, j'avais sept ans, et ils venaient de la part du Secours catholique nous apporter un filet garni ; et on m'expliquait qu'il fallait que je sois bien sage avec les bonnes sœurs, au catéchisme, si je voulais que nous obtenions un autre filet garni un autre jour. Qui n'a pas connu ce genre de blessure ne peut pas savoir pourquoi, ensuite, durant toute sa vie on a envie de crier...

***— Tu ne crains pas que cet état de révolte permanente conduise au désespoir, et ton public avec toi ?***

— Je ne suis pas un gourou. J'exprime dans la démesure sur une scène des émotions et des sentiments qui sont ceux des gens dans la vie. Si je les aide à voir clair, en eux, tant mieux. Mais la chanson n'est pas un remède miracle ! Elle est seulement l'un des outils qui peuvent débusquer l'oppression partout où elle surgit. Je ne crois pas que cela conduise au désespoir de mettre sans cesse les gens en garde contre toutes les formes de contraintes physiques ou morales. Les a priori théoriques sont autrement néfastes quand ils ne se vérifient pas dans la réalité ! Mais la vigilance, exprimée par la révolte à partir d'une émotion, est toujours une sauvegarde...

***— Crier, te révolter en mots et en musique, c'est ta façon de te battre, de survivre ?***

— De vivre, plus exactement. Ma manière à moi de militer n'est pas de me ranger sous la bannière d'un parti. C'est d'être en scène : là, ce que je fais en emmerde certains et en aide d'autres. C'est ça, ma lutte des classes. C'est précisément ce que je veux. C'est ma revanche, d'avoir enfin la parole. Et si je la garde, cela veut dire que d'autres femmes peuvent aussi le faire. Je me souviens, quand Béatrice est devenue Mama Béa, quand j'ai changé de ton, le patron d'un cabaret rive-gauchard a osé dire : « C'est super, ce qu'elle fait maintenant. Elle s'est transformée en véritable bête de scène. Mais, pour une femme, c'est d'une vulgarité ! » Le même type m'aurait sans doute sifflée dans la rue ou mis la main au cul dans un bus et n'aurait pas trouvé ça vulgaire ! Alors, oui : vivre, c'est se battre contre des conneries de ce genre.

Ce qui ne veut pas dire que je suis une dame patronnesse du féminisme. Il y a des chanteuses qui ont écrit « femme qui chante » sur leurs affiches, parce que le mot femme se vend très bien. Moi, je chante souvent pour les femmes battues ou les femmes violées, je ne vais pas m'en faire un blason, c'est-à-dire m'infliger une nouvelle contrainte.

***— Seras-tu un jour en repos ?***

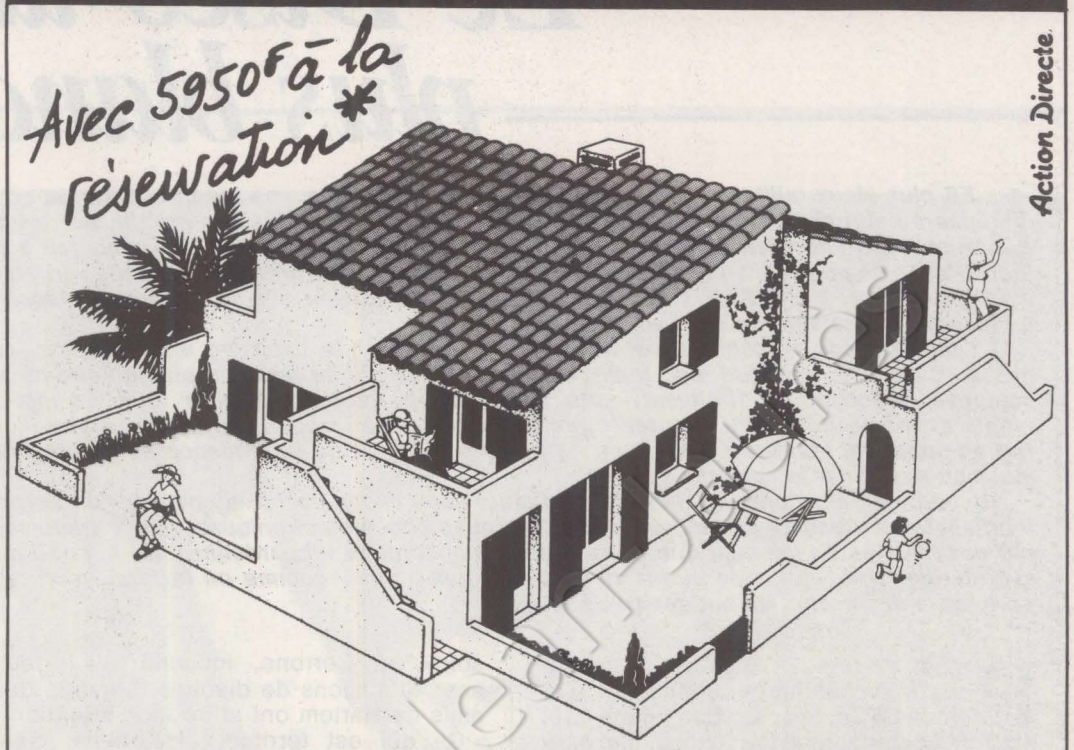
— Je ne crois pas. La chanson est une auberge espagnole. Certains et certaines n'y apportent que des ritournelles rassurantes. Pour ma part, je sais que je ne pourrai jamais me programmer pour être contente de ce que je suis et de ce qui se passe autour de moi. Quelque part, je serai toujours insatisfaite. L'inquiétude est mon moteur, donc celui de mes chansons. La quiétude n'est pas pour moi. Selon le mot de Claude Nougaro, « je verrai toujours la merde, même dans le bleu de la mer ».

JEAN-PAUL LIEGEOIS

---

*(1) Après une tournée en Bretagne en octobre dernier, elle est passée à l'Olympia le 30. Elle est actuellement en tournée en Belgique. Elle sera à Gennevilliers le 17 novembre, Suresnes le 18, Montrouge le 21, Levallois-Perret le 24 et Malakoff le 25. Elle vient de sortir son troisième album : « Pour un bébé robot » (R.c.a. PL 37 203). Les deux précédents étaient : « la Folle » (Isadora ISL 9010) et « Faudrait rallumer les lumières dans ce foutu compartiment » (R.c.a. PL 37 126).*


# SOLEIL MEDITERRANEEN.




## LES CARAÏBES A PORT-BARCARES, A 200 M DE LA PLAGE.

Vivez vos vacances dans une maison languedocienne avec toit en tuiles rondes et murs crépis aux couleurs chaudes.

* 5 950 F : 5 % à la réservation pour un 2 pièces + terrasse de 9 m², cuisine entièrement équipée. 15 % à la signature des actes notariés et pour les 80 % restants, possibilités de crédits bancaires personnalisés.

**Prix total : 119 000 francs. Prix fermes et définitifs. Gestion et location assurées. Liv. été 79. Existe en 3 pièces.**

**19 programmes au soleil de la Méditerranée.**

**Jacques Ribourel** *Sud. s.a.*

120 Champs-Elysées 75008 Paris Tél. 225.22.31

Envoyez-moi gratuitement votre documentation sur les Caraïbes à Port-Barcarès.

Nom _____

Adresse _____

_____

Tél. bureau _____ Tél. domicile _____

U.3.11.78

# Le Disco lave plus blanc

***LES plus vieux militants eux-mêmes, les plus dévoués comme les plus purs, ne sont pas à l'abri des ravages du Disco. Non seulement cette musique envahit notre univers, mais elle sévit dans le monde entier, plus qu'aucune ne l'avait jamais fait à ce jour. C'est à un point tel qu'on peut la qualifier, à juste titre, de première musique véritablement planétaire. « L'Unité » a donc jugé utile de se pencher sur ce phénomène social, qu'il serait regrettable de sous-estimer.***

***La mode Disco s'accompagne d'une évolution sensible dans les mœurs de la jeunesse. C'est une musique électronique, une musique qui se fabrique plus qu'elle ne se compose, grâce au synthétiseur, petit ordinateur permettant d'imiter tous les instruments et même de « faire chanter » quelqu'un qui parle. Jacques Attali y voit une illustration supplémentaire de l'évolution de notre société et de la tendance au « remplacement du travail par le capital ».***

***Un phénomène, donc, sur les traces duquel nous avons décidé d'envoyer l'un de nos journalistes. Le pauvre semble avoir subi quelques chocs électroniques, qui se traduisent par des libertés de langage que nous vous demandons de lui pardonner. Ne serait-il pas regrettable, après tout, de parler du « boum-boum-boum » comme on le ferait d'un rapport sur la discussion du budget au Sénat ?***

Procol Harum... Vous vous souvenez ? Un disque « super » d'il y a plus de dix ans. Des gens qui avaient compris quelque chose. Ils écrivaient sur un coin de la couverture : « A écouter dans l'esprit dans lequel cela a été fait ». Alors nous sautions tous sur nos joints et c'était le pied, le grand pied supercool. Les débuts du « spectacle total ». Pour bien lire cet article, suivez le conseil de Procol Harum en vous asseyant à côté du tourne-disque avec Cerrone à toute volée. Si vos enfants n'ont pas de Disco, branchez la radio, vous trouverez toujours un poste qui en passe ; et si vous n'aimez que la musique classique, mettez tout contre votre oreille le métronome de votre fille qui fait du piano.

Le Disco, tout le monde est d'accord sur cette définition minimale, c'est : « boum-boum-boum » à l'infini, sur une fréquence qui va de 112 à 148 battements par minute. Et pas de fantaisie, surtout ! J'ai proposé à Gérard Gely — le pape inconnu du Disco, celui qui assure la promotion des plus grandes vedettes — une nouvelle définition, un peu hérétique il faut dire : « Le Disco, c'est boum-boum-boum avec wrouac wrouac jviie derrière », pour rendre compte de la sonorité électronique.

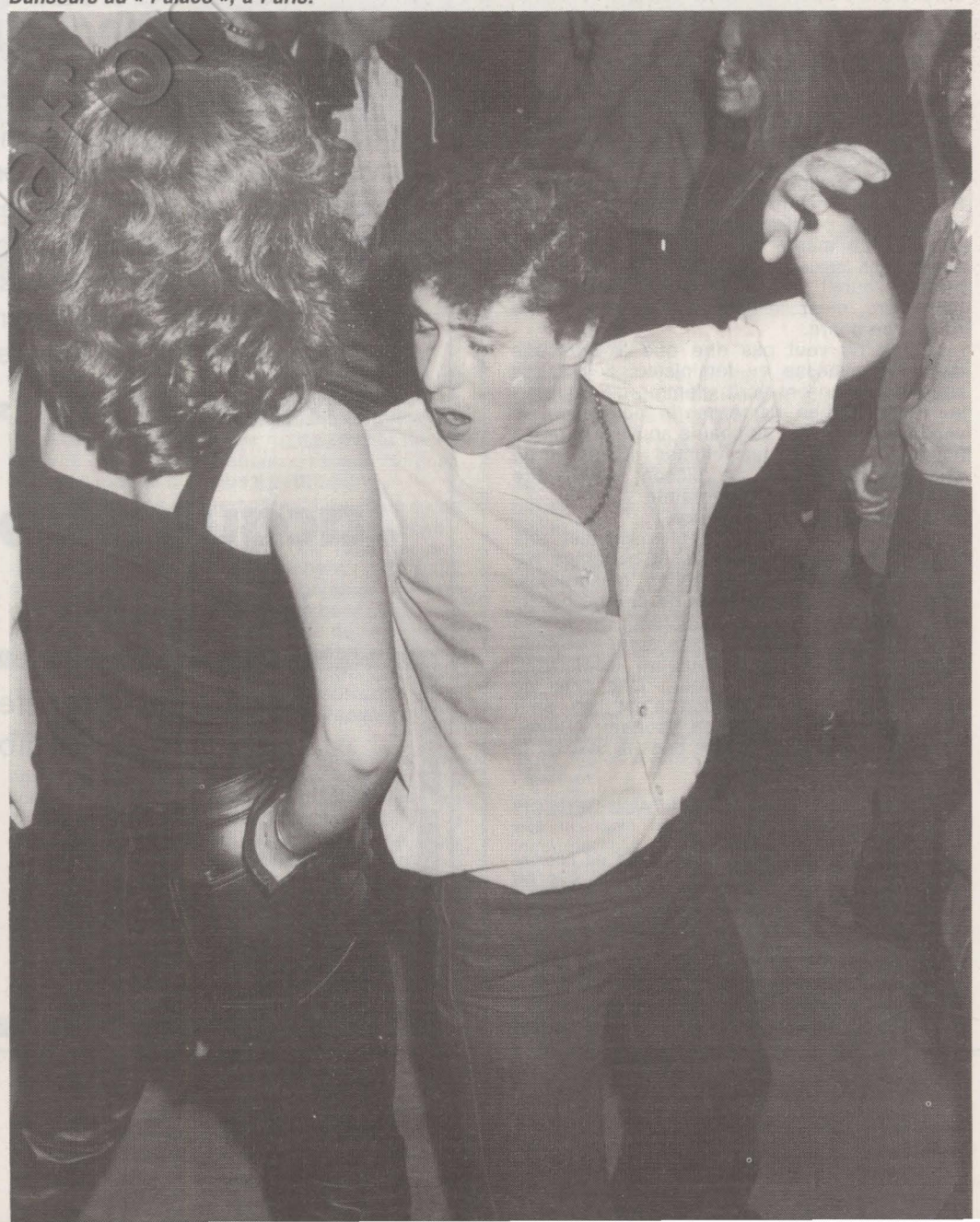
« Oh ! non, s'est-il écrié en commençant à marteler son bureau comme tous ceux à qui j'ai posé la question, le Disco, c'est boum-boum-boum, un point c'est tout ! » Et Claude Brunet, responsable des programmes musicaux sur Europe 1, de reprendre : « On crée le son Disco en marquant tous les temps sur la grosse caisse. C'est de là que vient son identité, aucune erreur n'est possible. » Alors, à vos métronomes (ou à vos grosses caisses), et n'ayez pas peur, ça n'est pas si terrible que ça en a l'air.

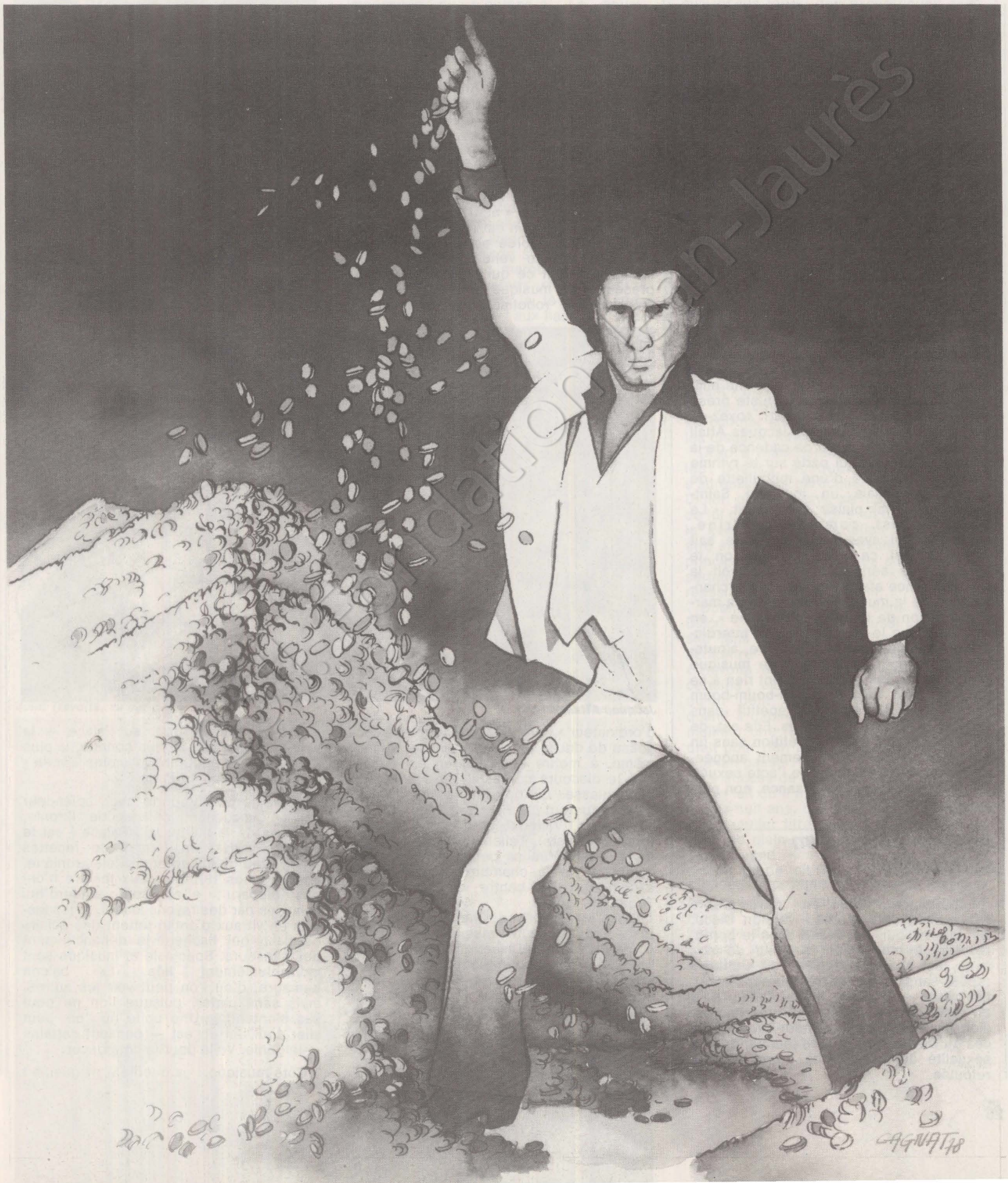
Toujours en retard sur l'actualité, je n'avais pas accordé jusqu'à cet été d'importance particulière au boum-boum-boum Disco. Et pourtant, les Bee Gees avaient déjà vendu quinze millions de doubles albums « la Fièvre du samedi soir », et Cerrone, inconnu voici deux ans, 10 millions de disques. Lorsque des amis de Harlem ont attiré mon attention : « Ce qui est terrible, disaient-ils, c'est que cette saloperie s'infiltre partout, et que les chanteurs noirs qui crient notre détresse — et Dieu sait combien c'est important dans notre histoire — ont de plus en plus de difficultés à se faire entendre. » Faut dire que, derrière le boum-boum-boum, il n'y a rien. La mélodie, les paroles n'ont qu'un intérêt secondaire. Ce que Claude Brunet résume en disant : « C'est une « forme stupide » de musique, une forme parfaitement matérielle, dont le spirituel est absent. » N'est-ce pas dramatique, quand on sait que le Disco vient de la « soul music » noire, et que « soul » veut dire en anglais : « âme » ? La plupart des Français n'y voient pas de différences et les « cats » des rues de Harlem en parlent comme d'un exemple supplémentaire des capacités d'« absorption » du système.

De retour en France, je devais, par copains interposés, découvrir que dans le « cul noir du monde », le fin fond de

→

*Danseurs au « Palace », à Paris.*




AGNAT 78

# Le Disco lave plus blanc

l'Amazonie, on n'écoutait plus de samba mais du Disco, qu'à New Delhi on faisait la queue pour voir « la Fièvre du samedi soir » et que la salsa, le reggae et même le grand papa Beethoven risquaient tous de perdre leur saveur propre, puisqu'on les trouve maintenant passés à la moulinette Disco, ce qui donne des résultats carrément catastrophiques.

Tout peut être mis en boum-boum-boum, et les producteurs ne se gênent pas. Si vous en avez l'occasion, écoutez la version originale d'un tube et sa version Disco. Et surtout, ne vous arrachez pas trop les cheveux. J'ai fait l'expérience avec « No Woman, no cry », par Bob Marley, et aussitôt après par Bonney M. De quoi pleurer — et même hurler.

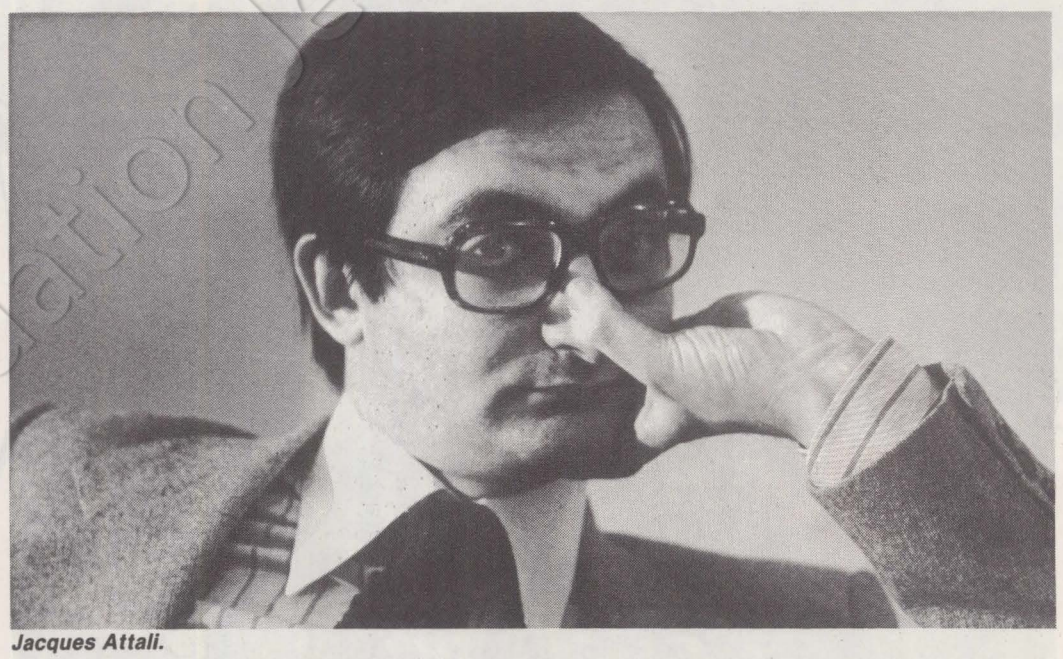
Qui mieux que le principal assesseur musical de François Mitterrand pouvait nous aider à comprendre le phénomène, l'ennemi juré du P.c. — qui en reste à « l'Internationale » — et de Chirac — qui ferait plus volontiers dans la marche militaire —, le rival de l'accordéoniste présidentiel qui ne va pas tarder, soyez-en sûr, à se mettre à la page. Jacques Attali ne peut pas aimer la lourde cadence de la grosse caisse, lui qui parle sur le rythme et avec l'efficacité d'une mitraillette de truand marseillais un jour de Saint-Gérard. Un vrai plaisir de l'esprit. « Le Disco, c'est comme l'aspirine, commence-t-il avec pudeur, on ne sait pas pourquoi ça marche, mais on le vend. » Plus sérieusement, il y voit la « convergence afadissante de la marchandisation de la musique noire et de la marchandisation de la musique blanche », en rappelant que le jazz est né de l'interdiction de communiquer. « Peut-être, ajoute-t-il, est-ce pour cela que cette musique peut plaire à des gens qui n'ont rien à se dire. En tout cas, le boum-boum-boum Disco colle à l'ère du répétitif dans laquelle nous sommes entrés. Elle est, de ce fait, asexuée, car la répétition sans fin est le contraire du mouvement apogée-descente caractéristique de l'acte sexuel. Elle est frustration, impuissance, non passage à l'acte. »

## Aucune dimension subversive

Ecoutez pour vous en convaincre la « Cinquième Symphonie » version Disco. Beethoven, qui, sans faire dans le porno, respire ce mouvement profond de nos sens, est châtré au niveau du « tititita » répété sans fin et interrompu sans aboutissement — « tititita, tititita, tititita »... Il en reste pour nous une horrible impression, mais qui explique peut-être le succès du Disco chez les très jeunes, dont la sexualité demeure, dans notre société, refoulée.

Le mot le plus fréquemment employé, non plus pour définir le Disco (boum-boum-boum), mais pour le caractériser, est le mot anglais « clean » (littéralement : propre ; mais aussi : net, sain). « On assiste, souligne Attali, à un faux éloge du désordre, à sa mise en scène. Dans les faits, il n'y a ni bruits ni improvisation, tout est normalisé. Le Disco ne contient aucune dimension subversive. »

Il s'arrête un instant, réfléchit (on sent que ça carbure) et lâche : « J'ai trouvé pourquoi « propre ». Parce que « propre » égale « neuf », et « neuf » égale « marchandise ». Ce qui n'est pas propre ne se vend pas. » Or, force est de reconnaître que le Disco se vend sacrément bien mieux que tout ce qui s'est fait jusqu'à présent. Une musique donc synthétisée, électronisée, robotisée, une « musique



*Jacques Attali.*

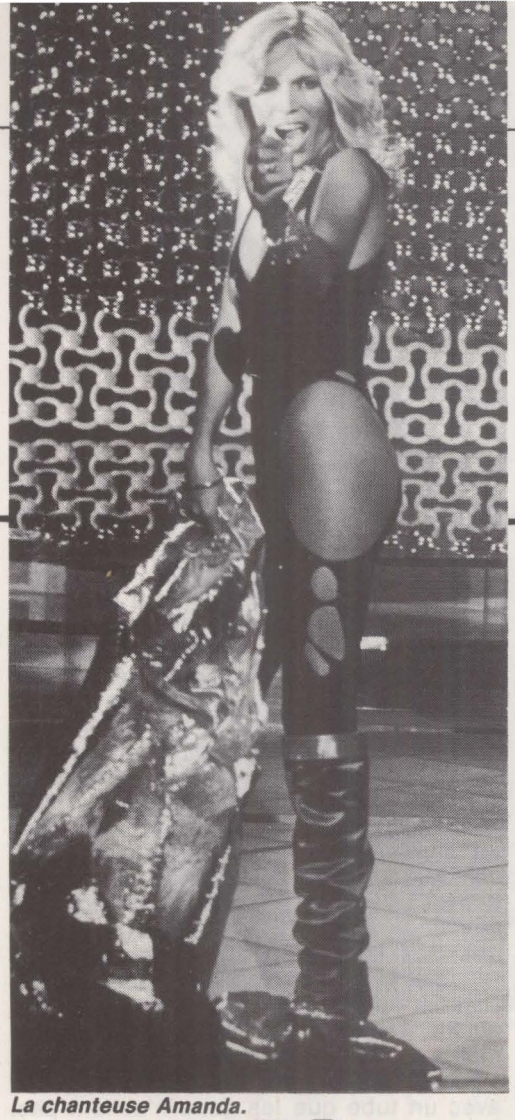
d'ordinateur », me dira avec délices un gosse de douze ans. Autre chose, quand même, à mettre entre toutes les mains que le discours contestataire des Punks dégueulasses qui ont des noms à ne pas dormir du tout : « Pourri » pour le plus célèbre ou « Vicieux » pour le plus vicieux (Sid le bassiste). Tellement vicieux, d'ailleurs, qu'il a tué sa petite amie dans la baignoire de la chambre de son hôtel excentrique du centre de Manhattan. Toute une affaire.

Disco est, au départ, une abréviation de Discothèque. Toute musique de boîte pourrait donc être Disco, en théorie. Dans les faits, boum-boum-boum c'est différent. Mais il est certain que cette nouvelle mode musicale marque un redémarrage des boîtes où l'on n'écoute que des disques, nées voici exactement vingt ans. Un phénomène impressionnant : la Sacem reçoit 15 % de droits d'auteurs en plus chaque année, le « Voom Voom » de Juan-les-Pins a fait 40 % d'entrées supplémentaires en 1978. Une dizaine de boîtes se créent tous les mois. Et Gérard Gely, l'homme qui a lancé Cerrone uniquement par la promotion dans les boîtes, souligne que « l'époque du garage aménagé est révolue ». Il y a autour de Bordeaux huit boîtes de plus de huit cents places. En Bretagne, qui bat les records — on comprend facilement pourquoi —, on compte une discothèque tous les trente kilomètres. Au total, la France, où elles sont nées avec le « Whisky à Gogo », en compte trois mille trois cents.

Un phénomène à considérer, si l'on en croit Claude Brunet, qui voit dans « les milieux de la nuit l'image des mœurs de la société de demain ». Rien de tel, donc, pour avoir une idée d'un des aspects de ce qui nous attend qu'un petit voyage sur la lune... euh, pardon, au Palace — la plus sophistiquée, la plus connue, la plus à la mode et peut-être la moins « vraie » des boîtes Disco de Paris.

Merveille du n'importe quoi, splendeur de la décadence, délices de l'ironie, caprices de la mode, le « Palace » est le mariage réussi en termes de recettes financières du kitsch et de l'électronique. Les fresques 1920 du vieux théâtre n'ont pas disparu ; elles sont aujourd'hui balayées par des rayons lasers, et les lustres en vitraux d'antan jettent des éclairs de flash qui hachent le déhanchement des danseurs. Spectacle et musique sont indissolublement liés. Le balcon demeure, d'où l'on peut voir les autres, mais sans parler, puisque l'on ne peut pas s'entendre. Une boîte où l'on peut aller seul, tel en est — pensent certains — le génie. Voilà pour le côté décor.

Côté musique : ça gueule... ça gueule !



*La chanteuse Amanda.*



*John Travolta, vu par Solo.*

Impossible de s'entendre. Le boum-boum-boum, ici, devient solide ; il occupe tout l'espace. Cette pauvreté musicale ne peut faire illusion que grâce aux extraordinaires progrès techniques accomplis ces dernières années dans le domaine de la sono. Allez-y, vingt-quatre heures après vos oreilles bourdonneront encore.

Côté danse : ça tient plus du marathon que de la partie de jambes en l'air. Le rythme est fort, bien sûr ; mais, électronisé, il perd tout sentiment. Les vibrations ne viennent plus de la terre, ne transitent plus par le ventre, siège de ce qu'il y a chez nous de plus sexué, de plus sauvage, de plus libidinal. Boum-boum-boum... Tout le monde s'agite, porté par la facilité du tempo marqué sans fantaisie. Les bons danseurs ressemblent à des automates. C'est la tête qui commande les bras. Quant aux hanches, elles se déplacent toujours latéralement, jamais frontalement. Le geste ne serait pas « propre », mais provocateur. Pouah ! Et si Donna Sumer est présentée comme « la Chanteuse aux vingt-deux orgasmes », c'est sans doute à mettre sur le compte du « faux éloge du désordre ». Une vraie musique « antibaise » — comment le dire autrement ? —, dont on sort épuisé, mais non satisfait. Une musique née en Allemagne, le pays de l'ordre, et qui a connu son épanouissement dans les boîtes d'homosexuels de New York où elle « permettait de danser en couples sans être obscènes ». Une musique qui préfigure sans doute le ton des rapports sexuels de demain.

Restent les gens. Ils constituent, bien sûr, l'attraction essentielle de ce temple de la mondanité. On y rencontre « tout le monde », comme le prétendent les snobs parisiens, et c'est pour y voir et y être vu qu'on y va. Les hommes commencent à se déguiser. C'est amusant. On y trouve, suivant les jours, des excentriques avec baskets et pantalon très court, le chef couvert d'un képi de légionnaire américain, ou des hommes minces habillés rétro, pas boulot, dodo dans la journée, fine moustache, béret basque ou chaussette de laine roulée sur la tête. Pour les femmes, il suffit de regarder les magazines. De plus, on a déjà l'habitude. Mais tout ce beau linge un peu compliqué n'est pas la réalité du phénomène Disco.

« On a tendance à donner des dimensions exceptionnelles à des choses ordinaires », dit François Diwo, le plus jeune présentateur d'Europe, animateur de Disco 1000 et Disco Danse. « Le Disco, c'est pour faire danser, et puis c'est marre. Je suis peut-être naïf, mais je fais une émission Disco parce que c'est dans la plaque actuellement. » Boum-boum-boum... François Diwo se considère lui-même comme un épicier qui n'a pas besoin de connaître la composition de ses produits pour les vendre. Il ne s'embarrasse pas de mots, mais il « sent » très bien sa musique, son public, un peu comme Gely qui se contente « d'écouter son oreille » pour sélectionner les disques dont il fera des tubes.

Diwo a manifestement un « ton » avec les gosses auxquels son émission s'adresse plus particulièrement, et quand Didier, quatorze ans, se montre incapable de lui dire au téléphone en direct quel est le sujet de la dissertation qu'il devrait être en train de faire, il exulte : « C'est le principal. Si tu oublies tes sujets de dissertation en nous écoutant c'est qu'on a réussi ». Boum-boum-boum...

Oublier. C'est tout le sens des films Disco. C'est sans doute aussi une nécessité dans notre société, comme a voulu le démontrer « la Fièvre du samedi soir ». « Travolta est hurlant de vérité », disent certains ; alors que d'autres n'y voient qu'un petit cochon rose. « Il s'éclate quand il danse dans cette boîte. Il est le meilleur une fois par semaine. Il ne voudrait pour rien au monde être ailleurs. Et il le fait passer. »

Le succès de « Grease » s'explique, lui, par le fait qu'il n'est pas interdit au moins de dix-huit ans. Les gosses se rattrapent. « Le premier titre dans lequel je me suis senti de plain-pied », m'a dit l'un d'entre eux. Quand il ne représente pas un lycéen qui ne fait rien, Travolta symbolise à merveille la foule innombrable des jeunes travailleurs anonymes qui, dans le monde entier, ne vivent que dans l'attente de la soirée du vendredi ou du samedi, où ils retrouveront les copains dans la boîte habituelle.

Dans Paris, c'est moins au « Palace » qu'au « Kilt-Club » écossais qu'ils se regroupent. La sono n'a rien à envier à personne, mais ici les plafonds sont à deux mètres, les murs sont recouverts

→

*Le groupe Bee Gees.*



→

d'un papier plastifié bleu marine ou de glaces. Le public est très jeune : vingt ans en semaine ; seize ans le dimanche en matinée, où l'on ne sert pas d'alcool. Jeans, T-shirts, peu de recherche sophistiquée. Ils sont propres, nets, bien coiffés, et ils viennent du lycée, de la banque ou du Prisunic d'à côté, « parce qu'ils en ont marre de la télévision ».

## La première musique mondiale

Johnny Honeywood, le gérant, un des plus anciens dans le métier, en parle avec tendresse et paternalisme : « J'aime bien les jeunes d'aujourd'hui. Ils sont moins moches que ceux d'avant. Le Disco, c'est boum-boum-boum, c'est facile, c'est carré, et ils aiment ça. Régulièrement, je fais des attractions. Ils préfèrent les illusionistes qui sortent une colombe d'un chapeau à un spectacle de strip-tease dégueulasse. » Pendant qu'il parle, un sosie de Travolta s'offre pour lui seul une démonstration en se regardant dans la glace. Johnny fait mettre un Cerrone : tout le monde danse, même dans les coins les plus cachés. Un reggae suscite moins d'enthousiasme. Il fait mettre un slow, la piste se vide. J'ai du mal à en croire mes yeux.

« Le Disco est peut-être la première musique vraiment mondiale », dit Jacques Attali. Simple, standardisée, sans racine, le monde entier la danse ou l'écoute. Le monde entier, grâce aux synthétiseurs, peut en produire. Les Nord-Américains n'ont plus le monopole, impossible d'entendre la différence. Attali y voit un phénomène irréversible : « Celui de l'extension de la norme fondée sur la simplicité, la répétitivité. On a choisi le plus petit commun dénominateur. » En tirant un peu par les cheveux, il n'est pas impossible d'y voir de bons côtés. « Ainsi, dans la mesure où toute langue est également censure, le socialisme peut-il être conçu comme l'extension démocratique de l'accès aux codes existants, mais aussi comme la possibilité pour chacun de créer sa propre langue une fois que le capitalisme aurait écrasé toutes celles qui existent. »

Les spécialistes du Disco ne disent pas autre chose quand ils affirment que cette mode a pris parce que chacun peut la danser comme il l'entend. Claude Brunet, sans nier certains aspects irréversibles du phénomène, y voit une mode comme une autre, qu'il ne faut pas dramatiser. « On en a encore pour deux ou trois ans, car toutes les combinaisons possibles n'ont pas été épuisées, affirme-t-il ; mais la mode Disco n'a pu prendre que dans un moment de moindre créativité musicale, comme toujours les musiques de danse. Ça passera. » Il est content, comme François Diwo ou Gérard Gely, quand un Disco « senti » marche de préférence à un autre et constate que Charles Dumont ou Julien Clerc ne se sont jamais autant vendus, que la Country Music monte en flèche aux Etats-Unis.

Il est d'ailleurs difficile de « matraquer » avec un tube que les gens n'aiment pas. La radio se fait de plus en plus l'écho de ce qui est en quelque sorte publicité (le lapsus n'était pas au départ volontaire), plébiscité dans les boîtes.

Tout cela est vrai, sans doute, malgré les apparences contradictoires. Je me suis surpris à aimer certains airs boum-boum-boum Disco. J'ai même découvert que j'en avait acheté un sans le savoir. « Shame on me ». Mais, au niveau des tripes, le principe de cette musique électronisée me fait trop penser au travail en miettes de Georges Friedman ou aux « Temps modernes » de Charlot. Une musique taylorisée, dont le moindre paradoxe n'est pas qu'elle permet à certains d'oublier le travail. Allez vous y retrouver !

Au risque de paraître rétro, sans pour autant être à la mode, je préfère les rythmes du genre Salsa. Cet été, en compagnie de cinquante mille Portoricains, j'ai assisté au First New York Salsa Festival. « Salsa » veut dire sauce. Qu'elle soit douce ou épicée, elle est toujours porteuse de rêves sous les tropiques, pour peu qu'on ait trois sous. Mais Salsa, c'est encore autre chose.

Les Cubains disent « Leche » (lait), et nous qui manquons de poésie appelons ça du foutre. Sur la scène, le présentateur reculait les fesses en criant « sal » et faisait hurler « sa » par le public en avançant le bassin d'une façon qui ne laissait aucun doute sur l'acte qu'il mimait. Salsa, sal-sa, sal-sa... Ça vous rythme un show, un truc pareil, et l'ambiance devint vite incandescente. Presque assez pour faire oublier les brumes nordiques, les difficultés économiques et le racisme ambiant. Et dire que dans la salle il y avait des enfants...

Pas très dans la norme robotisée, tout ça, mais il semble que ça ne choque pas tellement « ces gens-là », et peut-être en est-il mieux ainsi.

FRANCIS PISANI





*« Le Vieux Joueur de flageolet », un des tableaux des frères Le Nain exposés au Grand Palais.*

# au risque de vous plaire

**expositions**

## Paris

**** Grand Palais : les frères Le Nain (jusqu'au 8 janvier).***

Le dernier des trois frères Le Nain, Mathieu, est mort il y a trois siècles, en 1677. Sur les quelque deux mille tableaux peints par les Le Nain, il nous en est parvenu à peine soixante-quinze. A quelques toiles près, l'ensemble de ce reliquat est au Grand Palais : une exposition réellement sans précédent.

**** Centre Beaubourg : Cinq Cents de Miro (jusqu'au 22 janvier).***

Trois cents dessins récents. Les autres ont été choisis parmi les quelque cinq mille que Miro avait « égarés » dans de vieilles malles et qu'il a retrouvés il y a trois ans. Miro expose par ailleurs ses gravures au Centre d'études catalanes et ses œuvres récentes à la Galerie Maeght.

**** Centre Beaubourg (Galerie du Centre de création industrielle) : Métamorphoses finlandaises (jusqu'au 4 décembre).***

Objets de la vie quotidienne et architecture en Finlande, de la fin du siècle dernier à aujourd'hui.

**** Musée de l'Affiche : Mes vacances à la neige (jusqu'au 20 novembre).***

Réunis par groupes de dix, trente mille petits Français ont dessiné trois mille affiches. Elles disent ce que représentent pour eux « les vacances à la neige ».

**** Musée des Arts décoratifs : la Traversée du temps perdu (du 8 novembre au 22 janvier).***

Un « parcours-spectacle » à travers les meubles, les objets usuels, des gravures, des dessins, de la correspondance et des livres de compte du XIXe siècle.

**** Galerie Claude-Bernard (7-9, rue des Beaux-Arts, 7e) : Jean Dubuffet (jusqu'au 18 novembre).***

Les vingt dernières compositions de l'auteur d'« Asphyxiante Culture » : des patchworks et des cacophonies de couleurs.

**** Artcurial (9, avenue Matignon, 8e) : dessins de Sonia Delaunay (jusqu'au 10 novembre).***

Une vie au crayon. Depuis les premières « académies » jusqu'à l'abstrait, en passant par les dessins de mode, les portraits et les costumes de scène.

**** Hôtel Sheraton (rue du Commandant-Mouchotte, 14e) : Coppélia, la cité où renaître, Pierre-André Martin.***

La ville, composée, recomposée au futur.

**** Musée du Louvre (pavillon de Flore) : Claude Lorrain (jusqu'au 15 janvier).***

Claude Gellée, dit le Lorrain (1600-1682). Dès le début du XVIIIe siècle, de nombreux amateurs anglais se passionnèrent pour l'œuvre de ce paysagiste. Aujourd'hui, près des deux tiers de ses deux cent dix peintures et plus de la moitié de ses dessins se trouvent dans des collections anglaises. Tous les dessins présentés au pavillon de Flore proviennent du British Museum.

**** Galerie de France (3, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8e) : Pierre Alechinsky et Karel Appel (jusqu'au 15 novembre).***

Encres à deux pinceaux : pendant près de trois ans, en 1976, 1977 et 1978, Alechinsky et Karel Appel ont travaillé chacun de leur côté, mais aussi « l'un avec l'autre et l'un par l'autre ». Une expérience rare.

## Banlieue

**** Montreuil (galerie municipale Douet) : fil, fibre, textile, tissage (jusqu'au 31 janvier 1979).***

L'univers de Sheila Hicks, augmenté des œuvres de Daniel Graffin et John Melin. Ou : quand le textile devient matériau de création.

**** Les Pavillons-sous-Bois (salle des fêtes) : rétrospective André Claudot (jusqu'au 8 novembre).***

Un Dijonnais de quatre-vingt-six ans, qui a peint aussi bien à Montmartre qu'en Chine. Avec un seul souci : « le bonheur et la fraternité des hommes ». Un peintre et un militant.



*Miro, vu par Solo.*

**** Vitry-sur-Seine (galerie municipale) : « Novembre à Vitry » (du 18 novembre au 17 décembre).***

Une exposition-concours, réservée aux jeunes plasticiens. Dans le jury : Cueco, Kijno, Pignon, Messagier, etc.

## Province

**** Le Havre (musée des Beaux-Arts André-Malraux) : Sur les pas d'Eugène Boudin (jusqu'au 4 décembre).***

L'œuvre d'un peintre qui signa des marines, des paysages et des animaux. Grâce auquel Trouville, Caudebec-en-Caux, Le Havre, Honfleur et Etretat sont fixés dans la nostalgie du siècle dernier.

**** Tours : Tours vivant (du 4 novembre au 3 décembre).***

Une immense exposition éclatée dans la ville : musée des Beaux-Arts, centre d'animation des Fontaines, galeries privées. Consacrée à trois pratiques de création : le dessin, le textile et le bois. Parmi les dizaines d'artistes ainsi confrontés : Cueco, Dufour, Garayo, Munoz, Recalcati, etc.

**** Rennes (maison de la culture) : l'Univers de Jacques Damase (jusqu'au 19 novembre).***

Trente ans au service de l'édition. A dix-huit ans, Jacques Damase se lança dans la profession. Et, d'entrée, publia Cocteau, Sartre, Eluard, la première biographie consacrée à Charlie Chaplin et la première étude sur la sculpture de Braque. Depuis Braque, Calder, César, Chagall, Le Corbusier, Lurçat, Man Ray, Folon,

→

Topor et tant d'autres ont été édités par ses soins.

* ***Et aussi, en novembre :***

Alechinsky, à La Celle-Saint-Cloud, Sonia Delaunay à Cognac, Marcel Duchamp à Brest, Max Ernst à Albi, Hartung à Pau, Miro à Dijon et Topor à Metz.




## Des nouvelles de l'édition (suite)

* ***Gallimard.***

Des romans français : « Rue des boutiques obscures », de Patrick Modiano, « Et je vis un cheval pâle », de Jean-Pierre Millecam, « les Morts du lundi », de Daniel Zimmermann, « Un amour de père », de François Sonkin, et « le Bal des débutantes », de Catherine Rihoit.

Des romans étrangers dans la collection « Du monde entier » : « Etreinte sacrée », de l'Italien Mario Brelich, « Sergent Getulio », du Brésilien Joao Ubaldo Ribeiro, et « le Colonel et le loup-garou », du Brésilien José Candido de Carvalho. « La Mer Noire », de Constantin Paoustovski, dans la collection « Littératures soviétiques ».

Dans la collection « le Chemin », des nouvelles : « Les petites filles respirent le même air que nous », de Paul Fournel, et un récit : « le Biographe », de Philippe Beaussant. Deux récits dans la collection « Blanche » : « Avec des cœurs acharnés », de Claude Courchay, et « Voie privée », de Charlotte Crozet. Des poèmes de Georges-Emmanuel Clancier : « Oscillante parole ». Les « Carnets, 1921-1944 », de Louis Guilloux. Le texte du dernier film d'Ingmar Bergman : « Sonate d'automne ». Un essai de François Furet : « Penser la Révolution française », dans la collection « Bibliothèque des Histoires ». Un autre de Marc Guillaume : « Eloge du désordre ». « Récits et contes populaires du Dauphiné » (tome 1) et « Récits et contes populaires du Languedoc » (tome 3).

Parmi les dernières livraisons de la collection « Idées » : « Retour de l'U.r.s.s. », d'André Gide, et « Sociologie de la pauvreté », de Jean Labbens. Et les trois derniers titres de la collection « l'Imaginaire » : « René Leys », de Victor Segalen, « Monsieur Teste », de Paul Valéry, et « Vie de Samuel Belet », de Ramuz.

* ***Denoël.***

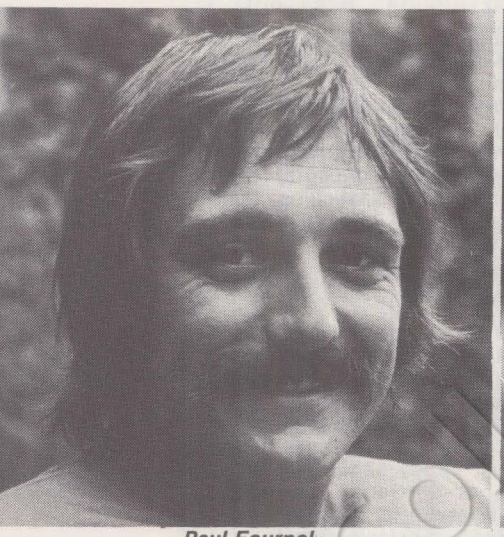
Des romans : « 33° à l'ombre », de Thomas McGuane, « le Vice-Roi », de Jean Garmiers, et « la Cour des vocaces », de Michel Bernard. Un « roman vrai » : « l'Incendie du Bazar de la Charité », de Jean-Paul Clébert. Un document historique : « le Journal de Napoléon », de Gérard Caillet. Un essai de Téo Lesoualc'h : « les Rizières du théâtre japonais ». Une vie au service de l'art : « Iris-time, l'artventure » d'Iris Clert. Le dernier ouvrage de la « Bibliothèque Médiations » : « Espace, temps, architecture », de Siegfried Giedion (trois volumes).

Parmi les derniers titres de la collection de science-fiction « Présence du futur » : « les Gardiens », de Richard Cowper, et « Promenades au bord du gouffre », d'Alain Dorémieux. Et deux albums précieux : « la Chasse », de Tony Burnand, et « le Marché de l'art et de la curiosité-Guide du connaisseur », de Pierre Cabane.

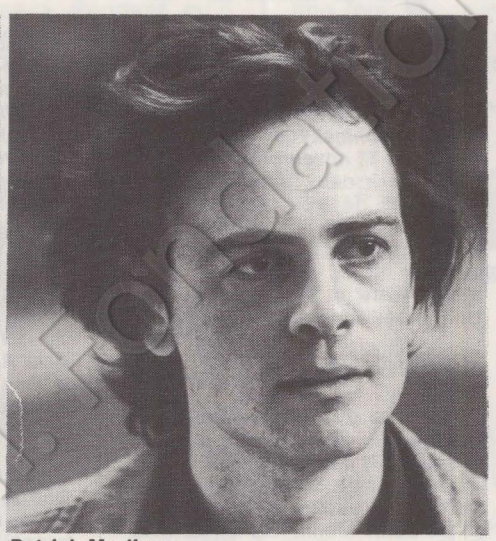



## Où sont-ils ?

* ***Catherine Derain :*** au Centre culturel d'Oullins du 4 au 28 novembre.



*Paul Fournel.*



*Patrick Modiano.*

* ***Jean-Roger Caussimon :*** à Paris, au Théâtre de la Ville, du 7 au 18.

* **Chansons de femmes :** à Paris, à la Soupap' (3, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 4e), jusqu'au 11.

* ***André Tavernier :*** à Paris, au Lucernaire Forum (53, rue Notre-Dame-des-Champs, 14e), jusqu'au 14.

* ***Marie-José Vilar, Tuly Sand et François Rabbath, Gabriela Pizzaro et le groupe Dune :*** pour l'enregistrement public de « Libre Parcours variétés », d'Eve Griliquez, à Paris, au Palais des Arts, le 6.

* ***Le groupe Chute libre :*** à Paris, au théâtre Campagne-Première (19, rue Campagne-Première, 14e), du 7 au 12.

* ***Human Arts Ensemble :*** à Paris, à la Chapelle des Lombards (62, rue des Lombards, 1er) jusqu'au 14.

* ***Guy Béart :*** à Paris, à l'Olympia, jusqu'au 5.

* ***Kolinda :*** à Montreuil le 3, Yerres le 4, Joinville-le-Pont le 5, Nevers le 7 et Châtellerault le 8.

* ***Catherine Ribeiro :*** à Montpellier le 5.

* ***Max Roach :*** à Paris, sous le chapiteau du cirque Bonjour (rue Pierre-Lescot, 1er), le 5.

* ***Les ménestriers :*** à Paris, au Palais des Arts, jusqu'au 5.

* ***Font et Val :*** à Grenoble le 6 et Thiers le 8.

* ***Michèle Bernard :*** à Bourges le 3, Seremange le 4 et Dijon le 7.

* ***Ricet Barrier :*** à Joué-lès-Tours le 2, Villeneuve-sur-Lot le 3, Toulouse le 6, Tarbes le 7 et Bordeaux le 8.

* ***Farid Chopel :*** à Paris, au Ranelagh (5, rue des Vignes, 16e), jusqu'au 18.

* ***Yacoub et Tarentule :*** à Yerres le 4.



*Joan-Pau Verdier.*

* ***Michel Ypar :*** à Hyères les 3 et 4 novembre.

* ***Jean Vasca :*** à Aulnay-sous-Bois le 4.

* ***Joan-Pau Verdier :*** à Paris, au Palais des Arts, du 7 au 18.

* ***Le groupe Mélusine :*** à Montreuil le 4.

* ***Una Ramos :*** à Tulle le 6 et Brive le 7.

* ***Maya Basu Ray :*** une grande danseuse indienne, spécialiste du katak (une des six danses classiques de l'Inde), à Paris, au Théâtre Montparnasse, jusqu'au 4.

## Concerts

### PARIS

* ***Théâtre de l'Athénée :*** récital Térésa Zylis Gora (soprano) le 6 novembre.

* ***Sorbonne :*** Musique du Japon. Œuvres de Takemitsu, Miyoshi, Moori, Noro, Kitazume, Yuasa, Matsudaira, Fukushi et Ichiyanagi le 2 novembre.

* ***Opéra :*** « Simon Boccanegra », de Giuseppe Verdi, à partir du 3 novembre. Récital Leontyne Price le 7. « Le Couronnement de Poppée » les 4, 8 et 11.

* ***Théâtre des Champs-Elysées :*** Berlioz, Tchaïkovsky, Bartok, par l'Orchestre national de France, sous la direction de Charles Dutoit, le 8.

* ***Palais des Congrès :*** Beethoven, Schubert, Prokofiev, dirigés par Claudio Abbado le 2.

* ***Théâtre d'Orsay :*** Hoffmann, Ibert et Debussy, par Marielle Nordmann (harpe), dans le cadre des « Concerts du dimanche matin », à 10 h 45, le 5.

### PROVINCE

* ***Dieppe :*** Beethoven, Schumann, Brahms et Debussy, par Frédéric Lodeon (violoncelle) et Daria Horova (piano) le 4.

* ***Nantes :*** « le Rire de Nils Halerius », de Marcel Landowski, les 3, 5, 7, 9 et 11.

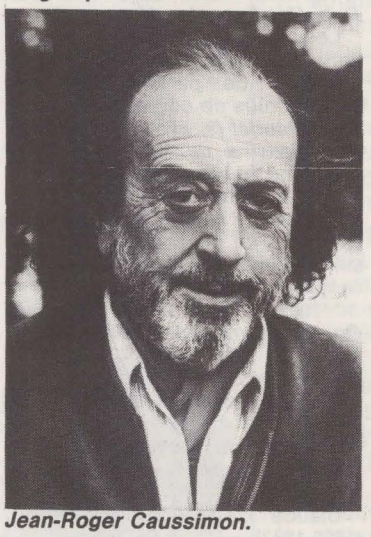
* ***Rennes :*** Mozart, Berlioz et Haendel, par l'Ensemble orchestral de Paris, à la maison de la culture, le 3.

* ***Marseille :*** « la Walkyrie », de Wagner, à l'Opéra, sous la direction de Diego Masson, le 4.

* ***Lille :*** Brahms, Mahler, Wagner et Schœnberg, par l'Orchestre philharmonique de Lille, au Palais des Sports, le 7. Stravinski, par le même orchestre, à l'Opéra, les 9 et 10.



*Le groupe Chute libre.*



*Jean-Roger Caussimon.*

* ***Imago :*** à Pontoise le 4 et Caen le 8.

* ***Little Bob Story :*** à Blois le 2, Reims le 3, Fontenay-sous-Bois le 4 et Massy le 8.

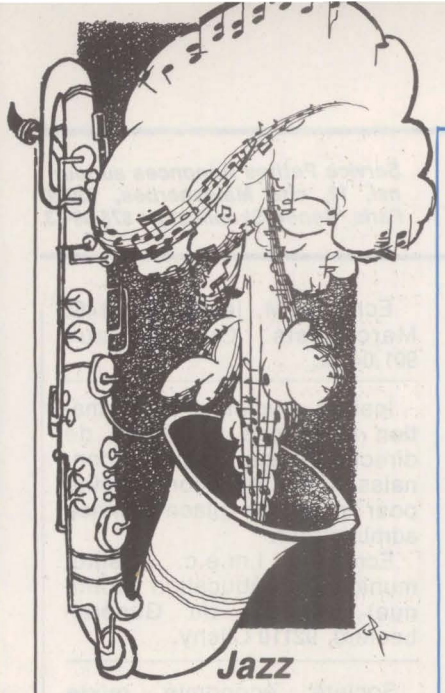
* ***Edition spéciale :*** à Ay le 2, Lyon le 3, Annecy le 4, Tulle le 7 et Orléans le 8.

### ETRANGER

* ***Bruxelles :*** « Lucie de Lammermoor », de Gaetano Donizetti, à l'Opéra national, les 4, 7, 10 et 12. « Un bal masqué », de Giuseppe Verdi, à l'Opéra national, les 5, 8, 11, 14, 17, 19, 22 et 25.

* ***Genève :*** « la Fille du régiment », de Gaetano Donizetti, au Grand Théâtre, les 7, 9, 11, 13 et 18.

CLAUDE GLAYMAN




*** J.J. Johnson-Nat Adderley (Pablo 2620-109).**

Nat le trompettiste, petit frère de Cannonball Adderley, est venu mêler sa véhémence au velouté du trombone d'un J.J. qui n'est pas, lui, un Turlupin.

*** Hekimian-Sorin-Grémaud : Equilibres (Open 05)**

Dans la lignée Bely-Bill Evans, un pianiste à découvrir Gilles Hekimian. Et de ravissantes compositions.

*** Keith Jarrett : My song (E.c.m. 1115)**

La tendresse, la maîtrise souveraine de l'improvisation, la générosité, la richesse du « son E.c.m. » ... Que demander de plus ? C'est peut-être le plus beau disque de piano de l'année.

*** Coryell et Catherine : Splendid (Elektra 52.086).**

Larry Coryell, réchappé des excès électriques, a retrouvé sa guitare acoustique. Et, du coup, il construit ici à deux guitares, avec Philip Catherine, quelques improvisations passionnantes.

*** Gordon Beck : The French Connection (Owl 011) ; Daniel Humair : Morning (Musica 3009)**

Enfin, on donne sa chance à ce brillant pianiste britannique, qui a notamment le rare talent des improvisations en crescendo (« Going up ») et celui des « suites » bien construites : voir celles avec le batteur Humair (« Suite 5 ») et surtout la « Connection » du disque-solo d'Owl Records.

*** Kenny Rogers (United Artist 835)**

Le disque de la perfection : celle de la voix de Rogers, celle des arrangements, celle de l'environnement choral (les Jordonaires) et celle de l'enregistrement de Nashville.

*** Max Roach + 4 (Emarcy 6372-481).**

La mention (+ 4) ne cache pas n'importe quel quartette : elle dissimule le saxophoniste ténor Sonny Rollins, alors au meilleur de sa verve enfiévrée et persuasive.

*** Ry Cooder Jazz (Warner Bros 56.488)**

Un guitariste de rock rend hommage, avec sensibilité, à Bix Beiderbecke, Armstrong, Earl Hines et aux orchestres de rue louisianais.

*** Art Farmer (Emarcy 6372-483)**

A savourer : le climat apaisé et méditatif de certains sols du trompettiste Art Farmer, pas toujours bien servi par des arrangements un rien hollywoodiens.

SERGE RICHARD




A quoi croyez-vous ?... Aux fantômes. Voilà comment se résume la soirée du ***vendredi 3 novembre*** sur Antenne 2.

A 21 h 30, Bernard Pivot invite Jean-Marie Domenach, Françoise Giroud, Saül Friedland et Louis Pauwels sur le plateau d'Apostrophes et les questionne sur leurs croyances diverses.

A 22 h 50, « L'Esprit s'amuse »... de Rex Harrison, qui est seul à voir et à entendre le fantôme de sa première femme. Ce qui provoque de nombreux quiproquos avec celle de chair et l'os.

« Les Grandes Conjurations » nous reportent la veille de Noël rue Saint-Nicaise, à Paris, ***samedi 4 novembre*** sur F.r. 3, à 20 h 30. Comment un attentat particulièrement meurtrier donna à Bonaparte l'occasion de se débarrasser des « ingouvernables ».

Le ***dimanche*** est traditionnellement le jour du tiercé. Celui du ***5 novembre*** ouvre une semaine placée sous le signe du trois.

T.f. 1, à 20 h 30 : « Tant qu'il y aura des hommes », le destin de trois hommes quelques heures avant le désastre de Pearl Harbor. Le film de Fred Zinneman lui a valu huit oscars, à la surprise générale et à la nôtre...

A 22 h 30, sur F.r. 3, « Docteur Jekill et Mister Hyde », de Victor Fleming. Un Spencer Tracy côté pile et côté face. Face horrible, heureusement qu'il y a Ingrid Bergman et Lana Turner.

***Lundi 6 novembre***, Jean-Louis Servan-Schreiber questionne Jean Elleinstein, « A la recherche du socialisme perdu », à 22 h 15 sur T.f. 1.

A. 2 nous propose à 21 h 30 un reportage sur les enfants de Bogota. Quant à Pierre Lagarde, à 22 h 35, il sonne l'alarme pour les chapelles bretonnes, véritables chefs-d'œuvre en péril.

A 20 h 30, sur F.r. 3, trois baroudeurs, un myope (Lina Ventura), un sourd (Jacques Brel), un bègue (Charles Denner) mènent la danse dans « l'Aventure, c'est l'aventure », un film de Claude Lelouch. F.r. 3 n'avait pas encore rendu hommage à Jacques Brel. Voilà, c'est fait.

Le ***mardi 7 novembre*** consacre ses dossiers de l'écran à un sujet grave et qui ne doit laisser personne indifférent : les enfants martyrs. A 20 h 30, sur Antenne 2.

Sur F.r. 3, à 22 h, en direct de Lille, « L'Europe socialiste », avec François Mitterrand **(voir en page 8).**

Patrice Laffont, « Mi-figue, mi-raison », nous invite, ***mercredi 8 novembre*** (A. 2, 20 h 30), dans son carnet de bal pour trois danses : soyez disco au Palace (voir notre article page 26), rétro dans un cours de tango et lancez-vous sur les traces de Maurice Béjart dans un pas de deux.

Comme toutes les semaines, décollez avec « le Temps des as » sur T.f. 1 à 20 h 30, ***jeudi 9 novembre***. Vivez un bonheur à trois, nous dit Agnès Varda à 22 h 40. Pas si simple !

Partez plutôt en Italie avec le film de Luigi Comencini sur F.r. 3 à 20 h 30. Trois personnages « en quête »



***Rex Harrison dans « L'Esprit s'amuse ».***

d'une ville. Jacqueline Bisset (Anna-Carla) aide le commissaire Marcello Mastroianni (Santamaria) pour rompre la monotonie de sa vie. Jean-Louis Trintignant (Massimo) s'en mêle. Mais le personnage principal, c'est Turin...

MAURICETTE DUCHEMIN

# à ne pas manquer

## Bubu écrivain

***Pour tout le monde, Raymond Bussières est « Bubu » : un comédien. Celui qui fonda le Groupe Octobre et décida Jacques Prévert à écrire au jour le jour pour la troupe. Celui qui est devenu une figure de cinémathèque : le type même de l'ouvrier français, sympathique et râleur, battant et gouailleur. Celui qui a tourné dans plus de cent vingt-cinq films et dont Jacques Audiberti écrivit, dès sa première prestation cinématographique : « Un nouvel acteur vient de naître. »***

***Mais Bubu a aussi d'autres talents, qu'il réservait jusqu'à maintenant à ses amis (pudeur ou modestie ?) : il grave, il écrit. Et Jean-Pierre L'Esprit, qui dirige les Editions des Orgevaux, a réussi à le convaincre de réunir en volume quelques textes et quelques gravures. Ce livre s'intitule « l'Bestiau ». On peut se le procurer contre 45 F (en chèque bancaire ou postal), auprès des Editions des Orgevaux, La Chair aux gens, 77320 Jouy-sur-Morin.***

***On y découvrira que Bubu-écrivain a les mêmes préoccupations que Bubu-acteur : le bonheur des hommes, le bonheur à la force du combat si nécessaire.***

## Boris et Pauline

***Le 30 octobre 1947, les auditeurs français qui écoutaient leur poste de radio ont pu entendre : « Dans sa série Jazz au quartier Latin, le Club d'essai de la Radiodiffusion française présente, en direct du Tabou, Boris Vian et son orchestre. » Car, tout autant qu'un écrivain, Boris-le-touche-à-tout fut un fou de jazz et un musicien. Il avait acheté sa première trompette à quatorze ans, en 1934 et, aussitôt, s'était mis à jouer avec ses frères Lelio et Alain, puis avec Claude Abadie. En juin 1947, il prit la direction de l'orchestre du Tabou et, en juin 1948, celle de l'orchestre du Club Saint-Germain. En raison de sa maladie de cœur, il dut cesser de jouer en 1954.***

***Dans les archives sonores de l'O.r.t.f. et chez un nombre restreint de collectionneurs, il restait quelques traces de cette facette du talent de Boris. C.b.s. vient de réunir tous ces documents en un coffret de trois disques. Heureuse initiative ! Même si quelques-uns des vingt et un morceaux, parfois enregistrés avec des moyens de fortune, « grattent » un peu, ne faisons pas la fine bouche... Le plaisir l'emporte : si son cœur ne l'avait pas trahi, Boris aurait pu devenir un excellent trompette ou un grand cornet « blanc » (ce qui est tout à fait rare).***

***Le coffret « Boris Vian » (C.b.s. 82896-97-98) est bourré de surprises. On retrouve, par exemple, dans neuf morceaux, un clarinettiste qui se nomme... Claude Luther ! Et le troisième disque sort des oubliettes un superbe enregistrement, datant de 1966 : « Pauline Julien chante Boris Vian ». La liberté à la québécoise de Pauline et le fol univers de Boris réunis en 33 tours : qu'espérer de plus réjouissant ?***

***J.-P. L.***

# PETITES ANNONCES

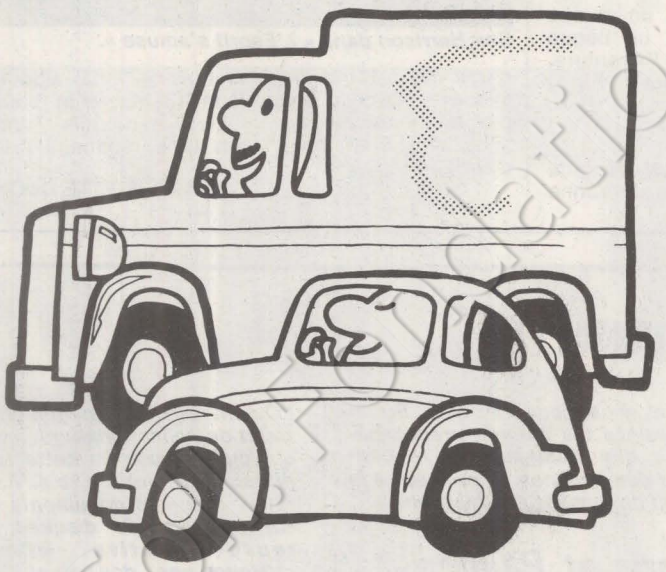
*Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.*


**LOCATION DE VOITURES**

**sans chauffeur**

**ESCOROUTE**

11, rue Forest - Paris 18e



- **Location à la carte**
- **Forfait week end**
- **Forfait vacances**

informez-vous
auprès de notre hôtesse
Mlle ANNICK
qui vous conseillera

**Tél. 387-55-79**


| *Tarifs petites annonces* | | |
|---|---|---|
| | *La ligne H.T.* | *La ligne T.T.C.* |
| *Offres d'emploi (minimum 5 lignes)* | *22 F* | *25,87 F* |
| *Demandes d'emploi* | *12 F* | *14,11 F* |
| *Immobilier* | *18 F* | *21,17 F* |
| *Divers* | *18 F* | *21,17 F* |

## *Demande d'emploi*

Etudiant en 3e année de droit, disponible les vendredis, samedis, dimanches, permis V.L., cherche emploi, de préférence dans départements 95, 93 ou près de la gare Saint-Lazare ou de la gare du Nord.

Ecrire à Didier Lajoinie, 5, rue du Poirier-Fourrier, 95100 Argenteuil.

## *Offres d'emploi*

Commune de Marcoussis (Essonne) recherche garde champêtre, logement assuré par nécessités de service, avantages statutaires. Ville classée entre 5 000 et 10 000 habitants.

Ecrire à M. le Maire, 91460 Marcoussis. Ou tél. au : 901.04.12.

Institut municipal de formation recherche secrétaire de direction ayant bonnes connaissances en comptabilité pour mise en place service administratif.

Ecrire à I.m.e.c. (Institut municipal d'éducation continue), 80, bd du Général-Leclerc, 92110 Clichy.

Société économie mixte recherche technicien de l'économie de la construction (35 ans au minimum) ayant expérience maîtrise d'ouvrages d'opérations immobilières.

Ecrire (sous n° 9) avec curriculum vitae à C.i.v.s.e., 13, rue du Président-Wilson, 42000 Saint-Etienne.

## *Divers*

Exécute peintures et marionnettes Bambolino à partir de 10 francs pièce : Bourneuf, foyer logement, 35270 Combourg.


**Directement du producteur**

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21. av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97



l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

**Directeur général** : Pierre Mauroy

**Directeur de la rédaction** : Claude Estier

**REDACTION EN CHEF**
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

**REDACTION**
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

**SECRETARIAT DE REDACTION**
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

**DESSINS**
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

**PHOTOS**
Pascal Lebrun

**AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE**

**ADMINISTRATION**
**Conseiller technique** : François de Grossouvre
**Secrétaire administrative** : Jacqueline Daimé
**Publicité** : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
**Coordination** : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
**Directeur de publication** : Claude Estier
**Société éditrice** : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

# ÉCOLE ET SOCIALISME

## REVUE TRIMESTRIELLE

Le numéro 11 vient de paraitre

**Un grand débat:**

**LA LAICITE, AUJOURD'HUI**

● ET LES RUBRIQUES HABITUELLES

---

ABONNEMENT D'UN AN : 40 FRANCS

NOM : .....

ADRESSE : .....

.....

☐ C.C.P. « Ecole et Socialisme » - 34-775-85 LA SOURCE

☐ Chèque bancaire à l'ordre de « Ecole et Socialisme »

A envoyer à : **Ecole et Socialisme**
41, rue de Chabrol
75010 PARIS

**REVUE**

**TRIMESTRIELLE**

Coll. Fondation Jean-Jaurès

# François Mitterrand: un écrivain pour aujourd'hui.




PARTI SOCIALISTE
28, Rue Victor Hugo
92240 MALAKOFF
Permanence 10 h à 12 h
le dernier samedi du mois

© Fondation Jean-Jaurès

**L'Abeille et l'Architecte** est d'abord une œuvre d'écrivain. Bonheur d'écrire, culture fulgurante, sagesse à la Montesquieu, éblouissement devant la vie, ce livre, à la suite de **La Paille et le Grain** fait partie des œuvres qui échappent au temps.

**408 pages.**
**48 F.**

**FLAMMARION**

Synergie, K.E.